UCLouvain
Faculté de philosophie, arts et lettres – FIAL

Faculté de philosophie, arts et lettres

Le mot *idéologie* comme « mot-clé sociopolitique »

Étude comparative des discours médiatiques et politiques en Belgique et en France

Auteur : Tesseur Chloé
Promoteur(s) : Philippe Hambye
Année académique 2025-2026
Master [120] en langues et lettres françaises et romanes, finalité sciences et métiers livre

Déclaration sur l'honneur, mémoires/TFE de la Faculté de philosophie, arts et lettres, UCLouvain

Je déclare qu'il s'agit d'un travail original et personnel, que toutes les sources référencées ont été indiquées dans leur totalité et ce, quelle que soit leur provenance, et que l'utilisation des outils d'intelligence artificielle est conforme aux consignes générales d'utilisation publiées par l'UCLouvain et disponible à cette adresse :

https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-p1/portail/reglement/Consignes-ChatGPT-version-etudiante.pdf?itok=SebXXm87

Je suis conscient·e que le fait de ne pas citer une source, de ne pas la citer clairement et complètement, de ne pas annoncer dans une partie spécifique en début du mémoire l'utilisation que j'ai faite des outils d'intelligence artificielle ou de les utiliser de manière contraire à ce qui est prévu dans la note institutionnelle constituent des irrégularités graves au regard du Règlement des études et des examens de l'Université catholique de Louvain (Chapitre 4, section 7, article 107 à 114) au sein de l'Université. J'ai notamment pris connaissance des risques de sanctions académiques et disciplinaires encourues.

Au vu de ce qui précède, je déclare sur l'honneur ne pas avoir commis de plagiat ou toute autre forme de fraude et de n'avoir pas utilisé les outils d'intelligences artificielles en dehors de ce qui est accepté à l'UCLouvain.

Nom, Prénom : Tesseur, Chloé

Date : 14/08/2026

Signature de l'étudiant·e :

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement les personnes qui m'ont entourée et soutenue tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Je voudrais tout d'abord remercier mon promoteur, Monsieur Philippe Hambye. Merci pour votre disponibilité, votre accompagnement et vos retours enrichissants. Merci pour votre sérénité et vos encouragements qui m'ont aidée à garder le cap quand la pression se faisait sentir avec une certaine insistance.

Je remercie également madame Erin Turneer, pour le partage de ses connaissances et le modèle que ses précédents travaux ont constitué pour ce mémoire. Merci pour le temps que tu m'as accordé et pour la clarté de tes explications.

J'accorde un merci tout particulier à ma maman, Florence, qui a subi et accompagné mes nombreuses crises de nerfs et de larmes. À Jeremy, merci pour nos longs appels, pour ta présence rassurante et pour le regard extérieur plein d'enthousiasme que tu m'as apporté (presque) tout au long de la rédaction de ce travail.

Au stress et à l'anxiété, merci de me pousser à toujours donner le meilleur de moi-même. Merci aussi de bien vouloir me quitter.

Table des matières

Introduction *1*

Chapitre un : Approche théorique du mot idéologie et de la notion de « mot-clé sociopolitique » *4*

1. Perspective historique **6**
1.1. Origine du terme et sens premier 6
1.2. Les moments clés de la péjoration de l'idéologie 8
1.2.1. Le tournant napoléonien 8
1.2.2. L'idéologie selon Marx 9
1.2.2.1. La distorsion de la réalité 9
1.2.2.2. La légitimation de la domination 10
1.2.2.3. La critique « libératrice » 11
1.3. Le tournant du XXe siècle 11
1.3.1. La rupture avec l'exclusivité de classe 12
1.3.2. L'idéologie et les « -ismes » : cristallisation de la dimension politique 13
1.3.3. De l'idéologie aux idéologies 14

2. Champ actuel de l'idéologie **16**
2.1. Une définition « minimale » de l'idéologie 17
2.2. Sens « neutre » et sens « critique » 18
2.3. L'idéologie : un concept impopulaire 20
2.4. Idéologie et pragmatisme 21

3. *Idéologie* dans les discours médiatiques politiques **23**

4. Le mot *idéologie* : un candidat au statut de MCSP **24**
4.1. Les notions de « mot-clé » et « mot-clé sociopolitique » : définition et caractéristiques 25
4.1.1. Du MC au MCSP : émergence de l'enjeu sociopolitique 25
4.1.2. Caractéristiques principales et approches du MCSP 27
4.1.2.1. Approche du MCSP par ses propriétés sémantiques et idéologiques 27
4.1.2.2. Approche du MCSP par la saillance statistique 30
4.1.2.3. Approche argumentative du MCSP 30
4.2. Adéquation du terme *idéologie* au statut de MCSP 31
4.2.1. Application des critères de définition 31
4.2.1.1. Polysémie et polémique 32
4.2.1.2. Enjeu sociopolitique 34
4.2.1.3. Saillance statistique 35
4.2.1.4. Figement 35
4.2.1.5. Caractère de référent social 36
4.2.1.6. But argumentatif 37
4.2.2. Conclusion : adéquation d'idéologie au statut de MCSP 37

Chapitre deux : Approche méthodologique du mot idéologie *39*

1. Construction du corpus **39**

1.1. Récolte des données 39
1.2. Sélection des occurrences 40
1.2.1. Élaboration des critères de sélection 42
1.2.2. Typologie des usages du MCSP idéologie 47
1.2.3. Formalisation du protocole de sélection 51
1.2.4. Limites de la méthode 53

2. Traitement et analyse des données : construction de la grille d'analyse 54

2.1. Choix des catégories à partir des modèles 54
2.2. Description de la grille d'analyse appliquée au MCSP *idéologie* 55
2.2.1. Section 1 : « informations contextuelles » 56
2.2.1.1. Type de discours 56
2.2.1.2. Type de locuteur et propriétés 57
2.2.1.3. Thème et contexte 58
2.2.2. Section 2 : « occurrence » 59
2.2.2.1. Type de cas 59
2.2.2.2. Plan formel 59
2.2.2.3. Valeur 60
2.2.2.4. Terme associé et rôle syntaxique du MCSP 60
2.2.2.5. Terme en contraste 62
2.2.2.6. Propriétés sémantiques du MCSP 62
2.2.3. Section 3 : « Objet & Sujet » 63
2.2.3.1. Objet et propriétés Objet 64
2.2.3.2. Sujet, type de Sujet et propriétés Sujet 65
2.2.3.3. Objet' et Sujet' 65
2.2.4. Section 4 : « effets » 66

Chapitre trois : analyse du fonctionnement du MCSP idéologie 68

1. Qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ? 68

1.1. L'arène 68
1.2. Répartition des données : cas prototypiques, non prototypiques et limites 70
1.3. Le locuteur 71
1.4. Le thème et le contexte 74

2. La forme et le sens du MCSP *idéologie* 76

2.1. Forme et valeur 76
2.2. Le sens d'*idéologie* à partir des termes associés 78
2.2.1. Déterminé 78
2.2.2. Listé par coordination 80
2.2.3. Déterminant 81
2.3. Le sens d'*idéologie* à partir des termes en contraste 82

3. Les Objets de l'idéologie 83

4. Le sens par les propriétés sémantiques du MC 86

5. L'enjeu sociopolitique et l'effet du MCSP *idéologie* 89

5.1. Préalables : Objets et Sujets ambigus 89

5.2. Les réalités (dé)légitimées 91
5.2.1. Les cibles directes du MCSP 91
5.2.2. Les cibles indirectes du MCSP : effets principaux, subordonnés et simultanés 93
5.2.3. Quels effets pour quels Sujets ? 97
5.2.3.1. Sur quel type de Sujet l'effet du MCSP s'applique-t-il ? 97
5.2.3.2. Qui fait l'objet d'une délégitimation au moyen du MCSP ? 98
5.2.3.3. Qui utilise quelle stratégie ? 101
6. Discussion 103
7. Une piste pour de futures études : au-delà de l'effet 107
Conclusion 112
1. Le rôle endossé par *idéologie* dans les discours sociopolitiques et médiatiques en Belgique et en France 112
2. Apports, limites et perspectives 114
Bibliographie 116
Annexes 119

Introduction

Il y a des mots dont la signification parait évidente. Connus de nom, utilisés sans cesses, mais jamais définis, comme si tout le monde savait exactement ce qu'ils recouvrent. Leur omniprésence amène à ce qu'on les associe à des réalités toujours plus nombreuses, toujours plus éloignées. Alors, leur sens évolue, s'élargit, voire se dilue. *Idéologie* est de ces mots-là. *Idéologie*, c'est le nom d'un concept à priori neutre. C'est la manière dont on désigne un « ensemble plus ou moins cohérent des idées, des croyances et des doctrines philosophiques, religieuses, politiques, économiques, sociales, propre à une époque, une société, une classe et qui oriente l'action » (TLFi). L'idéologie sert à expliquer le monde et à guider l'action politique et sociale. Pourtant, dans le discours, les usages du mot *idéologie* sont « si divergents qu'on peut douter de l'existence même d'une quelconque unité conceptuelle du terme » (Roberts, 2025).

Cette absence d'unité conceptuelle ne semble toutefois pas empêcher le mot de fonctionner efficacement dans le discours – bien au contraire. Comme le montre de Coorbyter (2014), désigner la position d'un adversaire comme « idéologique » ne vise pas tant à en décrire le contenu qu'à la disqualifier. Le mot parait ainsi agir moins comme un concept que comme une arme discursive : sa simple mention semble suffire à disqualifier, sans qu'il soit nécessaire d'en préciser le contenu. Ce constat rejoint les préoccupations d'un champ de recherche en plein essor : celui des « mots-clés sociopolitiques », ces termes qui, par leur charge évaluative positive ou négative, participent à des opérations de légitimation et de délégitimation dans les discours politiques et médiatiques (Hambye *et al.*, 2025 : 9). Plusieurs études récentes se sont penchées sur des cas particuliers de cette catégorie : Rondiat (2025) sur le mot *science,* Shchinova (2025) sur *populisme,* ou encore Turneer (2025) sur *tabou.* La présente étude entend donc s'inscrire dans la continuité de ces travaux, en se penchant sur un nouveau cas : le mot *idéologie.* Son omniprésence dans les discours – en particulier politiques – conjuguée au flou de son sens le rend propice à des usages contradictoires et polémiques. Il possède en outre, comme évoqué ci-dessus, un pouvoir de catégorisation. Celui-ci s'explique notamment par la charge évaluative (essentiellement négative) que le terme semble avoir acquis, en réalité presqu'immédiatement après son apparition. *Idéologie* nous apparait dès lors comme un candidat pertinent pour poursuivre les réflexions amenées par les études qui nous précèdent. Nous nous posons donc la question suivante : quel(s) rôle(s) endosse l'utilisation du mot *idéologie* dans les discours sociopolitiques et médiatiques ?

Pour répondre à cette question de recherche, le présent mémoire propose une analyse sur corpus. Nous avons recueilli des occurrences du mot *idéologie,* qui correspondent à un usage de « mot-clé sociopolitique », utilisées principalement par des journalistes et des politiciens. Notre corpus est composé de données recueillies dans trois espaces de communication distincts : la presse belge, le Parlement belge et le Parlement français. Nos analyses tournent dès lors autour de trois axes : premièrement, elles visent à dégager des régularités générales dans les usages contemporains d'*idéologie* comme MCSP. Deuxièmement, elles ont pour but de voir dans quelle mesure il est possible de comparer les usages observés dans la presse belge à ceux relevés dans les débats parlementaires. Enfin, elles visent à comparer les données parlementaires belges et françaises, deux espaces discursifs comparables mais relevant de contextes politiques distincts. Pour répondre à ces objectifs, nous mettons en place une analyse quantitative et qualitative : les données récoltées sont traitées selon une grille de critères construite à partir de Shchinova (2025), Rondiat (2025) et Turneer (2025).

Cette étude a pour objectif plus général de mieux saisir le sens et l'effet pragmatique du terme *idéologie* dans ses usages de mot-clé sociopolitique, en décomposant notre question de recherche en plusieurs sous-questions :

- Qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ?
- De quelle manière sur le plan formel et avec quel sens ?
- Pour catégoriser quoi – ou qui – comme étant ou n'étant pas idéologique ?
- Avec quel enjeu sociopolitique et quel effet ?

Pour y répondre, nous chercherons d'abord à retracer la trajectoire du terme *idéologie,* non pour en livrer un simple historique, mais pour comprendre comment et pourquoi ce terme, d'abord doté d'un sens neutre et scientifique, en est venu à acquérir le sens péjoratif qui domine aujourd'hui ses usages courants. Nous tenterons également, à partir de la littérature, de récolter des informations quant aux usages contemporains d'*idéologie* dans le discours sociopolitique. Nous proposerons ensuite un rappel théorique de la notion de mot-clé sociopolitique, dans le but de réinscrire notre étude dans ce vaste champ et de poser les repères nécessaires à sa bonne compréhension. Dans le dernier temps de ce chapitre, nous nous appuierons sur la définition proposée par Turneer (2025) pour examiner l'adéquation du mot *idéologie* au statut de mot-clé sociopolitique. Le second chapitre est consacré à l'élaboration d'une méthode de sélection adaptée à notre mot-clé particulier. Elle nous permettra de repérer, parmi les très nombreux emplois du terme les cas susceptibles de correspondre à un usage de mot-clé sociopolitique.

Nous décrirons ensuite la méthode d'analyse, inspirée des modèles précédemment cités, mais que nous avons adaptée aux besoins de notre mot-clé particulier. Le troisième chapitre est consacré à l'exposé des résultats quant au sens et au fonctionnement du mot *idéologie,* que notre méthode aura permis de dégager. Nous confronterons ensuite ces résultats aux hypothèses dressées à partir de la littérature. Nous terminerons ce chapitre sur l'exploration d'une piste susceptible de faire l'objet d'études ultérieures.

Chapitre un : Approche théorique du mot *idéologie* et de la notion de « mot-clé sociopolitique »

Le terme *idéologie* occupe une place singulière dans le vocabulaire des sciences sociales, des discours politiques et médiatiques, ainsi que dans les usages ordinaires. En effet, plusieurs auteurs s'accordent sur la centralité de ce mot dans de nombreux domaines (Thompson, 1987 ; Van Dijk, 2006 ; Yang Yang, 2023). Ainsi, John B. Thompson (1987 : 9) souligne que le terme *idéologie* est « abondamment employé dans la littérature contemporaine en sciences sociales et humaines, comme dans les instances politiques et sociales de la vie de tous les jours ». Néanmoins, comme le note Teun Van Dijk (2006), bien que le concept d'idéologie soit souvent utilisé dans les médias et en sciences sociales, il s'agit d'un concept « notoirement imprécis ». De nombreux auteurs soulignent le flou sémantique et conceptuel qui entoure cette notion. John Gerring (1997 : 959) explique, par exemple, que le concept d'idéologie a souvent été critiqué pour ses « excès sémantiques » et son « imprécision bulbeuse »[1], tandis que Jacob Wilson (2026 : 1) parle de l'idéologie comme d'un concept « mince », peu précis (a « thin concept »). Wilson note par ailleurs que de nombreux auteurs se réfèrent à cette notion sans même la définir, comme si son évidence allait de soi.

Il faut bien reconnaitre que le terme idéologie est particulièrement polysémique. Dans son entrée de la *Stanford Encyclopedia of Philosophy* consacrée à l'idéologie, Roberts (2025) en propose un bon aperçu : le terme peut renvoyer à « une vision du monde, un discours de légitimation, une doctrine politique partisane, la culture, des croyances fausses qui soutiennent un pouvoir illégitime, des croyances qui renforcent l'identité d'un groupe, ou encore à une forme de mystification »[2]. Dans les années 90, Eagleton (1996 : 1) expliquait déjà que personne n'était encore parvenu à fournir une « définition unique et adéquate de l'idéologie »[3], précisément parce que le terme recouvre une « série de significations utiles »[4] qui ne sont toutefois pas toujours compatibles les unes avec les autres.

La littérature semble indiquer que l'usage ordinaire du concept d'idéologie est essentiellement négatif. Van Dijk (2006) note, par exemple, que le terme fait typiquement référence « aux idées reçues, aux idées fausses ou partisanes des *autres* ». Le mot *idéologie*

[1] « Semantic excess » et « bulbous unclarity ».
[2] « […] a comprehensive worldview, a legitimating discourse, a partisan political doctrine, culture, false beliefs that help support illegitimate power, beliefs that reinforce group identity, or mystification. ».
[3] « […] a single adequate definition of ideology […] ».
[4] « […] a whole range of useful meanings […] ».

apparait donc souvent dans un sens péjoratif, mais celui-ci peut varier en fonction des époques et des contextes : il renvoie tantôt à une forme d'anti-pragmatisme (Capdevila, 2008 ; de Coorbyter, 2014), c'est-à-dire à une pensée jugée rigide, abstraite et déconnectée du réel, tantôt à un système de légitimation de rapports sociaux inégaux (Thompson, 1987 ; Eagleton, 1996 ; Van Dijk, 2006), tantôt encore à des idées fausses (Van Dijk, 2006), à des illusions, voire à une forme de dogmatisme (Sartori, 1969, cité par Gerring, 1997 ; Putnam, 1971 ; Eagleton, 1996) ou de fanatisme (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 295).

Toutefois, il faut noter que, d'une part, il existe de multiples conceptions de l'idéologie et toutes ne sont pas péjoratives. En effet, certains théoriciens ont tenté de sortir l'idéologie de son cadre critique comme politique – nous prendrons, dans ce travail, l'exemple de la conception culturaliste – faisant émerger une conception dite « neutre » ou « descriptive » de l'idéologie (Thompson, 1987 ; Van Dijk, 2006 ; Roberts, 2025). D'autre part, le terme *idéologie* n'a pas toujours été porteur d'un sens négatif. À l'origine, il désignait un projet savant et ambitieux : la nouvelle science des idées (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008). C'est l'histoire ultérieure du terme – sa reprise polémique par Napoléon, puis par Marx – qui lui a progressivement conféré la charge évaluative et péjorative qu'on lui connait aujourd'hui.

Ce chapitre a donc pour ambition d'explorer cette trajectoire complexe. Dès lors, nos objectifs sont multiples. Il s'agira d'abord de retracer brièvement l'histoire du terme et du concept qui y est associé. En nous basant sur la littérature, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : quand et comment est apparu le terme *idéologie* ? Que désignait-il alors ? Quelles sont les grandes transformations que le concept a connues ? Il conviendra, dans le même temps, de comprendre comment le terme est devenu péjoratif, en identifiant les moments clés de cette péjoration. Tout au long de cette section, nous chercherons à identifier le plus exhaustivement possible les différentes significations que l'on reconnait au mot *idéologie*, hier comme aujourd'hui. Sur cette base, nous tenterons d'identifier les usages contemporains du terme, en particulier dans les discours politiques et médiatiques. Nous verrons ainsi de quelle manière la littérature nous permet de comprendre qui se sert d'*idéologie,* dans quel contexte et dans quel but. Enfin, nous proposerons un rappel sur la notion de mot-clé sociopolitique (MCSP) et tenterons de montrer en quoi le mot *idéologie* peut être considéré comme un candidat pertinent à ce statut.

1. Perspective historique

Comme nous venons de le souligner, le terme *idéologie* s'utilise souvent dans un sens péjoratif. Dès lors, il occupe une fonction particulière dans le discours. Comme le note Thompson (1987 : 10), « dire qu'un point de vue est idéologique, c'est déjà le critiquer, puisque "idéologie" est, dans une certaine mesure, un terme négatif et critique ». Il faut toutefois distinguer ce sens péjoratif du sens premier de l'idéologie. En effet, si le mot *idéologie* apparait aujourd'hui comme une « arme » discursive capable de disqualifier un discours, un acte ou un individu par sa simple évocation (Thompson, 1987 ; de Coorbyter, 2014), il n'en a pas toujours été ainsi. Pour le comprendre, il convient de revenir aux origines du terme.

1.1. Origine du terme et sens premier

La littérature s'accorde pour situer l'apparition du terme *idéologie* à la fin du XVIIIe siècle et pour en attribuer la paternité à Antoine Destutt de Tracy (Eagleton, 1996 ; Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008 ; Van Dijk, 2006). Le néologisme désigne alors la nouvelle « science des idées », un projet que Destutt de Tracy précisera plus tard dans un article du *Moniteur Universel* : l'idéologie, c'est « l'analyse de la pensée, tout simplement » (Guilhaumou, 2008 : 36). L'émergence de l'idéologie répond donc à une ambition savante : celle d'analyser et de comprendre les idées humaines, de rendre compte de leur origine, de leur formation et de leur fonctionnement. À son origine, le mot *idéologie* désigne donc moins une croyance fausse ou un système partisan qu'un projet de connaissance des idées placé sous le signe de la scientificité. Cette nouvelle science s'inscrit dans la tradition philosophique empiriste héritée notamment de John Locke et de Condillac (Eagleton, 1996 ; Guilhaumou, 2008 ; Kurunmäki & Marjanen, 2020). Les « Idéologues »[5], façon dont ces penseurs se désignaient eux-mêmes (Macherey, 2008), considèrent ainsi que « les idées humaines proviennent des sensations plutôt que d'une source innée ou transcendantale »[6] (Eagleton, 1996 : 64) et s'inscrivent d'emblée dans un rapport d'opposition avec la métaphysique, qu'ils jugent « absolutiste » et qu'ils cherchent à substituer par l'idéologie (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008).

L'invention de cette « science des idées », et, par conséquent, l'émergence du terme *idéologie*, ne peut toutefois pas être dissociée du contexte historique et politique dans lequel

[5] Nous utiliserons désormais les formes « Idéologie » et « Idéologue », avec une majuscule, pour nous référer à la discipline philosophique et scientifique originelle et à ses adhérents. La forme « idéologie », sans majuscule, sera utilisée pour se référer au mot lui-même ou au concept.

[6] « […] human ideas were derived from sensations rather than from some innate or transcendental source »

elle prend place. Comme le rappelle Pierre Macherey (2008), « cette création verbale » apparait dans le contexte de « la phase thermidorienne de la Révolution française », au moment où se réfléchit et se met en place l'organisation de ce qui sera la « société bourgeoise ». Il explique ainsi que l'Idéologie a directement été « associée et adaptée à l'entreprise d'une refonte du système politique et social de la France ». Jacques Guilhaumou (2008 : 34) confirme le propos, puisqu'il dit que « la République dictatoriale, durant laquelle s'invente la notion d'idéologie, marque un renversement important dans la conception du politique par rapport à la période antérieure ». La politique pratique prend alors le dessus sur la théorie du droit naturel et sur ce qu'il nomme une « métaphysique politique », au profit de l'établissement d'un pouvoir exécutif stable. Ainsi, les deux auteurs s'accordent pour montrer que l'Idéologie, même dans son sens premier de « science des idées », remplit une fonction qui excède sa « portée strictement cognitive » (Macherey, 2008). Chez Macherey, qui insiste sur la formation d'un système d'instruction publique placé sous l'autorité de l'État, l'Idéologie est d'emblée destinée à « devenir un moyen d'inculcation, en vue de transformer, en tant que science révolutionnaire, la société tout entière ». Chez Guilhaumou (2008 : 35), l'Idéologie apparait comme un outil prétendant fonder scientifiquement le gouvernement et le légitimer par la « normalisation des principes à la base du savoir ». Ce bref aperçu contextuel nous permet ainsi de mettre en lumière le fait que, dès son apparition, le concept d'idéologie entretient un lien étroit avec la politique.

Néanmoins, Macherey (2008) explique que le mot *idéologie* cesse très rapidement d'être « le nom propre d'une discipline scientifique de pointe, revendiquant un caractère d'objectivité et d'exactitude ». Dans un contexte politique marqué par la fin du Directoire, le passage au Consulat, puis à l'Empire, la prétention à la vérité initialement reconnue à l'Idéologie se voit remise en question. Celle-ci s'explique par le fait que, dès son origine, l'Idéologie combine une prétention scientifique et une fonction politique de gouvernement des esprits (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008), ce qui la rend vulnérable aux contestations. Lorsque le contexte politique se transforme, la prétention de l'Idéologie à constituer une science, « un savoir révolutionnaire, publiquement utile » (Macherey, 2008), est progressivement remise en cause. Comme le note l'auteur, dès lors que sa capacité à atteindre la vérité est contestée, le mot *idéologie* « fait son entrée dans le langage commun » et commence à y exister sous « sa nouvelle forme […], sans majuscule ». Autrement dit, le terme commence par exister en étant seulement le nom d'une discipline philosophique et scientifique et revêt alors une majuscule (Idéologie). Mais dès lors que le terme se dissocie de cette prétention scientifique, il perd la majuscule qui lui conférait une part de sa prestance.

La transformation du terme *idéologie* s'inscrit donc dans un processus de disqualification de sa prétention scientifique, et cette première évolution du sens prépare le terrain pour sa future, néanmoins très proche, péjoration.

1.2. Les moments clés de la péjoration de l'idéologie

1.2.1. Le tournant napoléonien

Si, selon Macherey (2008), le mot *idéologie* avait déjà fait l'objet d'une certaine déspécialisation en voyant sa prétention à la vérité contestée, pour de nombreux auteurs, c'est en réalité Napoléon Bonaparte qui achève de le destituer de toute légitimité scientifique et en fait un terme péjoratif. Guilhaumou (2008 : 40) souligne ainsi que Bonaparte reprend le terme dans un sens péjoratif, le « transforme en injure » et « le donne ainsi en héritage au XIXe siècle ». Dans le même ordre d'idées, Eagleton (1996 : 70) énonce que Napoléon « affirmait avoir lui-même inventé le terme péjoratif *d'idéologue*, afin de rabaisser les membres de l'Institut, les faisant passer du statut de scientifiques et de *savants* à celui de sectaires et de subversifs »[7]. Procédant à un retournement ironique de l'accusation initialement portée par les Idéologues à l'encontre de la métaphysique, Napoléon qualifie ces derniers comme de « ténébreux métaphysiciens » (Macherey, 2008). Dans cette reprise péjorative, ce n'est pas seulement un groupe de penseurs qui est visé, sinon tout un rapport au savoir et au réel. Macherey (2008) montre en effet qu'à partir de ce moment, *idéologue* – « avec puis sans majuscule » – devient synonyme de « manipulateur d'idées, vain et fumeux phraseur » et de « fauteur d'illusion ». L'idéologie, qui prétendait fournir une connaissance rigoureuse de la pensée, se voit désormais présentée comme un discours creux, trompeur et sans prise sur le monde concret. Eagleton (1996 : 70) formule autrement ce mécanisme d'inversion : selon lui, le cœur de la critique napoléonienne réside dans l'idée « qu'il y a quelque chose d'irrationnel dans un rationalisme excessif »[8]. Les idéologues se seraient enfermés dans des systèmes clos, alors incapables d'affronter la « réalité pratique »[9]. L'analyse d'Eagleton met ainsi en lumière les début d'une opposition entre idéologie et pragmatisme, spéculation et pratique, systèmes d'idées et réalité. L'idéologie commence alors à désigner, de manière durable, un mode de pensée abstrait, dogmatique et déconnecté du réel. C'est ainsi que l'idéologie, autrefois perçue comme quelque chose de positif, se charge d'un sens négatif. La requalification sémantique

[7] « Napoleon claimed to have invented the derogatory term 'ideologue' himself, as a way of demoting the men of the Institute from scientists and *savants* to sectarians and subversives ».
[8] « […] there is something irrational about excessive rationalism ».
[9] « […] practical reality […] ».

entreprise par Napoléon constitue ainsi la matrice fondatrice de la valeur polémique du terme qui subsiste aujourd'hui encore : désormais, accuser un discours ou un individu d'être idéologique revient à le renvoyer du côté de l'abstraction, de l'illusion et du déni du réel.

Dans le courant du XIXe siècle, Marx, marqué par cette conception négative, récupère le terme, dont il effectue « du même coup l'internationalisation » (Macherey, 2008), et en renforce encore davantage la charge négative.

1.2.2. L'idéologie selon Marx

Le terme *idéologie* connait avec Marx un nouveau tournant décisif, tant sur le plan théorique que du point de vue de sa diffusion. De nombreux auteurs soulignent en effet le rôle joué par Karl Marx dans la popularisation du terme (Macherey, 2008 ; Capdevila, 2008 ; Voirol 2008). Toutefois, s'il hérite d'un terme déjà chargé d'une valeur négative, Marx ne se contente pas d'en reprendre l'usage polémique qui s'est fixé sous le règne de Napoléon, il lui donne un cadre théorique (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 296). À cet égard, Olivier Voirol (2008 : 63) considère que la conception développée dans *L'idéologie allemande* et dans *Le Capital* constitue le « pivot théorique à partir duquel se sont élaborées des conceptions divergentes de l'idéologie » au XXe siècle. Dès lors, même lorsque les approches contemporaines s'en éloignent (Voirol, 2008 ; Capdevila, 2008), elles continuent le plus souvent à se définir en fonction de cet héritage.

Afin de mieux comprendre cette influence durable, nous nous appuierons essentiellement sur la synthèse interprétative proposée par Voirol (2008), qui organise la théorie marxienne de l'idéologie autour de trois idées majeures : la distorsion du réel, la légitimation de la domination et la critique « libératrice ».

1.2.2.1. La distorsion de la réalité

Voirol (2008 : 63) souligne que la théorie marxiste de l'idéologie s'inscrit dans le cadre d'une « critique de la conscience sous le capitalisme ». L'idée centrale est que l'idéologie produit une représentation faussée de la réalité sociale : elle génère des apparences qui masquent les rapports sociaux dont ils procèdent (Voirol, 2008 ; Eagleton, 1996). Dans *Le Capital,* Marx montre ainsi que les phénomènes observables de l'économie capitaliste tendent à être confondus avec la réalité elle-même, alors qu'ils n'en constituent que les manifestations superficielles (Voirol, 2008 : 63). Cette illusion conduit les individus, en particulier le prolétariat, à méconnaitre les mécanismes matériels qui déterminent leurs conditions d'existence (Voirol, 2008 : 63). Buchanan & Levinson (2014 : 16) rejoignent cette lecture

lorsqu'ils expliquent que l'idéologie obscurcit les rapports de production capitalistes, de sorte que les membres du prolétariat continuent de participer à leur propre exploitation « au bénéfice de la classe capitaliste, même lorsque cette soumission se fait à leurs dépens »[10]. Cela nous permet par ailleurs d'introduire l'idée suivante : la distorsion de la réalité agit au service d'une légitimation de rapports de pouvoirs inégaux.

1.2.2.2. La légitimation de la domination

Voirol (2008 : 63) explique que, pour Marx, cette distorsion du réel n'est pas une simple erreur de perception. Elle produit des « effets de légitimation de l'organisation capitaliste » en faisant apparaitre les rapports sociaux existants comme « naturels », nécessaires et légitimes. L'idéologie agit ainsi comme ce que Marx nomme une « fausse conscience » (Voirol, 2008 ; Van Dijk, 2006 ; Eagleton, 1996), qui masque les rapports de domination tout en contribuant à leur reproduction. Dans cette perspective, Van Dijk (2006) explique que les représentations erronées que la classe ouvrière se fait de ses propres conditions d'existence « résulteraient de son endoctrinement par ceux qui contrôlent les moyens de production ».

Cette légitimation repose principalement sur deux mécanismes : la naturalisation et l'universalisation des intérêts particuliers de la classe dominante. Reprenant un argument formulé par Marx et Engels dans *L'idéologie allemande,* Eagleton (1996 : 56) rappelle que toute classe sociale qui accède au pouvoir est amenée à présenter ses propres intérêts comme ceux de la société tout entière. Pour s'imposer durablement, elle doit ainsi « donner à ses idées un caractère universel et les présenter comme les seules idées rationnelles et universellement valables »[11] (Marx & Engels, 1974, cités par Eagleton, 1996 : 56). Les croyances de la classe dominante tendent alors à être perçues comme allant de soi et à être assimilées au « 'bon sens' partagé d'une société »[12] (Eagleton, 1996 : 58).

Eagleton (1996 : 59) ajoute que cette universalisation s'accompagne d'un processus de déshistoricisation : les croyances dominantes apparaissent comme valables indépendamment du contexte social et historique qui les a produites. L'idéologie « dénie tacitement que les croyances et les idées sont spécifiques à un moment, à un lieu et à un groupe social particulier »[13] (Eagleton, 1996 : 59). Macherey (2008) formule une idée similaire lorsqu'il

[10] « […] to the benefit of the capitalist class, even when compliance comes at their own expense ».
[11] « […] give its ideas the form of universality, and represent them as the only rational, universally valid ones ».
[12] « […] the 'common sense' of a society […] ».
[13] « […] tacit denial that ideas and beliefs are specific to a particular time, place and social group ».

explique que le propre de l'idéologie est de « renaturaliser trompeusement ce qui est en réalité historique, en vue de pérenniser […] ce qui n'est en fait que transitoire ».

Ces deux premiers aspects permettent de saisir la manière dont la pensée marxiste a transformé en profondeur le sens du terme. Si Napoléon avait déjà fait de l'idéologie une catégorie de disqualification politique, Marx et Engels lui confèrent une portée théorique nouvelle : l'idéologie ne désigne plus seulement un discours abstrait, manipulateur ou irréaliste, mais un ensemble de représentations qui produisent des connaissances inversées du monde (Eagleton, 1996 : 71) et contribuent au maintien de rapports de pouvoir inégaux. Toutefois, la théorie marxiste contient aussi la possibilité du dépassement de cette illusion.

1.2.2.3. La critique « libératrice »

Pour Marx, c'est au critique que revient la tâche de sortir des illusions. Voirol (2008 : 64) explique que la critique de l'idéologie s'exerce simultanément contre l'économie capitaliste et contre le savoir qui en assure la légitimation, c'est-à-dire l'économie politique classique. Le point d'accès à cette critique capable de dissiper les illusions est donné dans *L'idéologie allemande* : une méthode scientifique prétendant accéder à la vérité. La critique de l'idéologie telle qu'elle se présente chez Marx se donne ainsi pour ambition de produire une connaissance vraie des rapports sociaux, capable de « lever le voile » sur les illusions entretenues par l'économie politique dominante. Le concept d'idéologie est ce qui permet de « pointer les obstacles à la conscience de la réalité économique, d'identifier les illusions produites par l'économie politique et de concevoir une critique capable de s'en émanciper » (Voirol, 2008 : 64).

La conception marxiste de l'idéologie repose ainsi sur une distinction fondamentale – ce que Voirol (2008) nomme une « coupure épistémique » – entre deux formes de connaissance : d'un côté, une « fausse conscience », c'est-à-dire une méconnaissance des conditions réelles d'existence à laquelle le peuple adhère inconsciemment ; de l'autre, une posture savante, celle du critique, qui revendique un accès à la vérité scientifique des rapports sociaux » (Voirol, 2008 : 64).

1.3. Le tournant du XXe siècle

Le XXe siècle voit se transformer profondément le concept d'idéologie. En effet, les sens et les champs d'application de l'idéologie ont évolué depuis la création du terme en 1796 (Kurunmäki & Marjanen, 2020 ; Yang Yang, 2023). D'une part, l'idéologie devient un concept

analytique central des sciences sociales. Elle cesse de renvoyer seulement à la critique marxiste de la domination ou à une injure envoyée à l'encontre d'un adversaire et devient progressivement un concept susceptible de s'appliquer à une diversité de phénomènes sociaux et politiques. D'autre part, le XXe siècle représente un moment de cristallisation de la dimension politique que l'on confère, aujourd'hui encore, à l'idéologie. Le lien entre idéologie et politique n'est bien évidemment pas une invention du XXe siècle. Kurunmäki & Marjanen (2020 : 294) expliquent que le terme a été politisé presque immédiatement après son introduction au travers de l'usage péjoratif employé par Napoléon. Néanmoins, certains changements dans les usages poussent l'idéologie à devenir une catégorie désormais centrale et inévitable du discours politique. Enfin, ces deux mouvements convergent vers une troisième transformation : l'idéologie, qui désignait jusqu'ici une réalité unique et globale, en vient à désigner une pluralité de réalités comparables les unes aux autres, d'où le passage progressif du singulier (l'idéologie) au pluriel (des idéologies, les idéologies).

1.3.1. La rupture avec l'exclusivité de classe

L'un des premiers déplacements majeurs du concept d'idéologie au cours du XXe siècle concerne son rapport aux classes sociales. Nous notons qu'il y a à la fois une continuité et un éloignement par rapport à la définition de l'idéologie telle que le XXe siècle en hérite de Marx. Chez Marx, l'idéologie était l'apanage d'une classe sociale précise : la classe dominante. Mais cela va changer. L'un des principaux théoriciens de ce changement est Karl Mannheim (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 304). À l'instar de ce qu'avaient soutenu les penseurs marxistes, Mannheim défend l'idée que l'idéologie dépend de la position sociale, mais il affirme que cela s'applique à « toutes les positions sociales, y compris la classe ouvrière »[14] (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 304). Ainsi, l'idéologie apparait toujours comme au service d'une classe et de ses intérêts, mais cela s'étend à tous les groupes qui composent la société. Avec Mannheim, l'idéologie bascule donc davantage dans une perspective sociologique et devient une propriété potentielle de l'ensemble des groupes sociaux. L'idéologie du peuple cesse d'être celle de la classe dominante, puisque chaque position sociale produit des idées.

Ce déplacement confirme de nouveaux usages du terme. Kurunmäki & Marjanen (2020 : 298) note que, déjà dans les années 1910, il n'était plus rare de dire que la classe ouvrière ou le prolétariat avait sa propre idéologie, « sans que celle-ci soit présentée de manière péjorative »[15].

[14] « […] to all social position including the working class ».
[15] « […] that was not presented in a pejorative manner ».

Cela dénote le fait que le terme est de plus en plus employé. Reprenant la terminologie de Koselleck, Kurunmäki & Marjanen (2020 : 302) interprète cela comme le résultat d'un processus de « démocratisation » du terme. Cette plus large diffusion s'accompagne cependant d'un élargissement de ses significations. Mannheim (1929, cité par Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 304) souligne alors la nécessité de « dénouer les différentes nuances de sens qui se fondent dans une pseudo-unité »[16]. C'est précisément pour lever cette ambiguïté qu'il distingue une conception particulière et une conception totale de l'idéologie. Dans son sens particulier, le terme idéologie dénote un scepticisme vis-à-vis des idées et des représentations avancées par un adversaire politique. Cette acception prolonge selon nous l'usage polémique hérité de Napoléon et de la critique marxiste de l'idéologie. À l'inverse, la conception totale s'applique pour faire référence à « l'idéologie d'une époque ou d'un groupe historico-social concret, par exemple d'une classe »[17] (Mannheim, 1929, cité par Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 304), ce qui correspond davantage à une conception analytique de la notion d'idéologie.

1.3.2. L'idéologie et les « -ismes » : cristallisation de la dimension politique

Selon Kurunmäki & Marjanen (2020 : 299), l'une des principales conséquences de l'élargissement du champ d'application du terme *idéologie* est son association « à de nombreux -ismes »[18] : socialisme, capitalisme, communisme, fascisme, totalitarisme, etc. Les autrices suggèrent par ailleurs que, si le terme a acquis une si grande importance dans le vocabulaire politique, c'est justement en raison de cette association.

Ce couplage ne s'opère cependant pas de manière continue et linéaire. Dans les premières décennies du XXe siècle, les associations entre idéologie et « -isme » demeurent rares et non systématiques (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 299). Les années 1930 représentent un moment de bascule important : l'idéologie se voit associée de manière fréquente à un « -isme » en particulier – le totalitarisme –, ce qui façonne durablement la perception de l'idéologie. Comme le notent Kurunmäki & Marjanen (2020 : 301), « non seulement l'idéologie était considérée comme quelque chose de faux et de négatif, mais elle était également perçue comme une force politique extrêmement dangereuse contre laquelle les pays libres et démocratiques devaient se défendre »[19]. Pourtant, les deux autrices expliquent que, dans le même temps, la démocratie et le libéralisme ont aussi été associés à l'idéologie. Selon Kurunmäki & Marjanen (2020 : 302),

[16] « […] to disentangle all the different shades of meanings which are blended here into a pseudo-unity ».
[17] « […] we refer to the ideology of an age or of a concrete historico-social group, e. g. of a class ».
[18] « […] with many isms ».
[19] « Not only was ideology regarded as something false and negative, it was also seen as a political force that was utterly dangerous against which free and democratic countries should defend themselves ».

le fait de concevoir la démocratie comme une idéologie démontre que « le mot était devenu si courant qu'il était difficile de l'éviter, et encore moins de l'ignorer »[20].

Cette accumulation progressive de « - ismes » rattachés à l'idéologie en vient à cristalliser de manière définitive son lien avec le politique. À mesure que davantage de courants en « - ismes » sont présentés comme autant d'idéologies particulières, l'idéologie en vient à être perçue comme omniprésente sur l'ensemble du spectre politique (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 310). L'idéologie, dès lors, ne sert plus seulement à désigner une doctrine particulière perçue comme un danger. Elle devient progressivement la catégorie générique, « l'hyperonyme », susceptible de rassembler et de nommer n'importe quelle doctrine politique organisée.

La preuve de ce bouleversement se note également au travers de l'évolution des significations de l'idéologie données par les dictionnaires. En effet, Kurunmäki et Marjanen (2020 : 306) montrent qu'à partir des années 1930, les dictionnaires de références anglais, français et allemand offrent une nouvelle définition de l'idéologie comme « doctrine politique ».

1.3.3. De l'idéologie aux idéologies

Cette capacité de l'idéologie à fonctionner comme une méta-catégorie englobant une pluralité potentiellement indéfinie de doctrines spécifiques a une conséquence directe sur la manière dont s'utilise le terme : une catégorie destinée à désigner une multitude d'objets comparables ne peut, en toute logique, rester confinée au singulier. Au travers d'une étude sur corpus, Kurunmäki et Marjanen (2020 : 309) notent ainsi une nette augmentation de la forme plurielle. On évoque désormais couramment les idéologies, et non plus seulement l'idéologie. Cette acception plurielle du terme est la traduction directe, dans le langage, de la transformation conceptuelle que nous venons de décrire (cf. 1.3.2.) : dès lors que l'idéologie en général se comprend comme rassemblant une pluralité de doctrines nommées et concurrentes sur la scène politique, il devient nécessaire de pouvoir désigner ces doctrines comme autant d'idéologies distinctes et comparables entre elles.

Néanmoins, il nous semble que cette pluralisation ne met pas un terme aux transformations du concept. En rendant possible la comparaison entre une multiplicité d'idéologies, elle ouvre également la voie à un nouvel élargissement de son champ d'application. À partir du milieu du

[20] « […] the word was becoming so commonly used that it was difficult to avoid, let alone ignore ».

XXe siècle, plusieurs théoriciens entreprennent en effet de détacher progressivement la notion d'idéologie de son ancrage strictement politique pour l'étendre à d'autres formes de représentations collectives, de pratiques symboliques ou de systèmes culturels. L'idéologie ne renvoie alors plus exclusivement aux doctrines qui structurent la compétition politique, mais tend à devenir une catégorie plus générale permettant d'appréhender les mécanismes par lesquels les groupes sociaux produisent, organisent et diffusent des représentations du monde.

C'est le cas, par exemple, de la conception culturaliste de l'idéologie (Voirol, 2008). Voirol (2008 : 67) rattache notamment cette nouvelle conception à Clifford Geertz. Celui-ci voit l'idéologie comme un système de symboles et de significations partagées permettant à une communauté de se définir, de s'orienter et de se maintenir. Selon Geertz (1964, cité par Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 315), les idéologies sont des « représentations de la réalité sociale problématique et des matrices pour la création d'une conscience collective »[21]. En adoptant cette approche, Geertz a rendu d'autant plus souple la définition de l'idéologie.

Dans la conception culturaliste, l'idéologie prend ainsi un rôle d'intégration : elle fournit aux groupes sociaux des repères interprétatifs, particulièrement nécessaires dans les périodes « d'effondrement ou d'effritement des référents symboliques antérieurs » (Voirol, 2008 : 63). L'idéologie se voit ainsi conférer un sens positif : « celui de maintenir l'unité et d'assurer l'intégration sociale » (Voirol, 2008 : 67). Ricœur s'inscrit aussi dans cette lignée (Voirol, 2008 : 68). Chez ce dernier, l'idéologie « assure le fondement symbolique de la vie sociale » en permettant aux individus de se constituer comme membres d'une communauté dotés d'une identité stable. Capdevila (2008 : 53), dans la lignée de Louis Dumont, souligne également cette fonction intégratrice de l'idéologie et signale que le concept semble alors perdre sa vocation polémique pour servir avant tout à « comprendre la structure symbolique des sociétés modernes ». Bien qu'aucun d'entre eux ne reprenne la terminologie choisie par Voirol (2008) quand il parle de conception « culturaliste », d'autres auteurs confirment cette nouvelle direction donnée au concept d'idéologie : Wilson (2026 : 2) argumente ainsi que les idéologies répondent à « des besoins existentiels et épistémiques de sécurité, d'ordre et de structure ». Van Dijk (2006), quant à lui, définit les idéologies comme des « facettes de l'identité sociale et de l'image de soi des membres d'un groupe », qui sont dès lors présentées comme « fondamentales pour les pratiques sociales, l'interaction et les relations intra et intergroupe ».

[21] « […] maps of problematic social reality and matrices for the creation of collective conscience ».

2. Champ actuel de l'idéologie

Le bref panorama historique que nous venons de proposer ne prétend pas à l'exhaustivité. Compte tenu de l'ampleur de la littérature consacrée à l'idéologie, de la diversité des disciplines qui s'en emparent et des nombreuses reconfigurations théoriques dont le concept a fait l'objet depuis la fin du XVIIIe siècle, un tel objectif dépasserait largement le cadre de la présente étude. Cette mise en perspective permet néanmoins de dégager un constat essentiel : l'idéologie est un concept dont les significations n'ont cessé de se transformer, de se diversifier et de s'étendre.

Comme nous venons de le démontrer, le terme a progressivement quitté son sens originel de science des idées pour être mobilisé dans des contextes théoriques, politiques et sociaux de plus en plus variés. Nous avons ainsi pu identifier cinq strates historiques de sens dans lesquelles l'idéologie désigne successivement :

1. La Science des idées (Eagleton, 1996 ; Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008) ;
2. Une discipline ésotérique fumeuse, associée à un manque de réalisme et d'abstraction (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008) ;
3. Une vision du monde marquée par la manipulation et le travestissement du réel dans une logique de contrôle et de légitimation de rapports sociaux inégaux (Eagleton, 1996 ; Van Dijk, 2006 ; Voirol, 2008) ;
4. Toute doctrine politique organisée (Kurunmäki & Marjanen, 2020) ;
5. Toute vision du monde cohérente, sans présupposer de sa valeur et donc, sans connotation négative (Geertz, 1996, cité par Voirol, 2008 et Kurunmäki & Marjanen, 2020 ; Voirol, 2008).

Dans le processus, la forme même du terme s'est également transformée : de la majuscule (Idéologie) à la minuscule (idéologie), puis d'un emploi exclusivement singulier à l'émergence de la forme plurielle (idéologies). D'un objet circonscrit à l'origine, l'idéologie est ainsi devenue une notion susceptible de renvoyer à une pluralité de réalités parfois très différentes, voire, comme le notait déjà Eagleton (1996 : 1), difficilement conciliables. Cette diversité ne résulte toutefois pas uniquement de désaccords théoriques. Elle tient également au fait que les différentes significations attribuées au terme tendent rarement à se substituer les unes aux autres. Au contraire, les usages nouveaux viennent généralement s'ajouter aux usages plus anciens, qui continuent de subsister même si leurs usages se sont particularisés (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 307). L'idéologie conserve ainsi les traces des différentes conceptions qui ont

marqué son histoire, ce qui contribue à expliquer le caractère particulièrement polysémique du terme.

Nous consacrons la prochaine section à la manière dont s'organise aujourd'hui le champ de l'idéologie. Nous examinerons donc les principaux régimes de définition qui structurent les travaux contemporains.

2.1. Une définition « minimale » de l'idéologie

Malgré la diversité des acceptions recensées jusqu'à présent, plusieurs auteurs soulignent toutefois qu'il est possible de dégager un noyau définitionnel relativement stable. Putnam (1971 : 681), Gerring (1997 : 974), Knight (2006 : 623) et, plus récemment, Yang Yang (2023 : 55) soulignent ainsi que les idéologies sont généralement envisagées comme des ensembles de croyances et de valeurs relativement cohérents, stables et contrastifs. Cohérents, parce que les idées qui les composent sont reliées entre elles (Knight, 2006 : 623) ; stables, parce qu'ils s'inscrivent dans une certaine durée ; contrastifs parce qu'une idéologie n'existe souvent qu'en relation avec d'autres positions dont elle se distingue. Dans cette perspective, il semble que la littérature, ancienne comme plus récente, converge vers ce que nous pourrions appeler une définition « minimale » de l'idéologie comme un ensemble plus ou moins cohérent d'idées, de croyances et de représentations partagé par un groupe social particulier. Yang Yang (2023 : 55) note ainsi que cette définition « fondamentale » (« core definition ») est restée inchangée au fil du temps.

Cette définition nous amène cependant à émettre un constat : elle ne renvoie plus à l'idéologie envisagée comme une réalité singulière, mais bien à l'idée *d'une* idéologie parmi d'autres. Cette définition s'inscrit donc dans le prolongement des transformations mises en évidence précédemment. L'idéologie n'est plus pensée comme l'attribut exclusif d'une classe, mais comme une catégorie générale permettant de désigner une pluralité de systèmes de croyances collectifs. Il nous semble, par ailleurs, que c'est dans cette acception que le terme est le plus souvent mobilisé comme concept analytique : étudier l'idéologie revient à analyser, décrire et comprendre comment un ensemble d'idées et de représentations façonnent et soutiennent une vision du monde particulière, sans qu'aucun jugement de valeur ne soit posé sur ce système. Il s'agit alors d'une catégorie descriptive où les idéologies en tant que telles n'apparaissent ni bonnes ni mauvaises.

Nous notons par ailleurs que cette définition permet de dépasser le seul champ de la politique. Si elle peut naturellement s'appliquer aux doctrines politiques, elle ne s'y limite pas :

dans cette perspective, tout système de croyances partagé peut être appréhendé comme une idéologie. Cela confirme ce que nous avons démontré précédemment (cf.1.3.3.) : certaines évolutions ont poussé la notion d'idéologie à se détacher de son ancrage exclusivement politique pour l'étendre à d'autres formes de représentations sociales.

Enfin, cette définition trouve un écho dans les principales ressources lexicographiques « ordinaires », comme le montrent les sens repris respectivement par (1) *Le Robert,* (2) *Le Larousse* et (3) le *Trésor de la Langue Française informatisé* (TLFi) :

(1) Ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, à une société ou à une classe.
(2) Ensemble des représentations dans lesquelles les hommes vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence (culture, mode de vie, croyance).
(3) Ensemble plus ou moins cohérent des idées, des croyances et des doctrines philosophiques, religieuses, politiques, économiques, sociales, propre à une époque, une société, une classe et qui oriente l'action.

Ces définitions témoignent de la diffusion et de la relative stabilisation de cette acception dans l'usage contemporain.

2.2. Sens « neutre » et sens « critique »

Si cette définition « minimale », ou comme le dit Yang Yang (2023 : 55), « fondamentale » fait aujourd'hui l'objet d'un relatif consensus, elle ne couvre pas les différentes manières dont le concept est mobilisé dans la littérature. Plusieurs auteurs distinguent ainsi deux grandes orientations théoriques, selon que l'idéologie est envisagée dans un sens principalement descriptif ou dans un sens critique (Thompson, 1987 ; Eagleton, 1996 ; Van Dijk, 2006 ; Roberts, 2025).

Le premier – le sens descriptif – correspond largement à la définition fondamentale dégagée précédemment. L'idéologie y est appréhendée comme un système de croyances, de valeurs ou de représentations partagées par un groupe défini, sans que ne lui soit attribuée de valeur, positive comme négative. Ainsi, pour Thompson (1987 : 9), les idéologies sont des « croyances politiques » ou des « pratiques symboliques qui relèvent de l'action sociale organisée ». Van Dijk (2006) s'inscrit dans la même logique lorsqu'il définit l'idéologie comme « le fondement des représentations sociales partagées par un groupe ». Dans cette perspective, l'idéologie sert avant tout à décrire la manière dont un groupe organise symboliquement son rapport au monde.

Thompson (1987 : 9), qui s'inscrit davantage dans une conception politique de l'idéologie, explique que c'est en ce sens que l'on peut parler de l'idéologie d'un parti politique, « en se référant aux idées ou croyances fondamentales qui sont traditionnellement associées à ce parti » et qui constituent le matériau sur lequel celui-ci fonde son programme. L'auteur note par ailleurs que les idéologies, prises dans leur sens descriptif, ont tendance à apparaitre sous la forme de terme en « -isme » : libéralisme, conservatisme, capitalisme, communisme, féminisme, etc. L'on retrouve également cette idée chez Knight (2006 : 624). Cela nous semble aller dans le sens de ce qu'expliquaient Kurunmäki & Marjanen (2020) : l'association progressive de plusieurs « -ismes » à la notion d'idéologie a largement contribué à faire de celle-ci une catégorie générale et neutre servant à désigner et à comparer des systèmes de pensées concurrents. Nous notons ainsi que, si la définition « minimale » peut être prise dans une acception qui détache le concept de sa connotation politique, dans les usages, l'idéologie a plutôt tendance à désigner un ensemble d'idées, de représentations et de valeurs ayant un lien avec le domaine politique.

Parallèlement à cette conception neutre, des auteurs comme Thompson (1987 : 8), Van Dijk (2006) et Roberts (2025) identifient une conception « critique » ou péjorative de l'idéologie. Héritière, au moins en partie, de la tradition marxiste, cette conception ne s'intéresse pas seulement au contenu des idéologies, mais également à leurs effets sociaux et politiques. L'enjeu n'est plus seulement de décrire les croyances partagées par un groupe, mais de comprendre comment celles-ci contribuent à produire, maintenir ou légitimer des formes de domination. Comme le note Thompson (1987 : 9), dans de nombreux cas, « l'idéologie est essentiellement reliée au processus de maintien de relations asymétriques de pouvoir ». Van Dijk (2006) souligne aussi que les approches classiques de l'idéologie ont insisté sur le rôle que prend celle-ci dans la légitimation de l'abus de pouvoir par les groupes dominants.

Le projet de Thompson (1987 : 10) repose sur cette conception critique. Il cherche à analyser les relations entre idéologie, sens et pouvoir. Il considère dès lors qu'étudier l'idéologie, c'est « étudier la façon dont le sens sert à entretenir les rapports de domination ». L'on peut également rencontrer cette conception dans certains travaux en analyse critique du discours. Chez Fairclough (1995, cité par Yang Yang, 2023 : 54), par exemple, l'idéologie est pensée comme « un moyen au service du pouvoir »[22]. Comme le résume Yang Yang (2023 : 54), Fairclough considère que le pouvoir se manifeste dans les asymétries qui structurent la production, la circulation et l'interprétation des discours au sein de contextes sociaux donnés.

[22] « A meaning in the service of power ».

L'analyse de l'idéologie, en analyse critique du discours (« Critical Discourse Analysis », CDA), consiste ainsi à mettre au jour les mécanismes discursifs par lesquels ces rapports de domination sont produits et diffusés.

Cette conception critique de l'idéologie témoigne d'un déplacement plutôt que d'une rupture nette avec la tradition marxiste. Si les notions de « fausse conscience » et de science capable de produire des connaissances libératrices tendent aujourd'hui à s'effacer (Voirol, 2008 : 62), l'idée selon laquelle les systèmes de représentation entretiennent des liens étroits avec les rapports de pouvoir reste au cœur de nombreux travaux sur l'idéologie.

Plusieurs auteurs s'accordent ainsi sur l'importance qu'aura joué la tradition marxiste dans l'élaboration du concept d'idéologie (Voirol, 2008 ; Capdevila, 2008 ; Kurunmäki & Marjanen, 2020). Voirol (2008 : 63) note ainsi qu'aujourd'hui encore, « la conception marxiste de l'idéologie continue de configurer le débat et d'offrir le socle théorique à partir duquel se pense la question de l'idéologie ». Pourtant, ces mêmes auteurs s'accordent sur le fait que cette conception marxiste est aujourd'hui dépassée, voire périmée.

2.3. L'idéologie : un concept impopulaire

En effet, selon Renault (2005 : 84), le concept d'idéologie « fait aujourd'hui l'objet d'un large discrédit ». Capdevila (2008 : 50) et Macherey (2008) s'accordent également sur ce fait. Capdevila (2008 : 55) met également en évidence que les usages actuels « les plus ordinaires » du terme sont « non-marxistes ». Cette prise de distance s'explique d'abord par la remise en question de l'un des présupposés fondamentaux de la théorie marxiste. Le concept d'idéologie suppose donc une position « en extériorité par rapport aux productions culturelles » (Renault, 2005 : 84). Autrement dit, il faut pouvoir se soustraire à l'emprise de l'idéologie pour l'identifier comme telle. Or, selon Renault (2005 : 84), c'est précisément cette prétention à une extériorité, qui, chez Marx, était l'apanage de quelques élus – les critiques –, qui fait aujourd'hui l'objet d'une contestation générale. La possibilité même d'échapper à l'idéologie est pensée comme problématique. L'on retrouve également cette réflexion chez Capdevila (2008) et Voirol (2008). Selon Voirol (2008 : 64), cela explique, en partie, la raison pour laquelle la théorie sociale postérieure a abandonné « l'édifice marxiste ».

Capdevila (2008 : 50) et Renault (2005 : 86) révèlent une deuxième raison de ce discrédit : la question de l'idéologie a été découplée de la lutte des classes. Chez Marx, l'idéologie est indissociable de cette lutte : les représentations idéologiques sont comprises comme l'expression des intérêts de la classe dominante et comme un instrument participant à leur

légitimation. Or, la notion même de classe a progressivement été remise en question (Capdevila, 2008 : 50). Renault (2005 : 85) énonce que « le discours sur l'idéologie semble périmé précisément parce que les phénomènes que la problématique de l'idéologie est censée identifier ne peuvent plus l'être adéquatement dans le cadre de la conception classique de l'idéologie ». Dans un contexte où les conflits sociopolitiques ne sont plus principalement interprétés à travers la lutte des classes, la lecture marxiste de l'idéologie perd de sa pertinence.

À ces deux éléments s'ajoute un facteur historique majeur. Capdevila (2008 : 55) souligne que l'effondrement de l'Union soviétique et le discrédit qui a touché le communisme ont profondément modifié la place du marxisme dans les débats intellectuels et politiques. Dans la pensée marxiste, l'idéologie servait à critiquer la pensée adverse (en l'occurrence, le capitalisme). Mais avec la chute de l'URSS, la pensée marxiste est devenue elle-même un exemple privilégié de ce qu'elle dénonçait. Capdevila (2008 : 55) dit alors que « l'objet ou plutôt la cible du concept est devenu le concept ». Autrement dit, le marxisme est passé du statut d'instrument de critique de l'idéologie à celui d'idéologie. Dès lors, le concept lui-même pâtit du discrédit dont a été victime la pensée marxiste.

Renault (2005 : 91) déclare ainsi que « ce ne sont pas les analyses et les problématiques de l'idéologie qui ont perdu de leur pertinence, mais l'usage même du terme "idéologie" ». Toutefois, le terme *idéologie* est très loin d'avoir disparu des usages quotidiens. Il en va de même pour sa charge péjorative, car, comme le notait Van Dijk (2006), les emplois du terme *idéologie* sont « essentiellement négatifs ». Il faut cependant noter qu'en raison de cet éloignement avec la théorie marxiste, ces sens péjoratifs ont évolué.

2.4. Idéologie et pragmatisme

Si les usages contemporains du terme *idéologie* sont encore largement marqués par une orientation péjorative, le contenu de cette critique ne correspond plus seulement à celui que lui attribuait la tradition marxiste. Selon Capdevila (2008 : 51), l'idéologie s'oppose essentiellement au pragmatisme : « sa rigidité l'empêche de s'adapter efficacement à une réalité en mouvement ». L'idéologie « manifeste un attachement à des concepts qui, au mieux, ont eu une pertinence dans une autre conjoncture ou qui, au pire, ont toujours été utopiques ». Autrement dit, dire qu'un discours ou un individu est idéologique, c'est considérer qu'il s'accroche à des concepts périmés plutôt qu'à la réalité concrète. Kurunmäki et Marjanen (2020 : 318) formulent une idée très similaire. Selon les deux autrices, le qualificatif

« idéologique » est « souvent présenté comme un concept opposé au pragmatisme ou à la pragmatique »[23].

Cette représentation apparaissait déjà, sous d'autres formulations, dans plusieurs travaux plus anciens. Dans une étude des années 1970, Robert D. Putnam (1971 : 655) disait déjà qu'un politicien peut être qualifié d'« idéologique » lorsqu'il est « préoccupés par des principes abstraits, et non par des intérêts concrets »[24] ou encore lorsqu'il est « guidé par un système de croyances "fermé", rigide et résistant aux nouvelles informations »[25]. S'il ne mobilise pas explicitement la notion de pragmatisme, Putnam décrit des usages qui reposent sur la même logique : l'idéologie y est présentée comme un attachement rigide à des principes abstraits au détriment d'une adaptation aux exigences du réel. De manière comparable, Sartori (1969, cité par Gerring, 1997 : 978) décrivait la « mentalité idéologique » (« ideological mentality ») comme une approche « dogmatique, rigide et imperméable de la politique »[26]. Roberts (2025) rappelle plus récemment que le terme est fréquemment employé pour désigner « une vision du monde fermée qui protège ses adhérents contre les expériences nouvelles ou contradictoires »[27].

Au-delà du contenu même de cette critique, plusieurs auteurs attirent également l'attention sur la fonction discursive remplie par l'accusation d'idéologie. Comme le souligne Thompson (1987 : 10), « dire qu'un point de vue est idéologique, c'est déjà le critique », dans la mesure où le terme possède lui-même une portée négative. L'auteur ajoute d'ailleurs que, dans les usages ordinaires, l'idéologie apparait le plus souvent comme « la pensée de l'autre ». Cette idée traverse une grande partie de la littérature. Ainsi, des auteurs comme de Coorbyter (2014), Capdevila (2008), Ricœur (1997) ou encore Macherey (2008) s'accordent sur le fait que l'idéologie est toujours le propre de l'autre. Ainsi, « personne ne se reconnait jamais comme pris dans l'idéologie » (Ricœur, 1997, cité par Voirol, 2008 : 65).

Néanmoins, cette dimension n'est pas récente. Sous cet angle, les usages contemporains apparaissent moins comme une rupture que comme le prolongement d'une dynamique ancienne. Déjà chez Napoléon, le terme *idéologie* servait à discréditer des adversaires politiques. Dès lors qu'elle a été privée, dans la majorité de ses usages, de sa prétention scientifique et a été érigée en invective, l'idéologie est devenue le vice de l'autre.

---

[23] « […] is often presented as a counter-concept to pragmatism or the pragmatic ».
[24] « Concerned with abstract principles, not concrete interests ».
[25] « Guided by a belief system which is "closed," rigid, resistant to new information ».
[26] « […] a typically dogmatic, rigid and impermeable, approach to politics »
[27] « […] a 'closed-system' worldview that insulate the adherent against novel or disconfirming experiences ».

3. *Idéologie* dans les discours médiatiques politiques

Après avoir examiné les principales conceptualisations de l'idéologie, il convient désormais de s'intéresser aux usages concrets du terme dans les discours contemporains. Il ne s'agit plus de déterminer ce que l'idéologie est, mais de comprendre comment le mot est employé, par qui, dans quels contextes, avec quelles significations et quelles fonctions argumentatives. La littérature consacrée explicitement aux usages du terme dans les discours politiques et médiatiques est assez limitée. Les travaux existants permettent néanmoins de dégager quelques éléments de réponse.

Parmi les rares travaux consacrés directement aux usages ordinaires du terme, l'article de Nestor Capdevila (2008), *Idéologie. Usages ordinaires et usages savants,* nous semble particulièrement pertinent. À partir d'un ensemble d'occurrences empruntées à la presse et aux discours politiques français, l'auteur met en évidence plusieurs caractéristiques des emplois contemporains du mot. Nous reprenons ci-après quelques-uns des exemples évoqués par Capdevila (2008 : 50-51) : « Je ne suis pas un idéologue » (N. Sarkozy, *Le Figaro*, 29 novembre 2006) ; « Je ne mène pas un combat politique, mais un combat idéologique » (N. Sarkozy, *Le Figaro,* 17 avril 2007) ; Nicolas Sarkozy s'est « débarrassé de l'idéologie » (G. Collomb, *Le Figaro*, 9 juillet 2007), mais il a entrepris la « rénovation idéologique » de son camp (N. Beytout, *Le Figaro*, 18 juin 2007) ; etc.

Capdevila (2008 : 51) démontre ainsi que ces exemples révèlent un rapport ambivalent à l'idéologie. On la considère tour à tour comme « vertueuse » et « maléfique ». Ainsi, « l'importance accordée au mot par son usage négatif, qui se veut condamnation sans réplique, est miné par l'usage positif ». D'un côté, le terme continue le plus souvent de fonctionner comme un marqueur de disqualification, de l'autre, il peut également acquérir une valeur positive.

Malgré cette ambivalence, les travaux consultés convergent vers un constat : dans les usages politiques ordinaires, l'emploi péjoratif demeure largement dominant. Kurunmäki & Marjanen (2020 ; 318) expliquent ainsi que l'adjectif *idéologique* est souvent utilisé comme une invective dans les débats politiques. Kurunmäki & Marjanen (2020 : 318) ainsi que Capdevila (2008 : 51) identifient également l'opposition au pragmatisme (cf.2.4) comme l'un des usages fréquents du mot *idéologie* dans les discours politiques et journalistiques.

Dans un même ordre d'idées, de Coorbyter (2014) montre que renvoyer un adversaire à son idéologie revient à postuler que sa position ne repose sur aucun ancrage dans la réalité. L'accusation d'idéologie, ce que de Coorbyter nomme en réalité « l'argument de l'idéologie »,

vise ainsi à contester la crédibilité même de l'adversaire. Cette accusation produit par ailleurs un double effet discursif : d'une part, elle délégitime la position adverse en la présentant comme irréaliste (Capdevila, 2008 : 51 ; de Coorbyter, 2014), dogmatique ou déconnectée du réel (Châton, 2007). D'autre part, elle construit implicitement la position du locuteur comme pragmatique, réaliste, fondée sur les faits. Comme le formule de Coorbyter (2014), « en même temps que je lance un reproche d'idéologie, je laisse entendre que ma propre position n'est pas idéologique […], que j'ai des idées là où il n'a qu'une idéologie ». L'emploi du terme *idéologie* apparait, non pas comme une simple opération descriptive, mais comme une ressource argumentative, « a rhetorical device » (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 291), mobilisée dans le cadre d'une confrontation politique pour disqualifier l'adversaire tout en faisant valoir sa propre position. Nos lectures ne nous ont toutefois pas permis d'en apprendre plus sur les usages journalistiques d'*idéologie.*

C'est en partie cette lacune que le présent travail entend contribuer à combler. En vertu des informations que nous avons récoltées, et en particulier de la charge évaluative évidente du mot *idéologie*, nous faisons l'hypothèse que ce dernier pourrait être considéré comme un mot-clé sociopolitique. La section suivante revient donc sur cette notion afin de montrer en quoi *idéologie* constitue, selon nous, un candidat pertinent à ce statut.

4. Le mot *idéologie* : un candidat au statut de MCSP

Cette partie a pour objectif de démontrer en quoi nous pensons qu'*idéologie* constitue un « bon » candidat au statut de mot-clé sociopolitique. Pour ce faire, il convient tout d'abord de rappeler en quoi consiste cette notion. Dans le cadre de cette étude, il s'agira de restituer les grandes lignes du concept de mot-clé sociopolitique (désormais MCSP) afin d'offrir un cadre de compréhension général, mais suffisant pour saisir les principaux enjeux de l'étude des MCSP. Pour ce faire, nous nous appuierons sur l'article de Hambye et al. (2025), *Studying keywords in discourse: contrasting different theories and methods*, ainsi que sur les travaux de Erin Turneer (2025) concernant le mot-clé *tabou.* Ces deux sources offrent, selon nous, un aperçu condensé et complet des connaissances sur les MCSP[28].

Afin de tester l'adéquation d'*idéologie* au statut de MCSP, nous nous baserons sur la définition « procédurale » proposée par Turneer (2025 : 26-28), élaborée à partir d'éléments

[28] Nous renvoyons les lecteurs souhaitant un traitement plus exhaustif de ces questions théoriques et méthodologiques vers la littérature générale, en particulier vers les auteurs que nous venons de citer et dont nous reprenons les idées principales.

repris de différentes traditions (Jeffries & Walker, 2017 ; Riggoti & Rocci, 2005 ; Krieg-Planque, 2003, 2009, 2010 ; etc.). Nous commençons donc par rappeler ces éléments de définition avant d'y soumettre notre candidat (*idéologie*).

4.1. Les notions de « mot-clé » et « mot-clé sociopolitique » : définition et caractéristiques

La notion de « mot-clé sociopolitique » occupe une place croissante dans l'analyse du discours, en particulier pour l'étude de termes qui, dans l'espace public, condensent des enjeux idéologiques, polémiques et argumentatifs. Elle demeure cependant relativement instable sur le plan définitionnel. L'absence de consensus quant à la définition du phénomène a été mise en évidence par plusieurs auteurs, notamment Stubbs (2010 : 21, cité par Turneer, 2025 : 6), qui rappelle que le terme « keyword » (« mot-clé ») est employé dans des sens différents « which are only loosely related ». Il existe donc différentes définitions des « mots-clés » ainsi que différentes traditions d'analyse, dont la pluralité se reflète notamment dans la terminologie : « cultural keyword », « discourse keyword », « sociopolitical keyword », « formules », etc. (Turneer, 2025 : 6). Dès lors, avant d'envisager le terme *idéologie* comme un mot-clé sociopolitique, il convient de replacer cette notion dans le cadre plus général des mots-clés (désormais MC), puis d'examiner la manière dont certains auteurs en ont progressivement dégagé une sous-catégorie ayant une portée spécifiquement sociopolitique.

4.1.1. Du MC au MCSP : émergence de l'enjeu sociopolitique

Les premières réflexions sur les MC remontent aux années 30. John Rupert Firth (1935, cité par Turneer, 2025 : 8) souligne alors l'intérêt d'étudier en contexte des mots « sociologiquement importants », qu'il nomme « focaux » ou « pivots ». Ceux-ci sont jugés particulièrement révélateurs de la culture d'une communauté. Raymond Williams (1983) reprend partiellement cette approche et introduit la notion de « cultural keyword ». Ayant pour objectif de représenter l'idéologie de l'époque, il définit les MC comme « un ensemble commun de mots et de significations dans nos discussions les plus générales, en anglais, des pratiques et institutions que nous regroupons sous le terme de culture et société »[29] (Williams, 1983 : 15, cité par Turneer, 2025 : 8-9). Son travail met en évidence le lien étroit entre lexique et contexte historique : les mots sont des constructions culturelles porteuses d'une histoire sémantique.

[29] « […] a shared body of words and meanings in our most general discussions, in English, of the practices and institutions wich we group as culture and society […] ».

Williams montre ainsi que certains termes peuvent voir leur sens évoluer au point de désigner une réalité distincte de celle de départ.

Même si l'approche de Williams a été critiquée par certains, notamment Stubbs, son ouvrage reste fondateur pour le développement de la notion de MC. Jeffries & Walker (2017 : 4, cités par Turneer, 2025 : 9), qui reconnaissent par ailleurs l'importance des termes identifiés par Williams, récupèrent la notion de « cultural keywords » et la remodèlent sous le nom de « sociopolitical keyword », soit « mot-clé sociopolitique ». Ils mettent ainsi l'accent sur les MC qui revêtent une importance politique et sociale dans une période donnée (les années « Blair ») et leurs implications idéologiques. Ils postulent dès lors que certains termes peuvent servir d'indicateurs de « l'idéologie naturalisée des années Blair » (Jeffries & Walker, 2017 : 14 cités, par Turneer, 2025 : 10). Cette approche met en évidence une propriété centrale des MCSP : leur charge sociopolitique.

Cette charge sociopolitique est reconnue par d'autres auteurs qui traitent également de la notion de MCSP, ou de concepts similaires : Schröter *et al.* (2019 : 3-4, cités par Turneer, 2025 : 10) introduisent l'appellation « discourse keywords » (désormais DKW) qui se rapportent à des mots utilisés « dans des contextes de discours thématiques spécifiques à certains moments dans le temps »[30]. Ces derniers sont susceptibles de révéler « des aspects de l'histoire et des *idéologies* inhérentes à ces discours » (Turneer, 2025 : 10). L'on retrouve aussi cette implication idéologique dans le concept de « mot-argument », chez Sophie Moirand (2007 : 42, citée par Turneer, 2025 : 20), qui met davantage l'emphase sur le caractère argumentatif de ce type de MC.

Alice Krieg-Planque (2003, 2009, 2010), qui s'inscrit quant à elle dans une tradition française, propose la notion de « formule », que l'on retrouvait déjà chez Marianne Ebel & Pierre Fiala, ainsi que chez Jean Pierre Faye (Turneer, 2025 : 11). Elle décrit la formule comme « un ensemble de formulations qui, du fait de leurs emplois à un moment donné et dans un espace donné, cristallisent des *enjeux politiques et sociaux* que ces formulations contribuent dans le même temps à construire » (Krieg-Planque, 2010 : 6, citée par Turneer, 2025 : 11).

Ainsi, malgré des différences terminologiques et des ancrages théoriques parfois distincts, ces conceptions – en particulier celles de Jeffries & Walker (« sociopolitical keyword ») et de Krieg-Planque (« formule ») – convergent vers une idée centrale – la mise en évidence d'un enjeu sociopolitique – et peuvent dès lors être considérées comme des « équivalents » (Turneer, 2025 : 11). À l'instar de Turneer (2025), nous choisissons de suivre la tradition terminologique

[30] « […] in specific, thematic discourse contexts at certain points in time […] ».

de Jeffries & Walker (2017), qui présente l'avantage de refléter plus nettement l'emploi sociopolitique et le « rôle-clé » de ces termes au sein d'un énoncé.

Nous présentons désormais les principales caractéristiques des MCSP.

4.1.2. Caractéristiques principales et approches du MCSP

Comme mentionné précédemment, nous nous appuierons dans la suite de cette étude sur la définition du MCSP élaborée par Turneer (2025 : 26-28). Cette dernière fait appel à un ensemble de critères issus de diverses traditions :

1) Le MCSP est porteur d'enjeux sociopolitiques ;
2) Le MCSP a un caractère de référent social
3) Le MCSP a un caractère polémique et polysémique ;
4) Le MCSP présente des traces de figement ;
5) Le MCSP peut être statistiquement saillant sur une période donnée ;
6) Le MCSP a un caractère argumentatif.

De ces critères découle le caractère discursif du MCSP (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 27). En effet, ce n'est pas le mot en lui-même qui fait la formule (ou le MCSP), mais la manière dont il est utilisé dans les discours. Autrement dit, le MCSP ne peut exister indépendamment de ses usages. Ces caractéristiques constituant un cadre théorique applicable à notre cas (l'analyse du potentiel MCSP *idéologie*), il convient d'explorer brièvement chacune d'entre elles et de resituer les différentes approches du MCSP auxquelles elles se rapportent.

4.1.2.1. Approche du MCSP par ses propriétés sémantiques et idéologiques

Les quatre premiers critères relèvent d'une première approche qui consiste à définir les MCSP par leurs propriétés sémantiques et idéologiques. Nous avons commencé à la traiter dans la section précédente. En effet, le critère relatif à la charge sociopolitique des MCSP a déjà été largement mis en évidence à travers le parcours historique retracé précédemment. Cette caractéristique centrale apparait comme le socle à partir duquel il est possible de dégager d'autres propriétés définitionnelles des MCSP. Ainsi, dans ses travaux sur les « formules », Krieg-Planque (2009, citée par Turneer, 2025 : 11) associe à cette dimension sociopolitique un ensemble de traits complémentaires, parmi lesquels le statut de référent social, le caractère polysémique et polémique, et le figement.

4.1.2.1.1. Caractère de référent social

Le caractère de référent social, que Krieg-Planque emprunte à Ebel & Fiala (1983), « traduit son aspect dominant, à un moment donné et dans un espace sociopolitique donné » (Krieg-Planque, 2009, citée Turneer, 2025 : 11). Cela signifie que la formule renvoie à un signe connu et reconnu collectivement à un moment donné. Krieg-Planque note plusieurs indices qui permettent de témoigner de ce caractère de référent, parmi lesquels Turneer (2025 : 11-12) retient les quatre suivants :

1) L'augmentation de la fréquence du signe sur un corpus stable ;
2) La productivité lexicologique ;
3) La *circulation* (trait de définition présent chez Ebel & Fiala et Faye) ; en effet, pour que la formule soit un signe « connu de tous », elle doit sortir « de son domaine » pour « envahir le corps social » (Krieg- Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 12). Elle doit donc être attestée dans des discours variés ;
4) La formule est un « passage obligé », un « dénominateur commun des discours » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 12). La formule s'impose comme une référence incontournable dans les débats, elle devient un cadre à partir duquel les acteurs sont amenés à se positionner, soit en l'adoptant, soit en la contestant.

Il faut toutefois noter qu'aucun de ces indices « n'apporte à lui seul une réponse définitive » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 12) quant au caractère « référentiel » de la formule – ou du MCSP.

4.1.2.1.2. Caractère polysémique et polémique

Les MCSP sont polysémiques. En effet, comme le note Turneer (2025 : 14), les MCSP sont susceptibles de recevoir des interprétations différentes selon les acteurs qui les mobilisent. Cette polysémie s'explique par leur forte densité sémantique : Hambye *et al.* (2025 : 6) notent que les MCSP sont des mots particulièrement « chargés sur le plan sociopolitique »[31] en raison de leur capacité à condenser « un ensemble d'idées, de valeurs et de problématiques politiques »[32]. Les auteurs expliquent que la « keyness » – autrement dit, le caractère « clé » de ces termes – tient au fait qu'ils permettent de « résumer une vision du monde, une idéologie ou une position

[31] « […] socio-politically loaded ».
[32] « […] a whole set of ideas, values, or political issues ».

politique particulière »[33] en se substituant à « une explication longue et explicite de ces points de vue et de ces enjeux »[34]. En ce sens, les MC sont « particulièrement porteurs de sens et sémantiquement riches (Durant, 2008 ; Schröter *et al.,* 2019) », étant donné qu'ils renvoient spontanément à une série d'autres termes faisant partie du même discours. Néanmoins, malgré cette densité sémantique, la littérature se réfère aussi aux MCSP en les décrivant comme « vide de sens » (Jeffries & Walker, 2017, cités par Turneer, 2025 : 13). Hambye *et al.* (2025 : 7) soulignent en effet l'aspect paradoxal de leur capacité à englober de multiples sens « tout en présentant une certaine "vacuité" ou "ambiguïté" sémantique »[35]. Ils mettent cependant en lumière que cette impression de « vacuité sémantique » ne résulte pas d'une absence de sens, mais plutôt d'une surabondance de significations potentielles qui rendent le terme particulièrement ouvert à l'interprétation. En effet, « la chaine sémantique associée au MCSP peut être si étendue qu'elle en perd sa spécificité »[36] (Hambye *et al.*, 2025 : 8). En raison de ce sens « vague » et variable, il résulte que les MCSP se prêtent particulièrement bien à des débats sur leur signification. Krieg-Planque (2009, citée par Turneer, 2025 : 14-15) souligne ainsi le caractère « polémique » de la formule – et, pour nous, du MCSP. Cette dimension polémique peut se manifester au travers de différentes controverses : les locuteurs peuvent contester l'adéquation du terme à la réalité qu'il désigne, en le jugeant trop vague ou inapproprié ; ils peuvent également dénoncer les acteurs responsables de cet usage qu'ils jugent fautifs ; enfin ils peuvent chercher à imposer une autre dénomination, à « remplacer un procès de nomination raté par un procès de nomination réussi » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 15).

4.1.2.1.3. Caractère figé

Selon Krieg-Planque (2009, citée par Turneer, 2025 : 16), le figement est une condition nécessaire du statut formulaire. Un mot ou une formule ne peut devenir un repère partagé dans l'espace public qu'à condition de circuler sous une forme relativement stable. En effet, cette stabilité formelle favorise sa reconnaissance, sa reprise et sa diffusion. Elle contribue ainsi à faire de la formule un lieu commun du débat, identifiable par les locuteurs et susceptible de cristalliser des prises de position.

Le caractère figé est également valable sur le plan discursif : les emplois du MCSP peuvent présenter des traces de figement (Turneer, 2025 : 16). Certains mots s'imposent comme des

[33] « […] they can summarise a particular worldview, ideology or political positioning […] ».
[34] « […] a long and explicit evocation of such viewpoints and issues ».
[35] « […] while simultaneously exhibiting semantic 'emptiness' or 'vagueness' ».
[36] « […] the semantic chain associated with a SPKW can be so extensive that it loses specification ».

désignations récurrentes, voire attendues, d'un « ensemble d'enjeux ou de positionnements sociopolitiques »[37] (Hambye *et al.,* 2025 : 6). Le MCSP apparait donc comme une forme stabilisée par l'usage, une sorte de « passage obligé ».

4.1.2.2. Approche du MCSP par la saillance statistique

Cette seconde approche définit le MCSP à partir de sa saillance statistique (critère 5, cf. 1.2.). En effet, comme le notent Hambye *et al.* (2025 : 5), la fréquence demeure un « critère définitoire pertinent »[38] pour de nombreuses approches qualitatives des MC. Dans cette perspective, un mot est considéré comme « clé » lorsqu'il présente une fréquence significative dans un texte ou un corpus par rapport à un corpus de référence (Bondi, 2010, cité par Turneer, 2025 : 18). Plusieurs auteurs adoptent cette conception, notamment Jeffries & Walker (2017), mais elle ne fait cependant pas l'unanimité. En effet, plusieurs travaux reconnaissent l'intérêt de la fréquence comme indice possible de la centralité d'un MC, mais sans en faire une condition nécessaire du MCSP. C'est un indicateur « parmi d'autres » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 18), mais il ne suffit pas, à lui seul, à confirmer le statut de MCSP. Hambye *et al.* (2025 : 5) notent cependant que l'importance de ce critère dépend fortement de la manière dont on conçoit le mot-clé.

4.1.2.3. Approche argumentative du MCSP

Hambye *et al.* (2025) soulèvent une troisième approche qui envisage les MCSP sous un angle argumentatif (critère 6, cf. 1.2.). Dans cette perspective, le MCSP ne se définit pas seulement par ses propriétés sémantiques ou par son éventuelle saillance statistique, mais aussi et surtout par la fonction qu'il remplit dans le discours. Comme le soulignent les auteurs (2025 : 9), les MCSP ont souvent une fonction de catégorisation et d'évaluation : en raison de leur « forte charge évaluative, souvent polarisée », l'utilisation d'un MCSP donné peut « revêtir une importance sociopolitique », puisque son emploi permet d'inscrire des réalités (mesures ou acteurs politiques) dans « une catégorie positivement ou négativement évaluée, et peut ainsi leur conférer de la légitimité – ou, au contraire, les en priver »[39].

[37] « […] set of sociopolitical issues or positionings […] ».
[38] « […] a relevant defining criterion […] ».
[39] « […] because of their strong and often polarized evaluative meaning, using a given keyword […] can be sociopolitically important, since it includes [certain] realities in a positively or negatively evaluated category and hence can confer them legitimacy – or deprive them of it ».

4.2. Adéquation du terme *idéologie* au statut de MCSP

Peut-on, à partir de la définition exposée précédemment, considérer le mot *idéologie* comme un « bon » candidat au statut de MCSP ? Les prochaines lignes tentent de répondre à cette question à partir des informations disponibles dans la littérature. Il n'existe pas, à notre connaissance, de travaux d'analyse de MC portant sur le terme *idéologie.* La littérature porte généralement sur les origines, l'histoire et le sens du mot (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008), sur le concept d'idéologie et ses reconfigurations (Eagleton, 1996 ; Voirol, 2008), sur les idéologies en tant que telles ou encore sur la manière dont les idéologies se manifestent dans le discours (Van Dijk, 2006). Certains auteurs offrent néanmoins quelques perspectives pertinentes dans le cadre d'une étude de MC, notamment Capdevila (2008), qui nous éclaire sur les emplois « savants » et « ordinaires » du terme (cf. *supra*), et Vincent de Coorbyter (2014), qui traite des effets et des fonctions qu'endosse un tel emploi dans le discours. Aucun de ces travaux ne repose cependant sur une analyse de corpus. Nous proposons donc une approche différente du terme, axée sur la considération d'*idéologie* comme un MCSP et qui repose sur un corpus d'usages attestés, puisque, comme le note Krieg-Planque (2009, citée par Turneer, 2025 : 17), le MCSP n'existe pas sans ses usages qui le font « advenir comme tel ». Notre étude permettra ainsi de vérifier les propositions de ces auteurs (opposition au pragmatisme, effet discursif de disqualification, l'idéologie comme propre de l'autre) ainsi que d'approfondir les questionnements qui en découlent (qui est associé à l'idéologie ? Quelles réalités sont dites *idéologique* ? Selon quel type d'acteurs ? etc.).

4.2.1. Application des critères de définition

Afin d'évaluer si le mot *idéologie* peut prétendre au statut de MCSP, nous devons examiner sa conformité avec les traits identifiés par Turneer (2025) avant nous : sens polémique et polysémique ; enjeu sociopolitique ; saillance statistique ; figement ; caractère de référent social ; but argumentatif.

Nous tenons d'abord à rappeler que cette définition est à appréhender comme « un continuum révélateur du degré de "*cléité* sociopolitique" d'un mot » (Turneer, 2025 : 27) plutôt que comme une liste de critères devant obligatoirement être remplis. Il est donc possible que le terme *idéologie* ne remplisse pas tous les critères sans qu'on ne doive pour autant exclure la possibilité qu'il soit un candidat légitime au statut de MCSP.

4.2.1.1. Polysémie et polémique

Comme nous l'avons démontré au travers de la section « historique », force est de constater que les acceptions du mot *idéologie* se sont diversifiées et élargies. Nous avons ainsi identifié plusieurs strates historiques et sémantiques : désignant d'abord, avec Destutt de Tracy, la nouvelle « science des idées » (Eagleton, 1996 ; Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008), le mot *idéologie* devient rapidement, sous l'impulsion de Napoléon, le nom d'une discipline ésotérique fumeuse, marquée par son manque de réalisme et d'abstraction (Macherey, 2008 ; Guilhaumou, 2008). Avec Marx et Engels, l'idéologie devient ensuite synonyme de vision du monde marquée par la manipulation et le travestissement du réel dans une logique de contrôle et de légitimation des rapports de domination (Eagleton, 1996 ; Voirol, 2008 ; Van Dijk, 2006). La reconfiguration de la scène politique comme un espace où s'affrontent des partis désormais multiples amène, dans le courant du 20e siècle, à un remodelage du sens de l'idéologie, à présent capable d'accueillir cette multiplicité. Le mot *idéologie* se met alors à désigner, dans son acception la plus courante, toute doctrine politique organisée (Kurunmäki & Marjanen, 2020). Certains courants sociologiques du 20e siècle commencent dans le même temps à lui prêter le sens de « ciment social » et continuent à étendre, voire distendre, cette notion jusqu'à faire émerger le sens, selon nous, le plus large et le plus englobant de l'idéologie, où celle-ci désigne simplement une vision du monde sans qu'il n'y ait de connotation péjorative (Geertz, 1996, cité par Voirol, 2008 et Kurunmaki & Marjanen, 2020 ; Voirol, 2008).

Un sens n'en efface pas un autre puisque, comme le notent Kurunmäki & Marjanen (2020 : 307), les acceptions plus anciennes « étaient, et sont encore, conservées à des fins particulières »[40]. Ceci explique, au moins en partie, qu'*idéologie* soit devenu un terme particulièrement polysémique que l'on peut utiliser pour se référer à des réalités multiples, comme à « une vision du monde, un discours de légitimation, une doctrine politique partisane, la culture, des croyances fausses qui soutiennent un pouvoir illégitime, des croyances qui renforcent l'identité d'un groupe, ou encore à une forme de mystification » (Roberts, 2025). En ce sens, le mot *idéologie* correspond bien à l'un des traits des MCSP mis en évidence par Hambye *et al.* (2025 : 6) : en raison de leur capacité à renvoyer à une série d'autres termes faisant partie du même discours, les MCSP sont particulièrement porteurs de sens et riches sémantiquement. Knight (2006 : 623) souligne ainsi que l'utilité du mot *idéologie* tient précisément à sa capacité à « communiquer un concept large et abstrait »[41] en un seul terme.

[40] « […] were, and still are, retained for particular purposes ».
[41] « […] it can communicate a broad, abstract concept efficiently ».

Chez Gerring (1997 : 961), on retrouve l'idée que le mot *idéologie* « regroupe un grand nombre d'unités de sens en un ensemble unique et relativement cohérent »[42]. Ces deux lectures – l'une insistant sur la fonction (une efficacité communicationnelle) ; l'autre sur le mécanisme (la mise en paquet d'unités sémantiques hétérogènes) – expliquent, selon nous, pourquoi *idéologie* pourrait fonctionner comme un MCSP : le mot n'est pas seulement polysémique de par son histoire, mais parce qu'il est aujourd'hui conçu pour porter, en un seul signifiant, une multitude de significations qu'un locuteur peut mobiliser sans avoir à les expliciter. Par ailleurs, la charge sémantique particulière d'*idéologie* peut aussi être comprise au prisme du paradoxe qui mêle « surcharge » et « vacuité » sémantique (Hambye *et al.*, 2025 : 7-8). Gerring (1997 : 959) note ainsi que le terme a été condamné pour ses excès sémantiques et son manque de clarté, tandis que Van Dijk (2006) dit de l'idéologie qu'il s'agit d'un terme « notoirement imprécis ». L'on voit ainsi que le mot *idéologie*, en même temps qu'il recouvre un nombre conséquent de significations, affiche aussi un certain « vide » de sens.

Ce caractère polysémique est ce qui confère au mot *idéologie* un caractère potentiellement polémique, sujet à des usages conflictuels, puisqu'en effet, le sens du terme peut être remodelé en fonction du locuteur. Freeden (2001, cité par Knight, 2006) souligne qu'un terme tellement utilisé peut « gagner en popularité au détriment de la précision, finissant par *désigner tout et n'importe quoi* pour n'importe quel utilisateur »[43] (nous soulignons), tandis que Wilson (2026 : 1) explique que l'omniprésence du mot « amène de nombreux phénomènes, tant dans le *discours populaire* que dans le milieu universitaire, soient qualifiés d'"idéologiques" sans pour autant contredire nécessairement d'autres utilisations du terme »[44].

Ceci explique par ailleurs que « face aux insuffisances de l'idéologie »[45] (Gerring, 1997 : 960), certaines tentatives d'abandonner entièrement le terme aux profits de termes alternatifs – croyance, mythe, valeur, attitude, symbole, culture (Gerring, 1997 : 961) ou encore vision du monde, langage commun, imaginaire ou symbolique (Capdevila, 2008 : 61) – aient émergé. Cela n'est pas sans rappeler les indices du caractère polémique tels qu'énoncés par Krieg-Planque (2009, citée par Turneer, 2005), en particulier celui consistant à « remplacer un procès de nomination raté par un procès de nomination réussi ». Gerring (1997) et Capdevila (2008) pointent toutefois le succès très relatif, si ce n'est l'échec, de ces tentatives, s'accordant sur le

[42] « […] ideology groups together a large number of idea-units in a single, reasonably coherent package ».
[43] « […] gain currency at the expense of precision, becoming all things to all users ».
[44] « […] its ubiquity leads to many phenomena, in both popular discourse and academia, to be labeled "ideological" without necessarily contradicting other uses of the term ».
[45] « In the face of ideology's inadequacies, […] ».

fait que la plupart de ces termes alternatifs échouent à saisir la connotation politique de l'idéologie. Capdevila (2008 : 61) conclut ainsi que le mot *idéologie* est « indispensable et irremplaçable parce qu'il permet de mener un combat politique en le pensant comme tel », ce qui nous permet, en outre, de confirmer que le terme est doté d'un enjeu sociopolitique.

4.2.1.2. Enjeu sociopolitique

Nous venons donc de démontrer que le terme *idéologie* est doté d'une connotation politique évidente. Même s'il existe une acception neutre et très large du concept qui entend l'idéologie comme tout système de croyances relativement cohérent, quand on parle de l'« idéologie » d'un groupe plutôt que de sa « culture » ou de sa « vision du monde », c'est pour désigner un ensemble d'idées, de représentations et de valeurs qui ont un lien avec la politique.

Si le mot *idéologie* contient cet enjeu sociopolitique, c'est précisément parce que son usage ne se limite pas à décrire des systèmes de croyances : il sert aussi – ou surtout – à qualifier des réalités déjà chargées d'une valeur. En d'autres termes, la connotation politique du mot ne réside pas uniquement dans sa définition, mais aussi dans le fait qu'il sert à désigner des réalités (doctrines, discours, valeurs, etc.) qui sont elles-mêmes l'objet de luttes symboliques et de jugements. Comme le souligne Claude Savary (1984 : 9), une partie des problèmes qui entourent le concept d'idéologie « est entretenue par ce qui est notoire à propos de l'idéologie, à savoir la teneur *émotive, polémique*, souvent fortement "*politique*" des discours qui en traitent » (nous soulignons). Cette charge émotionnelle des discours de l'idéologie imprègne selon nous le terme lui-même, qui se charge alors d'une force évaluative. Thompson (1987 : 23) dit ainsi de l'idéologie que c'est un « terme évaluatif » dont « l'usage-même est porteur d'un sens négatif ». Autrement dit, contrairement à des termes comme « culture » ou « vision du monde », *idéologie* implique presque toujours un jugement de valeur (conscient ou non). Thompson (1987 : 24) ajoute ensuite qu'« on ne peut pas dépouiller si facilement le terme *idéologie* de son sens négatif ». Ainsi, quand on parle de l'idéologie d'un groupe, on active un cadre interprétatif où les idées, les croyances et les valeurs sont souvent placées sous le signe de la contestation, de la partialité ou de la domination.

Ceci explique que le terme acquière une fonction sociale dans le discours. En raison de cette charge évaluative, essentiellement négative (Van Dijk, 2006), le terme peut servir à catégoriser, hiérarchiser, légitimer ou, au contraire, délégitimer des positions, des mesures, des acteurs, etc. C'est ce que de Coorbyter (2014) met en évidence lorsqu'il parle de « l'argument de l'idéologie » (cf. 3) qui sert à légitimer sa propre position, tout en délégitimant celle de

l'adversaire. Gwendal Châton (2007), docteur en science politique, indique également que « dans la discussion courante, l'idéologie, c'est toujours le discours de l'autre. Chacun a pu en faire l'expérience à ses dépens : invoquer l'idéologie permet de *disqualifier l'argumentaire* de son interlocuteur. Dans le débat public, la chose n'est guère différente et ce concept sert à *discréditer* les idées de l'adversaire au prétexte qu'elles seraient déconnectées du réel » (nous soulignons). On peut ainsi dire qu'un tel usage d'*idéologie* lui confère un rôle de « mise en description » ou de « catégorisation » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 14) du réel, et donc, de ses acteurs.

4.2.1.3. Saillance statistique

À notre connaissance, il n'existe pas de travaux sur la fréquence d'emploi du terme *idéologie* s'appuyant sur des corpus récents. Deux études nous permettent cependant d'avoir un aperçu de l'évolution fréquentielle du terme.

Kurunmäki & Marjanen (2020 : 307-309) ont mené une étude sur plusieurs corpus diachroniques numériques (notamment au travers des données de Google Books) portant sur une période allant de la fin du 19e siècle aux années 1960. Cette étude montre une forte intensification des usages à partir des années 1930 : dans *The Times,* par exemple, les occurrences d'*idéologie* passent de 11 par an en 1910 à plus de 300 dans les années 40. Ce constat rejoint celui de Knight (2006 : 620), qui a étudié l'évolution des emplois du mot *idéologie* et de ses variants dans l'ensemble des articles publiés par l'*American Political Science Review* entre 1916 et 1996. Cette étude fait apparaitre le même moment pivot : la fréquence augmente dans les années 1930 avant de suivre un accroissement continu jusqu'à la fin du 20e siècle.

Ces deux études mettent en évidente un phénomène de « démocratisation » (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 302) du terme *idéologie*, qui a progressivement gagné en popularité dans le courant du 20e siècle, dans le discours public comme académique. Il conviendrait toutefois de mener une analyse sur un corpus plus récent afin de déterminer si cet accroissement fréquentiel s'est poursuivi au cours des dernières décennies.

4.2.1.4. Figement

Il n'existe, à priori, pas d'études concernant directement le figement du mot *idéologie*. Le dictionnaire le Robert nous informe toutefois sur des combinaisons régulières, soit des mots qui s'emploient fréquemment avec *idéologie* (l'annexe 1 reprend la liste complète de ces combinaisons). On y retrouve, par exemple, les formes *promouvoir une idéologie, diffuser une*

idéologie, idéologie dominante ou encore *idéologie totalitaire*. Ces associations ne sont pas réellement figées, mais nous pouvons les considérer comme de potentielles collocations[46]. La présence de ces collocations est un indice de la récurrence de certaines tournures et de leur utilisation. Nous notons également l'association mise en évidence par Kurunmäki & Marjanen (2020) entre *idéologie* et les mouvements – politiques – en « -isme » (cf. 1.3.2.) qui a fortement cristallisé l'usage du terme dans le contexte politique. Nous pensons que ceci est en lien avec la notion de « passage obligé » (Krieg-Planque, 2009), soit à l'idée que la récurrence d'une même forme l'installe dans l'usage et la rend obligatoire dans certains contextes. Ce semi-figement peut être considéré comme un indice du caractère de référent social : le mot *idéologie* est ici associé à un imaginaire – celui des doctrines qui apparaissent sous la forme de terme en « -isme » et qui reflètent l'organisation de la scène politique – pour former des associations récurrentes qui témoignent d'une forme de répétition du MCSP dans le même contexte. En ce sens, l'on peut considérer que le MC devient une sorte de « passage obligé » du discours politique.

4.2.1.5. Caractère de référent social

Le caractère de référent social peut être illustré au travers de plusieurs indices (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 11-12). Le mot *idéologie* est (ou a été) :

1. Sujet à un accroissement fréquentiel (cf. saillance statistique) ;
2. Lexicologiquement productif : en témoignent des formes telles que « idéologiser » (*Larousse*), « idéologisation » (*Larousse*) ou encore « désidéologiser » (forme attestée dans un article du journal *Le Soir* le 11 octobre 2025)[47].
3. Attesté dans des discours variés : comme le note Thomspon (1987 : 9), « le terme *idéologie* est abondamment employé dans la littérature contemporaine en sciences sociales et humaines, comme dans les instances politiques et sociales de la vie de tous les jours ». Le terme apparait donc des contextes divers, ce qui témoigne de sa circulation et du fait qu'il est sorti de son domaine d'origine (qui faisait référence à une discipline philosophique et scientifique fondée sur l'analyse des sensations).
4. Un passage obligé : la cristallisation de la relation entre l'idéologie et le politique au travers de l'association aux noms en -isme atteste, selon nous, de ce caractère de

[46] Une collocation est un "assemblage statistiquement pertinent » qui s'explique en raison de « contraintes sémantiques de sélection fortes » (LROM2171, 2023, cité par Turneer, 2025 : 44).
[47] Sente, A. (2025). En 2025, quels sont les nouveaux moteurs du terrorisme islamiste dans notre pays ?. *Le Soir*.

« passage obligé ». Kurunmäki & Marjanen (2020 : 302,306) notent à ce propos que le « le mot était devenu si courant qu'il était difficile de l'éviter, et encore moins de l'ignorer »[48] et que cette association a aidé à « faire de l'idéologie une part irremplaçable du discours politique »[49]. Pour Wilson (2026 : 1), l'omniprésence du terme amène à ce que de très nombreux phénomènes soient qualifiés d'« idéologiques », ce qui témoignent, de notre point de vue, de la difficulté à ignorer ce terme et donc d'une nécessité à s'identifier ou à se rattacher à ce *topos* du discours. Le caractère de passage obligé peut également être vérifié par la « réfutation » (Krieg-Planque, 2009, citée par Turneer, 2025 : 12), comme en témoigne l'exemple (1) :

Exemple 1 : C'est précisément dans ces moments que l'indépendance d'une banque centrale prend tout son sens. La Fed n'est pas un levier électoral, mais un garde-fou. Son mandat – stabilité des prix et plein emploi – n'a rien d'idéologique : il est le produit d'une histoire douloureuse.

4.2.1.6. But argumentatif

Au regard de sa portée sociopolitique et de la charge évaluative que nous avons précédemment mise en évidence, nous pensons que le terme *idéologie* peut être considéré comme un mot « pivot » du discours argumentatif. Comme le souligne Van Dijk (2006), « les usages du terme sont essentiellement négatifs » et, comme le note de Coorbyter (2014), l'argument de l'idéologie sert à discréditer la position adverse. Cela correspond bien à l'idée exposée par Hambye *et al.* (2025 : 9) selon laquelle l'emploi d'un MCSP peut, en raison de sa « forte charge évaluative, souvent polarisée », inscrire des réalités (mesures ou acteurs politiques) dans « une catégorie positivement ou négativement évaluée, et peut ainsi leur conférer de la légitimité – ou, au contraire, les en priver ». Nous partons donc du postulat que le mot *idéologie* possède bien, dans ses usages en tant que MCSP, une charge argumentative. Cette hypothèse devra cependant faire l'objet d'une vérification sur corpus.

4.2.2. Conclusion : adéquation d'idéologie au statut de MCSP

L'application de ces critères révèle une certaine conformité du mot à la définition du MCSP telle qu'énoncée par Turneer (2025 : 26-28). En effet, *idéologie* est un terme polysémique, polémique, porteur d'enjeux sociopolitiques et pouvant véhiculer une charge argumentative. Il

[48] « […] the word was becoming so commonly used that it was difficult to avoid, let alone ignore ».
[49] « […] helping to make the notion of ideology an irreplaceable part of politicla discourse ».

semble, en outre, sujet au figement et, bien que nous ne puissions attester de sa saillance statistique actuelle, il présente un caractère de référent social. Par conséquent, nous pensons qu'il est pertinent de considérer que le mot *idéologie* peut prétendre au statut de MCSP. Dès lors, ne reste plus qu'à sélectionner des occurrences de notre MC correspondant à des usages sociopolitiques et à les analyser. Nous consacrons le prochain chapitre à la description de la méthode de sélection et d'analyse de ces occurrences.

Chapitre deux : Approche méthodologique du mot *idéologie*

Ce chapitre est consacré à la méthodologie de la présente étude. À l'instar de Rondiat (2025), de Shchinova (2025) et de Turneer (2025), nous adoptons une approche pragmatique et proposons une étude sur corpus d'un MCSP particulier. Nous avons exposé précédemment les raisons qui ont fait d'*idéologie* un potentiel « bon » candidat au statut de MCSP (cf. 4.2.). Nous présentons désormais les étapes de la construction du corpus et l'élaboration de la méthode d'analyse.

1. Construction du corpus

La construction du corpus a été réalisée en deux étapes : la récolte des données et la sélection des occurrences pertinentes pour notre étude.

1.1. Récolte des données

Les données recueillies consistent en des occurrences du mot *idéologie* utilisées principalement par des professionnels de la parole (politiciens et journalistes) en Belgique et en France. Dans la lignée des études de Turneer (2025), les occurrences ont été recueillies par plusieurs voies : la presse belge (via Europresse.com), les débats de la Chambre des représentants (accessibles sur le site LaChambre.be[50]) ainsi que les débats de l'Assemblée nationale française (disponibles sur le site assemblée-national.fr[51]).

À l'origine, notre corpus devait exclusivement se composer de données issues de la presse belge de référence. Une première recherche du terme sous toutes ses formes (*idéologie, idéologies, idéologique, idéologiques, idéologiquement*) dans les journaux *Le Soir* et *La Libre Belgique* sur une période allant de juin 2024 à avril 2026 a toutefois révélé une fréquence relativement faible des emplois d'*idéologie* en tant que MCSP. Parmi près de 500 occurrences consultées, moins d'une cinquantaine répondaient aux critères retenus pour cette étude. Ce premier constat nous a amenée à diversifier les sources du corpus. Nous avons ainsi intégré des données parlementaires belges et françaises, en partant de l'hypothèse que les débats politiques constitueraient un espace plus propice aux usages du terme comme MCSP. Cette hypothèse

[50] https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=none&language=fr&cfm=/site/wwwcfm/search/search_new.cfm?db=searchpdf
[51] https://www.assemblee-nationale.fr

s'est avérée fondée : les données parlementaires présentent effectivement une plus grande concentration d'occurrences pertinentes pour ce travail.

Afin d'assurer un équilibre entre les différentes sources, nous avons fixé un seuil minimal de 40 occurrences du MCSP par corpus, soit un total de 120 occurrences. Ce choix nous a conduite à limiter le corpus de presse aux 414 premières occurrences consultées (récoltées sur une période allant d'août 2025 à avril 2026), nombre suffisant pour atteindre le seuil fixé. Le corpus est complété par 181 occurrences issues des débats de la Chambre des représentants, publiés entre février 2025 et juin 2026, ainsi que par 93 occurrences provenant des débats de l'Assemblée nationale, publiés entre fin avril et début juin 2026.

Le recours à ces trois sources présente un double intérêt. D'une part, il nous a permis de constituer plus rapidement un corpus suffisamment riche en occurrences de type MCSP pour mener les analyses envisagées. D'autre part, il ouvre la possibilité de comparer les usages d'*idéologie* dans différents espaces de communication. Dès lors, nos analyses poursuivent trois objectifs complémentaires : premièrement, elles visent à dégager des régularités générales dans les usages contemporains d'*idéologie* comme MCSP. Deuxièmement, elles ont pour but de voir dans quelle mesure il est possible de comparer les usages observés dans la presse belge à ceux relevés dans les débats parlementaires belges. Enfin, elles visent à comparer les données parlementaires belges et françaises, deux espaces discursifs comparables mais relevant de contextes politiques distincts.

1.2. Sélection des occurrences

Toutes les occurrences du mot *idéologie* ne relèvent pas de la catégorie « MCSP », dont nous avons brièvement rappelé la définition dans le chapitre précédent. Il a donc été nécessaire d'établir des critères pour séparer les usages « sociopolitiques » (qu'ils soient positivement ou négativement connotés) des usages plus « descriptifs » du terme.

Cette opération s'est toutefois révélée particulièrement difficile en raison de la forte ambiguïté polysémique du terme *idéologie.* Comme nous l'avons montré dans le chapitre théorique, le concept a connu de nombreuses restructurations au cours de son histoire, si bien que plusieurs acceptions coexistent aujourd'hui sans se substituer les unes aux autres. Cette diversité rend difficile toute tentative de sélection des occurrences fondée sur la seule définition lexicale. *Le Larousse*[52] propose les sens suivants :

[52] *Larousse en ligne*, (2026). Définition du mot *idéologie*. https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/idéologie/41426

1. « Système philosophique des idéologues du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle, qui se proposaient d'étudier les idées en général et leur origine » ;
2. « Système d'idées générales constituant un corpus de doctrine philosophique et politique à la base d'un comportement individuel ou collectif » ;
3. « Ensemble des représentations dans lesquelles les hommes vivent leurs rapports à leurs conditions d'existences (culture, mode de vie, croyance) » ;
4. « Système spéculatif vague et nébuleux ».

La première acception, qui renvoie au projet originel de Destutt de Tracy, n'apparait nulle part dans nos données et peut, dès lors, être écartée. Les deuxième et troisième sens, en revanche, correspondent à ce que nous avons précédemment qualifié de conception neutre ou descriptive de l'idéologie. Ils désignent un système d'idées ou de représentations sans préjuger de la valeur qui lui est attribuée. Néanmoins, ces sens ne nous permettent pas d'établir une frontière fonctionnelle et systématique entre usages neutres et usages non neutres du terme, dans la mesure où même un emploi sociopolitique d'*idéologie* peut renvoyer à ces définitions. Nous observons deux exemples :

Exemple 2 : Pascal Boyer explique que les idéologies totalitaires, comme le nazisme ou le communisme, ont toujours refusé l'idée d'une nature humaine pour promouvoir leur vision.

Exemple 3 : Nous avons une conception différente du service public. Je pense que le gouvernement construit ses lois sur la base d'une idéologie pour altérer le rôle et l'impact des organisations syndicales.

Dans l'exemple (2), le terme *idéologie* correspond pleinement au second sens du *Larousse* : elle désigne un système d'idées à la base d'un comportement collectif, sans que le mot « idéologies » lui-même porte, en tant que tel, la charge évaluative de l'énoncé. Cette charge provient de l'adjectif « totalitaires » et de la mention de deux idéologies particulières – le nazisme et le communisme – qui, elles, se rattachent à un imaginaire négativement perçu. Dans (3), l'idéologie est conçue comme le fondement caché d'une action jugée illégitime : elle est ce qui « altère » le rôle des syndicats. Dans cet exemple, c'est donc bien le terme *idéologie* en tant que tel qui porte la charge négative de l'énoncé. Pourtant, nous pouvons le rattacher sémantiquement à la même définition que l'exemple précédent : l'idéologie y désigne aussi un ensemble d'idées susceptibles de fonder un comportement, en l'occurrence, la « construction »

des lois par le gouvernement. La différence ne se situe donc pas au niveau du sens du mot, mais de la fonction qu'il occupe dans l'énoncé. La comparaison de ces deux exemples illustre ainsi la limite d'une sélection basée sur la seule définition du terme : un même sens du dictionnaire peut aussi bien correspondre à un usage descriptif du mot *idéologie* qu'à un usage sociopolitique. Quant au quatrième sens proposé par *Le Larousse* (« un système vague et nébuleux »), s'il porte déjà une charge négative en tant que telle, cela reste difficile de pouvoir dire avec certitude quand un cas s'y rattache.

En somme, le critère de la définition ne permet pas d'identifier avec certitude les conditions dans lesquelles *idéologie* fonctionne comme un MCSP. Ainsi, aucun critère préexistant ne nous permettait réellement de distinguer de manière systématique les emplois de type MCSP des emplois descriptifs d'*idéologie*. Dès lors, l'un des objectifs de cette étude consiste précisément à proposer une méthode de sélection fonctionnelle adaptée au terme *idéologie* et susceptible d'être mobilisée dans de futures recherches portant sur d'autres contextes de communication.

1.2.1. Élaboration des critères de sélection

Pour établir notre méthode de sélection, nous avons fonctionné au travers d'une démarche inductive : l'analyse d'une première sélection d'occurrences nous a permis de dégager certains critères que nous avons ensuite tenté de formaliser afin de les appliquer à l'intégralité de notre corpus. La diversité et l'ambiguïté de certaines occurrences nous ont toutefois amenée à modifier, préciser ou affiner ces critères au fur et à mesure de notre sélection.

Dans un premier temps, nous avons pu écarter certains types d'occurrences pour lesquelles aucun doute ne subsistait. Nous avons ainsi pu exclure de manière systématique de la catégorie MCSP un premier type de cas dans lesquels la charge évaluative de l'énoncé ne porte pas sur le terme *idéologie,* mais sur une idéologie particulière explicitement nommée. La valeur positive ou négative de l'énoncé repose alors sur les représentations associées au régime, à la doctrine ou au courant de pensée désigné, et non sur le mot *idéologie* lui-même :

Exemple 4 : Toutes nos actions politiques, au niveau national comme local, doivent tendre vers le soutien à notre industrie : il ne faut plus de lois lui mettant des bâtons dans les roues, plus d'idéologie **anti-industrielle** – de grâce !

Exemple 5 : Notre inquiétude repose davantage sur la validation potentielle d'un discours idéologique **d'extrême gauche** fondé sur la repentance et la promotion de réparations.

Dans (4), nous constatons en effet que l'idéologie est perçue comme non légitime. Toutefois, ce ne sont pas toutes les idéologies qui sont conçues comme problématiques, mais bien une idéologie particulière : l'idéologie anti-industrielle. Nous pouvons donc assurer que la charge évaluative (négative dans ce contexte) ne repose pas sur le terme *idéologie* en tant que tel, mais sur le fait que cette idéologie soit anti-industrielle, caractéristique qui la rend illégitime. De même, dans (5), ce qui rend le discours problématique n'est pas qu'il soit idéologique, mais bien qu'il repose sur une idéologie *d'extrême gauche.*

Nous avons ainsi pu constater que, lorsque la forme nominale *idéologie* est accompagnée d'un complément du nom (l'« idéologie de gauche » ; une « idéologie de domination » ; une « idéologie du mérite » ; etc.) ou d'un adjectif épithète (l'« idéologie djihadiste islamique » ; les « idéologies haineuses » ; ces « idéologies destructrices » ; etc.), le terme rentre rarement, si ce n'est jamais, dans les critères du MCSP.

Nous avons ensuite pu procéder d'une façon relativement similaire pour un second type d'occurrences. Nous avons ainsi exclu la majorité des cas où *idéologie* (le plus souvent sous sa forme adjectivale) qualifie un substantif qui porte lui-même la charge évaluative qu'il confère à l'énoncé. Dans ces occurrences, ce n'est pas le fait que l'objet désigné soit idéologique qui le rend péjoratif (ou valorisant), mais bien la nature même de cet objet. La mention du terme *idéologie* ne fait alors que catégoriser cet objet sans aggraver ni atténuer la charge évaluative déjà portée par le substantif.

Exemple 6 : Il convient de condamner sans ambiguïté l'attaque qui a été perpétrée récemment contre une synagogue à Liège. L'antisémitisme et les autres **violences** politiques, religieuses ou idéologiques n'ont pas leur place dans notre société.

Exemple 7 : Tous dénoncent la verticalité militaire du parti, l'absence de débat réel et de démocratie interne, le contrôle des individus, l'immixtion dans leur vie privée, et le **dogmatisme** idéologique. Il ne s'agit plus d'une coïncidence. C'est une culture.

Dans l'exemple (6), c'est le substantif « violences » qui porte à lui seul la charge négative de l'énoncé. Qualifier ces violences de « politiques », de « religieuses » ou « d'idéologiques » ne fait que préciser leur nature et leur origine, mais elles n'en deviennent pas plus condamnables pour autant. Le mot « idéologiques » fonctionne ici comme un simple critère de classification, au même titre que « politiques » et « religieuses », sans porter de charge évaluative propre. Le terme ne sert qu'à désigner le type de violences dont traite le locuteur. Il ne s'agit donc pas d'un

MCSP. L'exemple (7) confirme que ce critère est généralisable et peut servir de critère discriminant pertinent, puisqu'ici encore, l'adjectif « idéologique » assure un rôle de classification là où le substantif (« dogmatisme ») porte la valeur négative. Nous précisons cependant qu'il demeure, même dans cette catégorie, quelques cas ambigus. Nous y reviendrons plus tard (cf. cas limite, 1.2.2.).

Pour apporter une confirmation supplémentaire, nous avons pu soumettre ces occurrences à un test de substitution lexicale, que nous avons ensuite appliqué de manière systématique à la quasi-totalité de notre corpus. Ce test a permis de rendre plus objectif – ou, a minima, moins subjectif – le statut de MCSP ou non des usages particuliers d'*idéologie.* Le test consiste à substituer le terme *idéologie* (ou *idéologique*) d'une part, par un terme neutre – « politique », « opinion », « pensée », « culture/culturel », etc. –, et d'autre part, par un positivement ou négativement connoté – « radical », « problématique », « extrême », etc., dans le cas d'une charge présumée péjorative, ou « ambition », « ambitieux », etc., dans le cas d'une charge présumée positive. Si la substitution d'*idéologie* par le terme neutre modifie moins le sens global de l'énoncé que la substitution par le terme connoté, on considère que l'occurrence relève d'un usage neutre d'*idéologie.* Si, à l'inverse, la substitution par le terme connoté préserve mieux le sens de l'énoncé, on considère que le terme *idéologie* porte une charge évaluative. Ainsi, dans les exemples (6) et (7), remplacer « idéologique » par « radical » impliquerait un changement de registres complet, ce qui confirme l'hypothèse que nous avions émise en nous basant sur le cotexte.

Si le test de substitution s'applique et permet d'apporter une confirmation supplémentaire pour les cas identifiés précédemment, il s'avère particulièrement pertinent pour le reste du corpus. Nous observons ainsi les exemples (8) et (9), que nous avons exclus :

Exemple 8 : Nous ne sommes pas pleinement convaincus de l'efficacité du dispositif, mais le Rassemblement national vote systématiquement en faveur de toute mesure susceptible de renforcer la production de logement au vu de la situation du secteur immobilier qui, traditionnellement soutenu par l'investissement privé des petits propriétaires, subit les dérives idéologiques de la gauche et du centre.

Exemple 9 : Chers collègues, monsieur et madame les ministres, ayant peu de temps, je vais surtout vous parler philosophie et idéologie. Monsieur le ministre, sans surprise, ce sera surtout autour de votre réforme, celle du chômage. Nous avons eu de

longs débats et j'ai été surpris, monsieur le ministre, par le fait que vous avez plusieurs fois assumé le fait qu'il s'agissait de changer un état d'esprit.

Dans l'exemple (8), nous considérons non seulement que le substantif « dérives » porte la charge négative, mais également que la substitution d'« idéologiques » par un terme négativement connoté, comme « radicales » (« les dérives radicales de la gauche et du centre ») introduirait une nuance d'intensité et d'extrémisme absente de l'énoncé original. En ce sens, cette substitution modifierait davantage le contenu de l'énoncé que si l'on remplaçait « idéologiques » par un terme plus neutre, comme « politiques ». Pour l'exemple (9), il semble préférable de remplacer « idéologie » par « opinion » ou encore « politique ». Des termes comme « radicalité » ou « extrémisme » en modifieraient complètement le registre.

Nous observons désormais les exemples (10) et (11), que nous avons inclus :

Exemple 10 : Le troisième pilier de nos propositions, c'est d'investir massivement dans les énergies renouvelables et de relancer les projets offshore mis au frigo par le ministre de l'Énergie, Mathieu Bihet. Il l'a répété trois fois en changeant plusieurs fois d'avis. On sent bien qu'il n'y a pas de volonté politique. Ça ne peut être qu'une décision idéologique.

Exemple 11 : Hier soir, dans un éclair de lucidité, M. Sitzenstuhl a déclaré que l'économie de guerre n'existait pas. Malheureusement, aujourd'hui, l'idéologie reprend le pas et nous voyons revenir les vieilles lubies européanistes d'une Europe de la défense. Certains amendements proposent même de substituer la « défense européenne » à la « nation » – ils participent du projet macroniste de diluer la nation dans cette Europe de la défense qui n'existe pas. La défense est un pilier existentiel de la souveraineté et ne peut donc être que nationale, particulièrement en France, qui possède des capacités de dissuasion nucléaire. Il revient au peuple, par l'intermédiaire du président de la République, de décider de leur utilisation. Nous sommes donc totalement souverains. Monsieur Sitzenstuhl, l'économie de guerre, c'est comme l'Europe de la défense : ça n'existe pas.

À l'inverse, dans l'exemple (10), remplacer *idéologique* par un terme neutre tel que « d'opinion » (en parlant d'une décision basée sur une opinion) atténuerait fortement la charge polémique que le locuteur semble vouloir conférer à son énoncé. *Idéologique* apparait ici comme une accusation et ne peut, dès lors, être substitué par un terme purement descriptif. Dans

(11), cela ne ferait pas sens de remplacer *idéologie* par « politique », dans la mesure où la discussion en cours a lieu dans un contexte politique et concerne une question politique (l'établissement d'une loi sur l'actualisation de la programmation militaire). Dès lors, le seul moyen de conserver le ton à priori péjoratif de l'énoncé est de substituer *idéologie* par un terme lui-même péjoratif. Nous pourrions envisager de dire, par exemple, que « le dogmatisme reprend le pas ». Ce terme semble conserver le sens original de l'énoncé et nous permet de confirmer qu'*idéologie* est ici un MCSP.

Bien qu'elle présente ses limites, cette méthode de sélection nous a permis d'exclure de manière systématique une série d'occurrences où *idéologie* ne pouvait prétendre à un sens autre qu'un sens neutre et descriptif (« sur le plan idéologique » ; « une évolution idéologique » ; « le cadre idéologique international » ; « par sympathie idéologique » ; « les courants idéologiques » ; « des divergences idéologiques » ; etc.). Toutefois, malgré que cette méthode se soit avérée efficace dans de nombreux cas, nous avons été confrontée à des occurrences dont l'interprétation demeurait ambiguë et pour lesquelles la substitution lexicale ne permettait pas, à elle seule, de déterminer si *idéologie* était employé dans un sens neutre ou avec une charge évaluative :

Exemple 12 : Le lanceur du premier cri a vu une situation injuste, ou a cru la voir. Mais tous les autres, tous ceux qui condamnent, tous ceux qui relayent, forment une meute qui poursuit une proie que quelqu'un a désignée. Et quand l'accusation s'avère après coup infondée, la condamnation ne disparaît pas. Et ceux qui ont condamné ne font face à aucune responsabilité. Sans parler de ceux qui accusent pour des raisons idéologiques et non factuelles. Ou par simple jalousie ou méchanceté (ces choses existent).

Dans ce cas-ci, remplacer « idéologiques » par un terme neutre tel que « politiques » ne modifie en rien ni le contenu ni le sens de l'énoncé. Pris isolément, le test de substitution nous amènerait donc à considérer qu'il ne s'agit pas d'un MCSP. Pourtant, il nous semble que le sens du terme (qu'il s'agisse d'« idéologiques » ou de « politiques ») n'est pas réellement neutre, dans la mesure où il s'oppose à une réalité positive. Dans ce contexte, les raisons « factuelles » sont présentées comme la manière la plus légitime de fonder une accusation. Par contraste, les raisons « idéologiques » apparaissent, dès lors, comme illégitimes. Autrement dit, même si le terme *idéologie* peut être remplacé par « politiques » ou « d'opinion » sans altérer le sens de

l'énoncé, le contexte confère au terme une charge négative. Nous incluons donc l'exemple (11) aux usages MCSP.

Ce cas met donc en évidence une limite importante du test de substitution : la charge évaluative d'une occurrence n'est pas toujours portée par le terme *idéologie* lui-même, mais peut être produite par les relations que le mot entretient avec les autres éléments de l'énoncé. L'interprétation du contexte et du cotexte demeure donc indispensable pour déterminer la pertinence de certaines occurrences. Cela nous a par ailleurs amenée à distinguer deux types d'usages MCSP d'*idéologie* que nous nommerons respectivement cas « prototypiques » et « non prototypiques ».

1.2.2. Typologie des usages du MCSP idéologie

Nous identifions donc des cas « prototypiques » et des cas « non prototypiques ». Cette distinction ne remet pas en cause leur appartenance à la catégorie des MCSP, mais elle permet de rendre compte de différents degrés de saillance de la charge évaluative portée par le terme.

Les cas prototypiques correspondent aux occurrences dans lesquelles le mot *idéologie* porte lui-même une charge évaluative, le plus souvent négative, indépendamment du contexte dans lequel l'énoncé apparait. Ces cas sont vérifiables par le test de substitution exposé précédemment. En effet, dans ces occurrences, *idéologie* peut généralement être remplacé par un terme explicitement péjoratif (« dogmatique », « extrémistes », « radical », etc.) sans que cela ne modifie le sens de l'énoncé, tandis qu'une substitution par un terme neutre (« politique », « opinion », « pensée », etc.) atténuerait la charge polémique de l'énoncé. Ces cas constituent les emplois les plus caractéristiques du MCSP, dans la mesure où ils correspondent à une définition plus stricte du terme. À l'instar des exemples (10) et (11), l'exemple (13) entre dans cette catégorie :

Exemple 13 : Paul Magnette pose la question pour y répondre : « Avec ses politiques depuis un an, De Wever réussit l'exploit, jamais réalisé rue de la Loi, de générer une croissance atone, de faire fléchir le taux d'emploi, de faire exploser la pauvreté, de creuser les déficits… Tout ça en même temps, c'est du jamais vu ! » Ses réformes sont « idéologiques », sa logique économique se perd dans « un cercle vicieux » portant, à suivre le socialiste, de l'austérité à la catastrophe. Bulletin ? « Zéro ».

Dans cet exemple, le mot *idéologie* ne peut pas remplir une fonction descriptive. Substituer « idéologiques » par « politiques » serait peu pertinent, puisque Bart De Wever (que Paul Magnette accuse d'avoir des « réformes idéologiques ») fait de la politique et que les réformes dont il est question sont, par définition, des réformes politiques. La mention de l'idéologie fonctionne ainsi explicitement comme une accusation : Paul Magnette cherche à disqualifier son adversaire et la mention de l'idéologie sert à discréditer ses actions. Nous considérons ici que c'est la référence à l'idéologie en elle-même qui confère sa charge argumentative à cette accusation, d'autant plus qu'aucun autre terme que le MCSP ne peut porter cette charge dans l'énoncé.

Les cas non prototypiques, quant à eux, regroupent les occurrences dans lesquelles *idéologie* prend un sens négatif dans un contexte particulier où on estime que l'idéologie n'a pas lieu d'être. *Idéologie* peut signifier « politique », mais l'on considère dès lors que, dans ce contexte, être politique est problématique, illégitime. La charge négative ne réside donc pas dans le mot lui-même, mais résulte de la manière dont il est mis en relation avec les autres éléments de l'énoncé. Autrement dit, l'idéologie en tant que telle ne peut être perçue comme négative en dehors du contexte qui lui confère son sens péjoratif. Dans certains cas, comme dans (12), la négativité du terme *idéologie* est construite par sa mise en opposition avec un terme qui, lui, porte une charge positive et est donc donné comme plus légitime que son contraire (l'idéologie). C'est alors le cotexte qui confère à l'idéologie son caractère péjoratif. Dans d'autres cas, comme dans les exemples (14) et (15), c'est le contexte qui confère implicitement une charge négative à l'idéologie, dans la mesure où l'on part du principe que l'idéologie n'a pas lieu d'être dans ce contexte précis.

Exemple 14 : Le statut applicable aux nouveaux entrants à la SNCB n'existera plus à partir du 1er juin 2026. On va être très clair, ça ne change rien pour les 25.000 travailleurs du rail. Je crois qu'on est dans un combat tout à fait idéologique de la part des syndicats, et parfois, pour certains, manipulé politiquement, mais peu importe, c'est encore leur droit aussi.

Exemple 15 : L'AfricaMuseum doit continuer de se concentrer sur ses missions fondamentales : la recherche scientifique, la conservation du patrimoine, le partage des connaissances et le dialogue avec le public. Il s'agit d'un établissement scientifique multidisciplinaire et non d'un projet purement idéologique. Le

musée doit alimenter le débat public par la connaissance et la science dans un cadre serein et pluraliste, dans le respect de la liberté de la recherche.

Dans l'exemple (14), « un combat idéologique » peut être compris au sens de « combat politique ». Toutefois, ce combat est présenté comme non légitime par le locuteur de l'énoncé (Jean-Luc Crucke). Dans ce contexte, l'on pourrait même dire que « politique » sous-entend « radical ». En effet, si ce combat est illégitime, c'est précisément parce qu'il est idéologique (ou politique) et que les syndicats ne devraient normalement pas faire de politique. La mention du terme *idéologie* ajoute alors, selon nous, une dimension d'excès à ce combat des syndicats. Dès lors, il apparait comme radical parce que politique. En d'autres termes, c'est parce que l'idéologie est associée à un domaine dans lequel elle n'a pas lieu d'être (le domaine syndical) qu'elle peut être considérée comme illégitime *dans ce contexte* et prendre, dès lors, une charge évaluative négative.

L'exemple (15) nous semble plus ambigu que le précédent, car la dimension d'excès identifiée dans l'exemple (14) est ici absente. L'analyse demeure néanmoins similaire : « idéologique » peut s'entendre au sens de « politique », mais est illégitime parce qu'associé à un domaine (les musées, la culture) qui ne devrait pas être dicté par des considérations politiques. La charge évaluative est donc plus subtile, mais selon nous, bien présente. C'est pourquoi nous incluons (15) et les potentielles occurrences similaires à notre corpus pour l'analyse.

Nous notons que la différence entre cas prototypique et non prototypique n'est pas toujours aisée à établir et demande parfois une part plus importante d'interprétation. En effet, pour certains cas, deux lectures sont envisageables : l'une rattachant l'occurrence à la catégorie des cas prototypiques, l'autre la rattachant aux cas non prototypiques.

Exemple 16 : Aujourd'hui, la conflictualité venue de l'ultragauche a changé de visage. Le courant "antifa" a désigné le Mouvement réformateur comme un adversaire à combattre physiquement, car, sous la présidence de Georges-Louis Bouchez, le parti se serait "fascisé". Une lecture idéologique très peu crédible, mais qui mobilise les militants les plus radicaux sur le terrain.

Nous pourrions ici substituer « idéologique » aussi bien par « politique » que par « radicale », et le terme conserverait une charge négative. Toutefois, la source de cette charge péjorative n'est pas la même selon la lecture que l'on en fait. Si l'on considère qu'il s'agit d'une lecture « politique », ce qui la rend problématique est le fait qu'elle mobilise des militants dits

« radicaux ». L'idéologie est ainsi associée à un groupe et à une action radicale, et donc à un imaginaire péjoratif qui déteint sur la notion d'idéologie. C'est donc le contexte qui confère à l'idéologie un sens négatif. Si nous suivons cette interprétation, nous devons considérer cette occurrence comme un cas non prototypique. Néanmoins, il est tout à fait possible de considérer qu'il s'agit d'une lecture « radicale ». Si l'on suit cette interprétation, le locuteur ne critique pas seulement le caractère politique de cette lecture, mais semble suggérer qu'elle relève d'une vision excessive ou extrême qui est retranscrite par l'adjectif « idéologique ». L'occurrence relèverait alors davantage d'un cas prototypique, la charge évaluative étant, dans cette perspective, portée par le terme lui-même. Nous avons choisi de considérer cette occurrence comme un cas prototypique et de faire de même avec les autres cas qui seraient similaires.

Les cas prototypiques et non prototypiques sont à distinguer des « cas limites » pour lesquels l'interprétation ne nous parait pas aussi évidente. Il s'agit de cas pour lesquels nous ne pouvons assurer avec certitude qu'*idéologie* porte une charge évaluative. Toutefois, les considérer comme purement descriptifs nous semblerait réducteur. La frontière entre inclusion et exclusion pour ces cas étant très fine, nous considérons les exemples suivants pour tenter de la rendre plus claire :

Exemple 17 : Dans les assemblées citoyennes, les débats sont éclairés par des auditions d'experts qui permettent aux savoirs scientifiques accumulés au fil du temps de guider les participants tirés au sort. N'étant pas liés par un parti politique ni par des intérêts électoraux, les citoyens trancheront sur la base de vérités factuelles au lieu de se reposer sur des partis pris idéologiques.

Exemple 18 : On peut contester ses modalités, discuter ses arbitrages. Mais la réforme des pensions engagée par le gouvernement De Wever n'est pas un caprice idéologique. C'est une nécessité.

Dans l'exemple (17), nous pourrions parler de « partis pris politiques » sans que cela ne change radicalement le sens de l'énoncé. Cela montre que la charge négative est avant tout portée par « partis pris » et que celle-ci repose sur l'opposition entre les « vérités factuelles », perçues comme positives, et les « partis pris » qui, par conséquent, apparaissent comme négatifs. Par ailleurs, cet exemple est à différencier de l'exemple (12) : dans (17), on oppose l'objet « vérités factuelles » à l'objet « partis pris », alors que dans (12), on oppose le caractère « idéologique » au caractère « factuel ». Dans (12), c'est bien le mot *idéologie* en tant que tel qui prend une charge péjorative, même si celle-ci est induite par le cotexte/contexte. Dans

l'exemple (17), le fait que ces partis pris soient qualifiés d'« idéologiques » nous parait toutefois jouer un rôle, car cela renforce d'autant plus l'opposition aux « vérités factuelles ». Néanmoins, il nous semble difficile de pouvoir affirmer qu'*idéologie* porte réellement une charge négative. Ainsi, même si nous ne pouvons pas complètement exclure l'idée qu'*idéologie* porte, dans cet exemple, une charge évaluative péjorative, nous préférons ne pas l'inclure à notre corpus d'usages MCSP.

Dans (18), c'est encore le substantif (« caprice ») qui porte la charge négative. Néanmoins, à la différence de (6)[53], le terme « idéologique » ne sert pas simplement à qualifier et classifier cette réalité, et à la différence de (17), il ne s'oppose pas à une autre réalité comme des « vérités factuelles ». La mention de l'idéologie vient au contraire augmenter la charge négative du caprice, en ne portant pas uniquement le sens de « politique » qui, dans ce contexte, serait évident étant donné que Bart De Wever fait de la politique. L'adjectif « idéologique » sert plutôt à signaler un caprice (politique) radical. Autrement dit, même si, à la lumière de notre test, « caprice politique » pourrait fonctionner, nous supposons que préciser que ce caprice est politique n'est pas descriptif, puisque le caractère politique de ce caprice (qui renvoie aux réformes de Bart Wever) est rendu évident par le contexte. Nous considérons dès lors que la seule manière de rendre la présence de ce terme pertinente dans ce contexte est d'en faire un terme évaluatif. Nous l'avons donc intégré à notre corpus d'usages MCSP en tant que cas limite. À la lumière de ces deux exemples, nous constatons que, lorsqu'un autre terme porte la charge négative, l'interprétation peut s'avérer moins évidente. Même si nous inclurons quelques cas limite à notre corpus pour l'analyse, nous tenterons donc de privilégier les cas prototypiques et non prototypiques pour lesquels la charge évaluative demeure plus explicite.

1.2.3. Formalisation du protocole de sélection

Nous venons donc de décrire les réflexions qui ont accompagné la constitution de notre corpus d'analyse. Nous tentons désormais de formaliser la procédure de sélection afin de rendre explicites les critères ayant conduit à l'inclusion ou à l'exclusion des occurrences. Le protocole présenté ci-dessous ne constitue pas une « formule mathématique » permettant de déterminer mécaniquement le statut de chaque occurrence : l'interprétation du contexte et du cotexte

[53] Il convient de condamner sans ambiguïté l'attaque qui a été perpétrée récemment contre une synagogue à Liège. L'antisémitisme et les autres violences politiques, religieuses ou idéologiques n'ont pas leur place dans notre société.

demeure souvent nécessaire. Il vise plutôt à systématiser la démarche suivie, à hiérarchiser les critères de sélection et à limiter autant que possible la part d'arbitraire dans la sélection.

Le protocole contient trois niveaux : le premier permet d'écarter les emplois dont la fonction descriptive ou classificatoire apparait évidente. Le second repose sur un test de substitution lexicale visant à déterminer si le mot *idéologie* porte lui-même la charge évaluative (positive ou négative) de l'énoncé. Lorsque le test ne permet pas de trancher, le troisième niveau prend en compte les relations entre *idéologie* et les autres éléments du contexte et du cotexte afin d'identifier une éventuelle charge évaluative construite indirectement. Le tableau 1 présente le protocole[54] :

Etape	Question/critère	Exemple	Décision
1. Fonction de l'occurrence	Le terme désigne-t-il une idéologie en particulier spécifiée par un complément du nom ou une épithète ?	L'idéologie de gauche ; l'idéologie du PTB ; une idéologie mortifère	**Exclure** si oui
	Idéologique qualifie-t-il un substantif qui porte déjà la charge évaluative de l'énoncé ?	Des violences idéologiques ; le dogmatisme idéologique ; les dérives idéologiques	**Exclure** si *idéologique* a une fonction principalement classificatoire
2. Test de substitution	Une substitution par terme descriptif/neutre (*politique, opinion, pensée, culture…*) préserve-t-elle mieux le sens et la valeur de l'énoncé ?	Voir exemple (9)	**Exclure** si oui, **sauf si charge contextuelle** (voir étape 3)
	Une substitution par un terme évaluatif (*radical, dogmatique, extrême…*) préserve-t-elle mieux le sens et la valeur de l'énoncé ?	Voir exemples (10) ; (11) ; (13)	**Inclure** si oui (la charge évaluative provient du terme idéologie en tant que tel)
3. Analyse contextuelle et cotextuelle	La charge évaluative est-elle construite par une opposition axiologique ?	Des raisons idéologiques et non factuelles ; une approche pragmatique et non pas idéologique	**Inclure*** si oui
	La charge évaluative est-elle construite par une inadéquation contextuelle ?	Voir exemples (14) ; (15)	**Inclure*** si oui
	La terme *idéologie* **augmente**-t-il une charge évaluative déjà présente dans l'énoncé ?	Voir exemple (18)	**Inclusion possible*** si oui. **Exclure** si la charge demeure trop incertaine malgré l'analyse du contexte

Tableau 1. Protocole décisionnel pour la sélection des occurrences du MCSP *idéologie*

Une fois les occurrences sélectionnées, le tableau 2 permet de déterminer s'il s'agit d'un cas prototypique, non prototypique ou limite :

[54] Les astérisques (*) indiquent les cas qui reposent sur une plus grande part d'interprétation malgré les critères établis et dont l'inclusion pourrait, par conséquent, être plus sujette au débat.

Catégorie	Source principale de la charge évaluative	Critère
Cas prototypique	Le mot *idéologie* lui-même.	La substitution par un terme connoté préserve mieux l'effet de l'énoncé qu'une substitution neutre.
Cas non prototypique	La relation entre idéologie et le contexte/cotexte.	La charge évaluative dépend d'une opposition, d'une inadéquation contextuelle ou d'une relation avec d'autres éléments.
Cas limite	La charge évaluative reste incertaine.	L'interprétation évaluative est plausible mais ne peut être établie avec suffisamment de certitude.

Tableau 2. Typologie des cas selon le degré de saillance de la charge évaluative

1.2.4. Limites de la méthode

Nous rappelons que la sélection des occurrences n'a pu reposer sur une méthodologie préétablie et que l'un des objectifs de cette section était, à cet égard, de mettre en place une méthode fonctionnelle pour la sélection des occurrences d'*idéologie* comme MCSP. Cette méthode, bien qu'elle vise à limiter autant que possible la part de subjectivité, ne prétend pas la remplacer ni l'effacer complètement. Nos critères, bien que nous ayons tenté de les objectiver et de les formaliser, ont tout d'abord pris appui sur une part d'intuition et d'interprétation. Face à une catégorie fonctionnelle dont les frontières sont donc nécessairement interprétatives, nous avons tenté de construire une procédure explicite, progressive et aussi reproductible que possible à partir des régularités observées dans notre corpus. Comme nous l'avons démontré, la classification de certaines occurrences peut s'avérer délicate et demande de trancher en faveur d'une interprétation plutôt qu'une autre. Il se peut, dès lors, que notre choix diffère de celui qu'aurait favorisé un autre chercheur. Nous n'ignorons pas non plus la possibilité d'avoir exclu certains emplois d'*idéologie* de la catégorie MCSP alors qu'elles auraient pu y prétendre ; à l'inverse, il est possible que certaines occurrences aient été retenues alors que l'on pourrait tout aussi bien défendre le choix de les écarter.

Cette méthode doit dès lors être envisagée comme une première proposition plutôt que comme un protocole complètement abouti. Les critères que nous avons établis pourraient en effet être approfondis, affinés ou nuancés. La confrontation à d'autres corpus pourrait également faire apparaitre des cas ou des configurations qui n'ont pas été envisagés dans le cadre de cette étude. Une étape importante dans la validation de cette proposition consisterait, par exemple, à la soumettre à d'autres chercheurs, en leur demandant d'appliquer le protocole de sélection au même corpus. La comparaison des résultats obtenus permettrait de déterminer dans quelles mesures les critères que nous avons retenus donnent lieu aux mêmes interprétations et d'identifier les points de la méthode qui nécessitent encore d'être précisés ou révisés.

Nous considérons néanmoins que, malgré ses limites, cette méthode peut constituer un premier outil capable de détourner certaines difficultés propres à l'étude d'*idéologie* comme MCSP. Elle pourrait en effet faciliter la constitution et l'analyse de futurs corpus consacrés à ce terme. Cette étude ne prétend donc pas fournir une procédure définitive et stabilisée, mais cherche à proposer un cadre de sélection explicite, susceptible d'être éprouvé, discuté et progressivement affiné par de futures recherches.

2. Traitement et analyse des données : construction de la grille d'analyse

Afin de répondre à notre question de recherche, « quel(s) rôle(s) endosse le mot *idéologie* dans le discours médiatique et sociopolitique ? », les données sont traitées sur Excel selon une grille de critères élaborée, à l'instar de Turneer (2025), sur le modèle des grilles d'analyse de Shchinova (2025) et de Rondiat (2025), que nous avons adapté à notre terme. En effet, si les MCSP sont semblables sur le plan fonctionnel, ils ne sont pas interchangeables pour autant (Turneer, 2025 : 40), et demandent chacun une prise en charge spécifique et adaptée. Cette section du chapitre est donc consacrée à la description de notre grille d'analyse et à la manière dont nous l'avons construite.

Dans la mesure où nous nous appuyons sur des modèles qui nous précèdent, il convient, avant de présenter la grille d'analyse élaborée pour l'étude du mot *idéologie,* d'exposer les catégories d'analyse que nous avons reprises à ces études.

2.1. Choix des catégories à partir des modèles

L'annexe 2 décrit les catégories reprises ou non de nos modèles. Étant donné que nous nous appuyons en grande partie sur les apports de Turneer (2025), notre grille (et les catégories reprises aux deux autrices précédemment citées) demeure relativement similaire à la sienne. Nous reprenons ainsi les catégories présentes à la fois chez Shchinova (2025) et chez Rondiat (2025), car leur présence dans les deux analyses suggère que ces catégories sont susceptibles de s'appliquer à plusieurs MCSP. Étant donné que notre étude porte sur des données issues de la presse et de documents parlementaires, les catégories reprises par Shchinova concernant l'analyse des tweets (« nombre de retweet », « hashtag », « nombre de likes », etc.) ne sont pas retenues, car elles seraient non pertinentes. Nous écartons également d'autres informations et catégories considérées « superflues », non pertinentes ou non faisables dans le cadre de ce mémoire (« langue », « lien », « autres éléments lexicaux », etc.).

À l'inverse, certaines catégories pertinentes pour notre MCSP et non retenues par Turneer (2025) pour l'étude de son mot sont ici reprises. Nous reprenons ainsi à Rondiat (2025) la catégorie « terme en contraste ». Est aussi reprise la catégorie « valeur » de Shchinova (2025), puisque, même si ces cas sont rares, notre MCSP peut revêtir un sens positif. Cela témoigne de la nécessité d'adapter la grille d'analyse au MCSP spécifique étudié.

Le choix de cette méthode repose d'une part sur la pertinence de cette dernière : elle a déjà été testée à plusieurs reprises, comme en témoignent nos modèles, et elle permet de combiner des analyses quantitatives et qualitatives et d'offrir une description systématique des occurrences. D'autre part, cette méthode nous permet de répondre plus aisément à notre question de recherche en la décomposant en un ensemble de questions plus spécifiques. Ainsi, pour comprendre le(s) rôle(s) endossés par le mot idéologique dans le discours médiatique et politique, nous nous demanderons :

- Qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ?
- De quelle manière sur le plan formel et avec quel sens ?
- Pour catégoriser quoi – ou qui – comme étant ou n'étant pas idéologique ?
- Avec quel enjeu sociopolitique et quel effet ?

2.2. Description de la grille d'analyse appliquée au MCSP *idéologie*

L'élaboration de la grille, créée sur Excel, s'est déroulée en plusieurs étapes. Nous avons testé une première version, construite selon nos modèles, sur un échantillon de 15 occurrences. À la suite de cette première analyse, nous avons apporté quelques ajustements à la grille, aboutissant à une seconde version. Après l'avoir appliquée sur le même échantillon, nous avons considéré cette version comme définitive. Nous avons cependant été amenée à apporter des modifications supplémentaires au cours de son application sur l'intégralité du corpus. En effet, nous avons pris conscience qu'il n'est pas toujours aisé de juger de la pertinence et du bon fonctionnement de certaines catégories sur la base d'un échantillon. Ainsi, il est parfois préférable d'élaborer certaines catégories de manière inductive, au fur et à mesure des analyses.

À l'instar des modèles de Shchinova (2025) et Turneer (2025), la version finale de la grille mise en place pour l'étude de notre MCSP (reprise en annexe 3) se divise en quatre sections : « informations contextuelles », « occurrences », « objet » et « effet ». Chacune de ces sections correspond à une colonne spécifique sur Excel et permet de répondre à l'une des sous-questions précédemment exposées.

2.2.1. Section 1 : « informations contextuelles »

Afin de répondre à la question « qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ? », nous nous servons de la section « informations contextuelles », qui regroupe les informations liées au contexte général de l'occurrence (tableau 3). Cela nous permet de comprendre qui parle, depuis quelle position, pour parler de quoi, ou encore dans quelle arène (journalistique ou politique).

Section	Colonne	Question/précision	Options
Informations contextuelles	Numéro occurrence	/.	/.
	Source	/.	/.
	Date	/.	/.
	Discours rapporté	L'usage d'*idéologie* est-il rapporté (direct [Verbatim] ; indirect [DR]) ou non ?	Non ; Verbatim ; DR
	Locuteur	Qui est l'auteur de l'utilisation d'*idéologie* ?	/.
	Type de locuteur	Quel type de locuteur est à l'origine de cet usage ?	Politicien ; Journaliste ; Expert ; Représentant ; Autre
	Propriétés locuteur	Quelles sont les caractéristiques du locuteur (ex. Positionnement politique) ?	A définir de manière inductive
	Contexte	Quel est le contexte du message ?	/.
	Thème	Quel est la thématique du message dans son ensemble ?	A définir de manière inductive

Tableau 3. Tableau de la grille d'analyse du MCSP *idéologie* : section (1) « informations contextuelles ».

2.2.1.1. Type de discours

Trois options composent la colonne « discours rapporté » : « DR » (discours rapporté), « verbatim » et « non » (lorsque le discours n'est pas rapporté). La distinction entre « DR » (discours rapporté indirect) et « verbatim » (citation) sert à distinguer des cas tels que (19), DR (par ailleurs, le seul cas de discours rapporté indirect dans notre corpus), et (20), verbatim :

Exemple 19 : La motivation derrière ces mesures n'est pas idéologique, assure la libérale, " sinon, on aurait juste relevé les seuils de réussite sans proposer d'accompagnement ".

Exemple 20 : La carte blanche affirme également que " la FJA qualifie la lutte contre les pesticides d'idéologique, et le clame à coups de tracteurs dans les rues ".

Dans l'exemple (19), la reprise par la journaliste du terme utilisé par Valérie Glatigny doit, selon nous, retenir l'attention. Dans la mesure où la journaliste n'est pas tenue de reproduire fidèlement les propos de la locutrice, cette reprise démontre forcément le poids argumentatif

qui réside dans ce terme. Nous notons toutefois que la distinction entre DR et discours direct peut, dans certains cas, être ambiguë :

Exemple 21 : J'ai bien écouté votre propos liminaire, madame la ministre. Il était assez fidèle à ce que j'attendais – il est vrai que je n'y suis pas allé avec le dos de la cuillère. **Vous nous accusez** de réduire les troubles mentaux des jeunes à une cause unique, de désigner un coupable commode, de faire de l'idéologie et de la politique. Oui, je cible Parcoursup, parce que c'est le grand absent parmi les multiples facteurs que vous avez listés.

De prime abord, nous aurions tendance à considérer cette occurrence comme un cas de discours rapporté (DR). Nous pourrions en effet penser que le locuteur (Louis Boyard) reprend de manière ironique les propos de son adversaire (Stéphanie Rist) pour ensuite défendre sa position. Cependant, une lecture approfondie du contexte d'énonciation dans son ensemble nous a permis de comprendre que Stéphanie Rist n'a jamais tenu de tels propos et qu'il s'agit d'une interprétation, voire d'une déformation, émise par Louis Boyard. Nous rangeons dès lors cette occurrence dans la catégorie « non » (discours direct).

À l'instar de Turneer (2025), nous choisissons, pour le discours rapporté indirect, de ne pas faire la distinction, présente chez Shchinova (2025), entre « locuteur » et « auteur »[55]. Nous décidons dès lors de désigner comme locuteur la personne à l'origine de l'usage du mot (dans l'exemple (19), Valérie Glatigny). En ce qui concerne l'analyse de cette occurrence, nous décidons de l'analyser depuis le point de vue du locuteur (tel que nous venons de le définir ci-dessus). Si cette option peut s'avérer réductrice, elle offre l'avantage de retranscrire la fonction originale du mot. Dans la mesure où nous avons pour objectif d'identifier la fonction et l'effet du MCSP, il nous semble que cette option est la plus à même de répondre à nos questions.

2.2.1.2. Type de locuteur et propriétés

La colonne « type de locuteur », utilisée chez Shchinova, Rondiat et Turneer, permet de regrouper les locuteurs en fonction de leur appartenance à une arène particulière, notamment politique et journalistique. Elle nous permet de répondre en partie à la question « qui se sert d'*idéologie* ? ».

[55] Nous rappelons la distinction : le locuteur est la personne qui signe le texte ou le message où figure l'occurrence (autrement dit, celui qui a prononcé ou écrit le MCSP) ; l'auteur est la personne à l'origine de l'usage du mot (Turneer, 2025 : 53).

Étant donné le nombre relativement faible d'occurrences du MCSP relevées dans le corpus de presse, nous avons choisi de ne pas nous limiter aux locuteurs de type « politicien » et « journaliste », mais de prendre également en compte les occurrences produites par d'autres types de locuteurs actifs dans l'arène médiatique. Compte tenu de leur nombre, selon nous, assez important, nous considérons deux nouvelles catégories : les locuteurs de type « experts » (politologues, économistes, scientifiques, etc.) et les locuteurs de type « représentants » (il s'agit principalement de membres de syndicats ou de porte-paroles d'associations). Ce choix se justifie par l'hypothèse que ces différents groupes de locuteurs, de par leur positionnement institutionnel ou le rapport à la neutralité que l'on pourrait en attendre (nous pensons notamment aux « experts » desquels nous pourrions nous attendre à davantage de neutralité que des politiciens), sont susceptibles de faire un usage différent du MCSP. Nous conservons finalement une étiquette « autre », qui regroupe des catégories plus disparates de locuteurs (citoyens, professeurs, etc.).

Cette analyse est complétée par la colonne « propriétés du locuteur ». Si la distinction entre les différents types de locuteurs constitue une première étape vers la compréhension du sens construit par le mot, l'identification de propriétés spécifiques devrait nous permettre de mieux saisir la fonction du mot. Dans cette perspective, deux approches étaient envisageables : nous pouvions, d'une part, choisir des options préétablies et les appliquer aux données (par exemple, en distinguant, pour les politiciens, la gauche de la droite) ; d'autre part, nous pouvions adopter une démarche inductive. En raison de notre volonté de comparer les données parlementaires entre l'espace politique belge et l'espace politique français, nous avons privilégié la première approche, que nous avons appliquée de manière systématique à toutes les personnalités politiques de notre corpus. N'ayant pas d'hypothèse assez forte concernant les autres types de locuteurs, nous avons choisi de travailler de manière inductive pour les occurrences restantes. Ces catégories ne pourront donc être élaborées qu'après une analyse complète du corpus et seulement si les données font apparaitre des tendances suffisamment pertinentes pour les regrouper.

2.2.1.3. Thème et contexte

La colonne « thème », présente chez Shchinova (2025) et Rondiat (2025), puis reprise par Turneer (2025), vise à identifier la thématique générale du message pris dans son ensemble, ce qui nous permettra de mieux saisir le contexte de l'occurrence du terme. La catégorie

« contexte » permet de décrire brièvement les circonstances dans lesquelles apparaissent les occurrences étudiées.

2.2.2. Section 2 : « occurrence »

Pour répondre à la question « de quelle manière sur le plan formel et avec quel sens ? », nous nous appuyons sur la section « occurrence » de notre grille qui rassemble les informations spécifiques à l'occurrence du MCSP. Le tableau 4 en expose les différentes catégories :

Section	Colonne	Question/précision	Options
Occurrence	Texte Occurrence	Cotexte jugé suffisant pour comprendre l'occurrence	/.
	Type de cas	A quelle catégorie d'usage MCSP appartient l'occurrence ?	Prototypique ; non prototypique ; cas limite
	Forme	/.	/.
	Catégorie gram.	/.	Nom ; adjectif
	Valeur	/.	Positive ; négative
	Terme associé	Y a-t-il un ou plusieurs termes associés au mot *idéologie* dans l'énoncé ?	/.
	Rôle syntaxique du MC	Quel est le rôle syntaxique du MC par rapport au TA ?	Déterminé ; déterminant (positif ou négatif) ; déterminant indirect (positif ou négatif) ; listé par coordination (inclusive ou exclusive)
	Terme en contraste	Y a-t-il un ou plusieurs termes opposés au mot *idéologie* dans l'énoncé ?	/.
	Propriétés sémantiques MC	Quelles sont les propriétés/récurrences/caractéristiques associées au MCSP ? Quel sens revêt le mot *idéologie* dans l'énoncé ?	A définir de manière inductive

Tableau 4. Tableau de la grille d'analyse du MCSP *idéologie* : section (2) « occurrence ».

2.2.2.1. Type de cas

Dans la mesure où nous avons identifié précédemment trois types d'emploi du MCSP *idéologie* (prototypique, non prototypique, cas limite), nous avons ajouté une colonne « type de cas » nous permettant d'indiquer à quelle catégorie appartient chaque occurrence. Nous pensons que le MCSP pourrait présenter des différences (type de locuteur, fonction, effets, etc.) selon qu'il appartient à une catégorie plutôt qu'une autre. Par conséquent, nous tiendrons compte de cette spécificité dans nos analyses afin de voir si des tendances pertinentes s'en dégagent.

2.2.2.2. Plan formel

Les colonnes « forme » et « catégorie grammaticale » visent à déterminer la forme courante du MCSP dans l'usage et, éventuellement, à tirer de premières conclusions sur le sens si cela

s'avère pertinent. Nous notons que, si notre corpus global (occurrences incluses et exclues) comprenait des occurrences de la forme adverbiale « idéologiquement », celle-ci n'est pas reprise dans la grille d'analyse. En effet, le processus de sélection des occurrences MCSP nous a amenée à constater que la forme adverbiale ne rentrait jamais dans les critères.

2.2.2.3. Valeur

La colonne « valeur », que nous reprenons à Shchinova (2025), est pertinente pour notre MCSP, étant donné que, même si elles s'avèrent extrêmement rares, les occurrences d'*idéologie* peuvent avoir une charge positive. Par exemple, dans (22), l'on déplore le fait que Trump n'a pas d'idéologie. Nous pouvons dès lors considérer que, dans ce contexte, le fait d'avoir est ce qui rend légitime. Le terme acquiert ainsi une charge positive.

Exemple 22 : Voilà un homme qui se délecte en tirant des missiles sur le gaz et le pétrole iraniens, casse dans la foulée le modèle économique de ces pays du Golfe qui l'ont personnellement tant enrichi. Un homme sans idéologie, sans principe, sans ligne directrice, qui « gouverne » le monde, un joystick dans une main, un index sur son smartphone et Netanyahou dans l'oreillette.

2.2.2.4. Terme associé et rôle syntaxique du MCSP

La colonne « terme associé », que nous reprenons à nos trois modèles, permet de répondre à la question du sens du mot. Comme le rappelle Turneer (2025 : 55), Stubbs précise que les colocations du MC sont révélatrices de leurs « connotations culturelles ». Cette catégorie permet d'étudier plus précisément le cotexte du mot *idéologie,* soit les termes qui le précèdent ou le suivent. Nous ajoutons à cela la colonne « rôle syntaxique du MCSP ». Il s'agit d'un équivalent de la colonne « type de terme associé », présente chez Rondiat (2025) et Turneer (2025), mais qui identifie la relation syntaxique entre le MC et le terme associé du point de vue du MC, c'est-à-dire en déterminant le rôle que joue *idéologie* par rapport au terme qu'il accompagne. Cette colonne a pour objectif d'éclairer cette relation et, par conséquent, de repérer des régularités dans la construction sémantique du terme. Pour cette colonne, nous retenons les catégories suivantes[56], que nous accompagnons de quelques exemples[57] :

[56] Cette classification nous a été suggérée par Monsieur Philippe Hambye, notre promoteur, et par Madame Erin Turneer, doctorante à l'UCLouvain.
[57] En gras, le terme associé.

1) Déterminé : lorsque le MCSP est déterminé par le terme associé.

- Le MCSP est tête de syntagme nominal lorsqu'il est qualifié par le terme associé : « l'idéologie **de gauche** », « les idéologies **haineuses** », « il est **très** idéologique » ;
- Dérivation : « idéologi-sé »*[58], « idéologi-sation »*, « dés-idéologi-ser »*.

2) Déterminant : lorsque le MCSP qualifie le terme associé. Il en existe de plusieurs types (pour chacun d'entre eux, nous accompagnons le déterminant de la mention « positif » ou « négatif », en fonction de si *idéologie* qualifie positivement ou négativement le terme associé).

- Le MCSP est complément :
  - Complément prépositionnel : lorsque le MCSP est accompagné d'une préposition exclusive (*sans*) ou inclusive (*avec*) : « un homme **sans** idéologie », « agir avec idéologie »* ;
  - Épithète : « ses **desseins** idéologiques », « une **approche** pragmatique et non idéologique » ;
  - Attribut du sujet : « ses **réformes** sont idéologiques », « **être LGBTQI** n'est pas une idéologie » ;
  - Complément du nom : « les **défenseurs** de l'idéologie »*, « les **ravages** de l'idéologie »* ;
  - Complément du verbe : « vous **faites** de l'idéologie », « Trump **exécute** une idéologie ».

- Le MCSP est déterminant indirect (négatif) : lorsque le MCSP qualifie indirectement le terme associé ; nous ajoutons l'adjectif « négatif » lorsque le MCSP qualifie le terme associé de façon négative. Le caractère indirect comprend les contextes suivants :
  - (Ne pas) devoir + verbe d'état + MCSP (nom ou adjectif) : « **la réforme** ne doit pas être idéologique »* ;
  - (Devoir) + être / [autre verbe] + préposition + MCSP : le pays « **cède** peu à peu **aux** idéologies » ;
  - *Ne pas avoir de* + MCSP ;
  - ***Il** ne faut pas avoir de* + MCSP ;

[58] Les exemples marqués d'une astérisques sont des exemples hypothétiques (car non présents dans notre corpus d'analyse).

- ***Il** ne doit pas y avoir de* + MCSP ;
- ***Il** n'y a pas de* + MCSP.

3) Listé par coordination (inclusive ou exclusive) : lorsque le MCSP est coordonné positivement (« votre vision complètement **dogmatique et** idéologique ») ou négativement (« ce n'est **ni spectaculaire ni** idéologique ») au terme associé.

2.2.2.5. Terme en contraste

La colonne « terme en contraste », que nous reprenons au modèle de Rondiat (2025), nous permet de mieux cerner le sens que prend le MCSP dans le contexte particulier de chaque occurrence, puisqu'il nous indique ce à quoi s'oppose l'idéologie.

Exemple 23 : Quoi qu'il en soit, c'est normal que la construction de nouvelles capacités nucléaires coûte plus cher que la prolongation d'anciennes. Prolonger des unités existantes, c'est un no-brainer (NdlR : une décision évidente). Elles ont été arrêtées pour des raisons idéologiques et non **scientifiques**.[59]

Nous nous contentons, dans un premier temps, de lister les différents termes en contraste afin de voir si des tendances qui pourraient nous offrir des indices quant aux sens du MCSP se dégagent. Nous tentons ensuite, de manière inductive, de les rassembler en de plus larges catégories en fonction de leurs traits sémantiques communs.

2.2.2.6. Propriétés sémantiques du MCSP

Cette colonne nous permet de répondre à la question du sens associé au MCSP de manière plus approfondie, bien que plus interprétative que les termes associés (désormais TA) et les termes en contraste (désormais TC). Pour déterminer les propriétés sémantiques du MC, nous appuierons en partie sur les TA et les TC, mais aussi sur les Objets/Sujets (catégorie que nous présentons plus loin). Cette colonne permet également de prendre en compte d'autres éléments du cotexte ou, éventuellement, du contexte. Par exemple, dans (24), nous identifions le sème « excessif, radical » : l'adverbe « trop » laisse entendre que Jacqueline Galant possède un excès d'idéologie. Le sème est donc tiré du TA (le MCSP est déterminé par le TA « trop »). Dans l'exemple (25), on relève le sème « dogmatique, fermé à la discussion », tiré du cotexte général de l'occurrence : l*'idéologie* apparait comme un frein au dialogue et à l'échange. Enfin, dans

[59] En gras, le terme en contraste.

l'exemple (26), nous identifions le sème « radical, extrême ». Si nous pouvons nous appuyer sur quelques éléments du cotexte (la « galaxie Trump » ; « contestation du wokisme »), c'est surtout grâce à notre connaissance du sujet (Cyril Hanouna) et de ses activités (par exemple, les polémiques concernant l'émission télé *TPMP*) que nous pouvons déduire le sens que prend le MCSP.

Exemple 24 : Alors, **trop** idéologique, Jacqueline Galant ? Oui, et c'est complètement assumé dans son clan.

Exemple 25 : "**Il est très difficile d'avoir un dialogue** avec ce gouvernement. De l'autre côté de la table, on tient des propos idéologiques, ce qui **complique la concertation**", affirme encore Johan Lippens.

Exemple 26 : Puis, "Cyril Hanouna a bénéficié d'un air du temps", ajoute-t-il. "Sous des dehors de modernité, et c'est par-là qu'on rejoint la galaxie Trump, Cyril Hanouna porte en lui ce virilisme, cette contestation du wokisme. C'est un personnage idéologique adapté à la période à laquelle nous vivons."

Nous construirons cette catégorie de manière inductive : nous associerons d'abord un ou plusieurs sèmes (unité de sens) à chaque occurrence, avant de les rassembler dans des catégories plus générales. Cette colonne a ainsi pour objectif de nous aider à mieux comprendre la manière dont certains discours construisent le sens du MCSP.

2.2.3. Section 3 : « Objet & Sujet »

La section « Objet & Sujet » permet de répondre à la question « pour catégoriser quoi – ou qui – comme étant ou n'étant pas idéologique ? ». Elle contient les réalités associées à l'idéologie. Le tableau 5 illustre les catégories reprises :

Section	Colonne	Question/précision	Options
Objet (quoi ?) & Sujet (Qui ?)	Objet	Quelle réalité particulière est qualifiée (ou est associée) de MCSP ?	/.
	Propriétés Objet	Quelles sont les propriétés associées à l'Objet ? Quel type de réalité représente l'Objet ? A quel sujet ?	A définir de manière inductive.
	Objet'	Quelle réalité particulière est associée au MCSP ? (association indirecte)	/.
	Propriétés Objet'	Quelles sont les propriétés associées à l'Objet ?	A définir de manière inductive.
	Sujet	Qui a ou n'a pas d'idéologie/est ou n'est pas idéologique ?	/.
	Type de Sujet	/.	Individu ; Groupe défini ; Institution ; Autre.
	Propriétés Sujet	Quelles sont les propriétés, récurrences ou caractéristiques associées au Sujet ?	A définir de manière inductive.
	Sujet'	Qui est associé ou non à l'idéologie ? (association indirecte)	/.
	Type de Sujet'	/.	Individu ; Groupe défini ; Institution ; Autre.
	Propriétés Sujet'	Quelles sont les propriétés, récurrences ou caractéristiques associées au Sujet' ?	A définir de manière inductive.

Tableau 5. Tableau de la grille d'analyse du MCSP *idéologie* : section (3) « Objet et Sujet ».

2.2.3.1. Objet et propriétés Objet

Présente chez tous nos modèles, la colonne « Objet » semble indispensable dans l'analyse des MCSP, puisque ceux-ci catégorisent un Objet/Sujet particulier. Cette colonne a pour but d'identifier quelle réalité particulière est associée à l'idéologie ou dissociée de celle-ci. Dans l'exemple (27), l'Objet est « les desseins » de Bolloré, puisque c'est ce qui est qualifié d'idéologique.

Exemple 27 : « C'est une très bonne question », répond Pascal Bruckner. « Bolloré tue Grasset, mais son intérêt n'est pas l'avenir de l'édition, ni de la littérature : c'est d'avoir un groupe entièrement asservi à ses **desseins** idéologiques, qu'il pourra contrôler et dans lequel personne ne va bouger. »

L'Objet est parfois moins direct, comme dans l'exemple (15)[60]. L'objet syntaxique de l'idéologie est le « projet ». Néanmoins le référent est bien l'AfricaMuseum et c'est ce dernier que notons comme Objet de l'idéologie.

[60] **L'AfricaMuseum** doit continuer de se concentrer sur ses missions fondamentales: la recherche scientifique, la conservation du patrimoine, le partage des connaissances et le dialogue avec le public. Il s'agit d'un établissement scientifique multidisciplinaire et non d'un projet purement idéologique. Le musée doit alimenter le débat public par la connaissance et la science dans un cadre serein et pluraliste, dans le respect de la liberté de la recherche.

Une fois l'Objet de chaque occurrence identifié, nous tenterons de les regrouper dans des catégories d'Objets plus générales, que nous construirons inductivement dans une colonne « propriétés Objet ». Celle-ci devrait nous permettre d'identifier des tendances concernant le type de réalités particulières associées à l'idéologie (acte, mesure, objet de discours, etc.) ainsi que le thème de celles-ci (économie, climat, agriculture, etc.).

2.2.3.2. Sujet, type de Sujet et propriétés Sujet

Nous séparons la colonne « Objet » d'une colonne « Sujet » nous permettant d'identifier si un acteur social quelconque est associé ou dissocié de l'idéologie. Elle nous permet donc de répondre à la question « qui a ou n'a pas d'idéologie ? » (ce qui peut comprendre les formes « être idéologique », « faire de l'idéologie » ou encore « agir avec idéologie »). À l'instar de la colonne « type de locuteur », nous accompagnons la colonne « type de Sujet » d'une colonne « propriétés Sujet », que nous complétons de manière inductive, dans le but de saisir le type de personnalité particulière qui s'oppose ou est associé au MCSP.

2.2.3.3. Objet' et Sujet'

Nous prévoyons une colonne « Objet' » et une colonne « Sujet' ». Elles ont pour but d'identifier des réalités qui sont soit associées de manière moins directe à l'idéologie que les Objets/Sujets directs, soit associées au premier Objet/Sujet et, par conséquent, à l'idéologie. Elles permettent de distinguer les Sujets directs des Sujets que nous dirons « indirects », comme dans l'exemple suivant :

Exemple 28 : Nos éleveurs balayés d'un revers de main au profit de l'import espagnol. Une belle démonstration de la part de ces escrologistes. […]. Des écologistes qui vilipendent nos éleveurs le matin, culpabilisent les consommateurs de viande le midi, et sabotent le made in France le soir. Voilà les alliés qu'ils sont pour nos agriculteurs ! Pendant que nos paysans se lèvent à 4 heures du matin pour nourrir la France, eux préfèrent nourrir leur idéologie. Leur hypocrisie n'a d'égal que leur mépris pour ceux qui font vivre nos territoires et incarnent un savoir-faire que nous, nous nous engageons à défendre.

Nous pouvons ici identifier le Sujet direct « eux » (qui fait référence aux écologistes) et un Sujet indirect, « nous » (qui fait référence à Gérald Darmanin et à la droite), qui s'y oppose et se place par conséquent comme n'ayant pas d'idéologie. Cette colonne nous permet donc de

prendre en compte l'ensemble des acteurs impliqués dans le débat en cours. Nous prévoyons également une colonne « Objet'' » et « Sujet'' », car il est possible que deux Objets ou Sujets soient mentionnés en plus du premier.

2.2.4. Section 4 : « effets »

Pour comprendre quel est l'enjeu sociopolitique et quel est l'effet derrière l'emploi du MCSP, nous nous appuierons sur l'analyse de la section « effets ». Dans la mesure où elle tente de modéliser la « force persuasive » du MCSP (Rigotti et Rocci, 2005, cités par Turneer, 2025 : 60), l'analyse des effets, présente chez tous nos modèles, semble être l'un des points les plus importants de l'étude des MC.

Dans les études prises comme modèles, l'analyse des effets repose notamment sur une reconstruction détaillée des schémas argumentatifs (prémisses et conclusions) de chaque occurrence. Cette méthode peut s'avérer très pertinente, en particulier pour les MCSP dont la connotation politique n'est pas explicite, car elle favorise une étude approfondie et permet de prendre en compte toutes les implicatures de l'argumentation. Après discussion avec notre promoteur, nous avons cependant décidé de ne pas procéder à une telle analyse. D'une part, la connotation politique de notre MCSP semble indiscutable, ce qui peut rendre l'identification des effets plus évidente. D'autre part, il nous semble possible de parvenir à une analyse suffisamment détaillée du rôle endossé par *idéologie* dans le discours sans passer par une telle méthode. Nous avons toutefois conscience du risque que notre analyse, plus directe, ne permette pas de faire apparaitre certaines nuances et subtilités de l'emploi du MCSP. Nous choisissons, en toute conscience, de nous concentrer sur les effets que nous pouvons attribuer directement à l'emploi du MCSP lui-même, c'est-à-dire à l'opération de catégorisation et d'évaluation opérée par le terme *idéologie.* En effet, comme le notent Hambye *et al.* (2025 : 9), en raison de « leur forte charge évaluative, souvent polarisée », les MCSP ont souvent une fonction de catégorisation et d'évaluation. Leur emploi permet d'inscrire des *réalités* dans une « catégorie positivement ou négativement évaluée, et peut ainsi leur conférer de la légitimité – ou, au contraire, les en priver »[61]. Autrement dit, en raison de la charge évaluative indiscutable propre au MCSP *idéologie* et de son association presque inévitable à des réalités particulières (Objet ou Sujet), il résulte de l'emploi du terme un effet général de (dé)légitimation de ces réalités.

[61] « […] because of their strong and often polarized evaluative meaning, using a given keyword […] can be sociopolitically important, since it includes [certain] realities in a positively or negatively evaluated category and hence can confer them legitimacy – or deprive them of it ».

Idéologie ayant une charge principalement négative, nous pouvons ainsi dire qu'associer un Objet ou un Sujet à l'idéologie revient à construire celui-ci comme relevant d'une démarche, d'une position ou d'une pratique disqualifiée. À l'inverse, le fait de présenter une réalité comme « non idéologique » peut contribuer à la construire comme plus légitime.

L'analyse empirique vise ainsi à préciser les modalités de cette opération. L'objectif est, dans un premier temps, de déterminer sur quels types de réalités (humaines ou non humaines) porte cette catégorisation. Nous examinerons dès lors si le MCSP vise directement des individus ou des groupes (définis ou non), ou s'il porte plutôt sur des actions, des décisions, des mesures ou des positions à travers lesquelles certains acteurs sont indirectement évalués. Nous tenterons ensuite de formaliser ces effets sous la forme de schémas prototypiques. Enfin, nous chercherons à savoir si des différences notables apparaissent entre nos trois espaces de communication : presse belge, Parlement belge et Parlement français.

Ceci montre bien que tous les MCSP ne peuvent et ne doivent pas être abordés de la même manière. Il est nécessaire d'adapter l'approche au MC spécifique étudié. Cela nous a par ailleurs fait réaliser qu'une telle grille d'analyse doit faire l'objet d'une réflexion approfondie. Il convient de tester chacune de ces catégories pour en évaluer la pertinence. Bien qu'appliquer la grille à un échantillon test nous ait permis de fixer certaines catégories et leur fonction, il a parfois été nécessaire de l'adapter en cours de route. Nous avons donc pris conscience qu'une telle démarche méthodologique se doit d'être suffisamment souple pour laisser la place aux adaptations, aux modifications ou aux ajouts susceptibles de se révéler nécessaires une fois l'analyse lancée.

Chapitre trois : analyse du fonctionnement du MCSP *idéologie*

Ce chapitre est consacré à l'exposé des résultats obtenus et à la discussion de ces derniers. Les résultats sont décrits selon les sections de notre grille, ce qui nous permet d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes, soulevées précédemment :

- Qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ?
- De quelle manière sur le plan formel et avec quel sens ?
- Pour catégoriser quoi – ou qui – comme étant ou n'étant pas idéologique ?
- Avec quel enjeu sociopolitique et quel effet ?

Dans un second temps, nous discuterons ces résultats à la lumière de la littérature existante.

1. Qui se sert d'*idéologie* dans quel contexte ?

La section « informations contextuelles » a pour but de répondre à cette question et nous permet d'amener des informations concernant les sous-points suivants : l'arène, le locuteur et le thème de l'occurrence.

1.1. L'arène

À la suite de notre processus de sélection, nous avons retenu 40 occurrences MCSP dans chacun des trois espaces de communication étudiés (presse belge, Parlement belge et Parlement français), soit un total de 120 occurrences. Pour atteindre le seuil de 40 occurrences par arène, nous avons dû consulter 414 occurrences pour la presse belge, 181 occurrences pour le Parlement belge et 93 occurrences pour le Parlement français, soit un total de 688 occurrences. Le corpus se distribue dès lors comme suit entre les trois arènes étudiées :

Espace de communication	Effectif	Taux de sélection
Presse belge	40	40/414 = 9,66%
Parlement belge	40	40/181 = 22,09 %
Parlement français	40	40/93 = 43,01%
Total	120	120/688 = 17,44%

Tableau 6. Effectifs et pourcentages des occurrences MCSP par espace de communication.

On constate, à partir du tableau 6, que les occurrences du mot *idéologie* correspondant à un usage de MCSP s'élèvent à environ 10 % dans la presse contre 22 % au Parlement belge et 43 % au Parlement français. Dans l'absolu, ces chiffres ne sont pas complètement comparables, étant donné que les occurrences n'ont pas été récoltées sur des périodes égales : les occurrences de la presse et les données parlementaires belges ont été récoltées entre 2025 et 2026, tandis que les données parlementaires françaises n'ont été récoltées que sur quelques semaines. Concernant les données belges (médiatiques comme politiques), nous relevons néanmoins que, si la presse semble recourir plus fréquemment au terme *idéologie* (414 occurrences contre 181), l'arène politique y recourt plus souvent comme MCSP. Nous notons également que l'arène politique française semble faire plus souvent appel à ce mot comme MCSP que ne le font les arènes belges. Pour savoir si ces différences – entre la presse belge et le Parlement belge d'une part ; entre le Parlement belge et le Parlement français d'autre part – sont significatives, nous procédons au test du chi-carré d'indépendance, adapté à des variables qualitatives : on note l'espace de communication comme variable dépendante qualitative et l'usage du mot *idéologie* comme facteur de nature qualitative nominale (MCSP ou non). Ce test permet de vérifier si la distribution des fréquences de l'emploi du mot dans un sens MCSP est indépendante de l'espace de communication. Nous analysons l'écart entre la presse belge et le Parlement belge à partir de la table de contingence suivante :

	Usage MCSP	Usage non MCSP	**Total**
Presse belge	40	374	**414**
Parlement belge	40	141	**181**
Total	**80**	**515**	**595**

Tableau 7. Table de contingence : usage d'*idéologie* en tant que MCSP et espaces de communication belges.

Le test indique que la différence d'usage est hautement significative ($p < 0{,}001$). On rejette donc l'hypothèse nulle d'indépendance : le Parlement belge utilise significativement plus tabou en tant que MCSP que la presse belge. Le même test appliqué aux données parlementaires belges et françaises révèle que le Parlement français utilise significativement plus le MCSP que le Parlement belge. Le tableau 8 présente la table de contingence utilisée :

	Usage MCSP	Usage non MCSP	**Total**
Parlement belge	40	141	**181**
Parlement français	40	53	**93**
Total	**80**	**194**	**274**

Tableau 8. Table de contingence : usage d'*idéologie* en tant que MCSP et espaces de communication parlementaires.

1.2. Répartition des données : cas prototypiques, non prototypiques et limites

Comme nous l'avons exposé dans notre méthodologie, nous avons identifié trois types de cas parmi les occurrences MCSP en fonction de la source de la charge évaluative portée par le mot *idéologie.* Nous avons ainsi distingué les cas prototypiques, dans lesquels le terme porte en tant que tel une chargé évaluative, des cas non prototypiques, dans lesquels cette charge est conférée au terme par son environnement sémantique ou son contexte d'énonciation plutôt que par le terme en lui-même. Une troisième catégorie, les cas limites, rassemble les occurrences pour lesquelles il est difficile d'établir avec certitude si le terme porte une charge évaluative, y compris en tenant compte du contexte, mais qui ne semblent pas non plus relever d'un usage pleinement neutre. Les données se répartissent comme suit :

Type de cas	Effectif	Pourcentage
Prototypique	75	62,50%
Non prototypique	42	35,00%
Cas limite	3	2,50%
Total	**120**	**100,0%**

Tableau 9. Répartition des occurrences selon le type de cas.

Nous notons que les cas prototypiques sont les cas les plus fréquents (62 %). Dès lors, nous nous sommes demandé si ce schéma se reproduisait dans chacune des arènes :

Type de cas	Presse belge	Pourcentage	Parlement belge	Pourcentage	Parlement français	Pourcentage
Prototypique	21	52,50%	24	60,00%	30	75,00%
Non prototypique	18	45,00%	14	35,00%	10	25,00%
Cas limite	1	2,50%	2	5,00%		0,00%
Total	**40**	**100,00%**	**40**	**100,00%**	**40**	**100,00%**

Tableau 10. Répartition des occurrences selon le type de cas et selon l'arène.

Nous constatons que la répartition des occurrences au sein de chaque espace de communication pris séparément ne reproduit pas exactement la tendance générale que nous venons d'exposer. Dans la presse, les occurrences se répartissent de manière à peu près égale entre cas prototypiques (21) et non prototypiques (18). Dans les arènes politiques, en revanche, la répartition rejoint celle observée à l'échelle du corpus dans son ensemble, avec une nette majorité de cas prototypiques. Cela nous permet par ailleurs de confirmer que les usages prototypiques sont plus clairement évaluatifs, et donc plus politiques, que les usages non prototypiques. Par conséquent, il est normal qu'ils soient moins fréquents dans les médias, étant donné qu'on y retrouve des données produites par des locuteurs plus divers.

Nous précisons que la difficulté à statuer, pour les cas limites, de la présence ou l'absence d'une charge évaluative nous conduit à les traiter à part dans la suite de l'analyse. Écarter d'emblée ces cas de notre corpus, sans même les avoir identifiés ou comptabilisés comme nous venons de le faire, aurait consisté à ignorer consciemment une part des usages du terme *idéologie* pourtant susceptible de prétendre au statut de MCSP et de nous apporter certains éléments de réponse. Néanmoins, les intégrer à l'analyse au même titre que les cas prototypiques et non prototypiques poserait un autre problème : dans la mesure où leur classification est incertaine, les inclure risquerait de brouiller les résultats obtenus pour les deux catégories dont la charge évaluative est plus clairement identifiable. Pour cette raison, nous choisissons d'exclure les cas limites de l'analyse principale. Celle-ci portera dès lors sur un corpus réduit à 117 occurrences (39 pour la presse belge, 38 pour le Parlement belge et 40 pour le Parlement français).

1.3. Le locuteur

88 occurrences, soit 75 % des données du corpus, ont été produites par des personnalités politiques (contre environ 6 % par des journalistes, 6 % par ce que nous avons désigné comme des « représentants », 5 % par des experts et 8 % par des locuteurs classés « autres). Cet écart s'explique par la présence, dans la presse, d'un discours rapporté nettement plus fréquent qu'au sein des débats parlementaires. Alors que l'intégralité des occurrences relevées au Parlement – belge comme français – a été produite par des politiciens, les types de locuteurs identifiés dans le corpus de presse sont plus variés :

	Type de discours			
Type de locuteur	DR	DD	Verbatim	total
Politique	1	3	6	10
Journaliste		7		7
Expert		3	3	6
Représentant		2	5	7
Autre		6	3	9
Total (presse)	**1**	**21**	**17**	**39**

Tableau 11. Répartition des occurrences selon le type de discours (rapporté ; verbatim ; direct) et le type de locuteur dans la presse.

Le tableau 11 montre qu'un quart des occurrences (dont 7 en verbatim et en discours rapporté ; 3 dans des articles de type « entretien ») tirées de la presse sont en réalités produites par des personnalités politiques. On constate par conséquent que l'utilisation du MCSP *idéologie* est plus élevée chez les politiciens que chez les journalistes et autres. Nous notons par ailleurs que, parmi les occurrences presses produites par des personnalités politiques, plus de la

moitié (6/10) sont des cas prototypiques, ce qui confirme à nouveau le caractère plus clairement évaluatif et politique de ces cas.

Nous avons ensuite regroupé les personnalités politiques – dans la colonne « propriétés des locuteurs » – par positionnement politique (droite ; gauche ; parti). Pour ce faire, nous nous appuyons, en ce qui concerne les données françaises, sur la circulaire du ministère de l'Intérieur (Laurent Nuñez) relative à l'attribution des nuances politiques aux candidats aux élections municipales, communautaires, métropolitaines de Lyon et d'arrondissements de 2026 (publiée sur Légifrance)[62]. Deux partis présents dans notre corpus ne figurent toutefois pas dans cette circulaire : L'Après et Identité-Liberté (IDL). Leur positionnement a dès lors été établi à partir des informations publiées par les partis eux-mêmes, complétées par les données disponibles sur internet. Sur cette base, nous avons classé L'Après[63] parmi les partis de gauche, tandis que nous avons placé IDL[64] à l'extrême droite.

En Belgique, il n'existe pas de nomenclature officielle comparable à la circulaire du ministère de l'Intérieur français permettant d'attribuer de manière systématique une nuance politique à chaque parti. Le classement que nous proposons repose dès lors sur une synthèse de plusieurs sources : les informations publiées par les partis eux-mêmes ; les données reprises dans des ressources documentaires telles que Wikipédia ; ainsi que les informations relatives à la politique belge publiées par PolitPro[65], une plateforme européenne spécialisée dans le suivi des partis politiques, des tendances électorales et des sondages d'opinion.

Nous ajoutons dès lors que ces classements demeurent discutables. Nous notons par exemple que de nombreux politistes préfèrent parler de LFI comme d'un parti de « gauche radicale », mais nous choisissons de suivre la circulaire de Laurent Nuñez qui le place à l'extrême gauche. Nous proposons donc les répartitions suivantes en sachant que d'autres classement seraient envisageables et défendables.

Dans la perspective de comparer les données parlementaires belges et françaises, nous avons écarté deux occurrences issues du corpus de presse : l'une produite par un homme politique allemand (Sigfried Lorek) et l'autre par un politicien américain (Bill White). Le corpus retenu pour ce point d'analyse comprend ainsi 86 occurrences.

---

[62] Ministre de l'Intérieur (2026, 2 février). Circulaire relative à l'attribution des nuances aux candidats aux élections municipales, communautaires et métropolitaines de 2026 (Circulaire NOR : INTP2602966C) [Circulaire]. Legifrance. https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45645/CIRC.
[63] L'Après (2026, juillet). *Wikipédia.* https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27Après.
[64] Identité-Liberté (2026, juillet). *Wikipédia*. https://fr.wikipedia.org/wiki/Identité-Libertés.
[65] https://politpro.eu/fr/belgique/partis-politiques

Nous observons d'abord les données parlementaires françaises. La majorité des emplois du MCSP est produite par des personnalités de droite (tableau 12). En effet, la moitié des occurrences d'*idéologie* employées comme MCSP par des politiciens proviennent de personnalité de droite, contre 22.5 % pour la gauche et 25 % pour le centre, réparties, en détail, comme suit :

Positionnement politique et parti	Effectif	Pourcentage
Droite	**20**	**50,00%**
Droite	**4**	**10,00%**
Les Républicains	4	10,00%
Extrême droite	**16**	**40,00%**
Rassemblement national	12	**30,00%**
IDL	4	**10,00%**
Gauche	**9**	**22,50%**
Gauche	**6**	**15,00%**
Générations.s	1	**2,50%**
PCF	1	**2,50%**
Parti Socialiste	2	**5,00%**
L'Après	2	**5,00%**
Extrême gauche	**3**	**7,50%**
La France Insoumise	3	**7,50%**
Centre	**10**	**25,00%**
Renaissance	6	**15,00%**
Modem	4	**10,00%**
Autre	**1**	**2,50%**
Total	**40**	**100,00%**

Tableau 12. Effectifs et pourcentages des occurrences produites par des locuteurs de type politique par positionnement politique et par parti – France.

Nous constatons également une forte prédominance de l'extrême droite (40 % des cas) au sein de laquelle un parti en particulier se démarque : le Rassemblement national, qui cumule 30 % des occurrences. Nous observons désormais les données parlementaires belges :

Positionnement politique et parti	Effectif	Pourcentage
Droite	**19**	**41,30%**
Centre-droit	**11**	**23,91%**
CD&V	1	**2,17%**
Anders/Open VLD	2	**4,35%**
Les Engagés	8	**17,39%**
Droite	**7**	**15,22%**
MR	7	**15,22%**
Extrême droite	**1**	**2,17%**
Vlaams belang	1	**2,17%**
Gauche	**22**	**47,83%**
Gauche	19	41,30%
Vooruit	2	**4,35%**
PS	7	**15,22%**
Ecolo-Groen	10	**21,74%**
Extrême gauche	**3**	**6,52%**
PTB	3	**6,52%**
Autre (DéFi)	**5**	**10,87%**
Total	**46**	**100,00%**

Tableau 13. Effectifs et pourcentages des occurrences produites par des locuteurs de type politique par positionnement politique et par parti – Belgique.

Les données belges portent sur plus d'occurrences que les données françaises (46 contre 40). En effet, nous y avons intégré les occurrences issues de l'arène médiatique et produites par des personnalités politiques belges. Nous constatons plusieurs différences entre les deux contextes nationaux. Alors qu'en France, les occurrences d'*idéologie* employées comme MCSP par des personnalités politiques proviennent majoritairement de la droite (50 % des occurrences), la répartition entre la gauche et la droite est plus équilibrée en Belgique. Les partis de gauche concentrent 47 % des occurrences contre 41 % pour les partis de droite. On observe ainsi une légère inversion de la tendance relevée dans les données françaises, où le recours au terme était davantage le fait de la droite. Enfin, si le recours au MCSP est relativement réparti entre les principales familles politiques belges, certains partis se démarquent tout de même : à droite, le MR et Les Engagés cumulent à eux deux la presque totalité des données produites par la droite (15 occurrences ensemble) ; à gauche, on attribue 7 occurrences au PS, tandis qu'Ecolo-Groen est le parti qui mobilise le plus fréquemment le terme dans notre corpus politique belge avec 10 occurrences.

Toutefois, pour la France comme pour la Belgique, nous ne pouvons affirmer que les résultats que nous venons d'exposer démontrent concrètement qu'un parti politique en particulier (le RN en France, par exemple) utilise plus souvent *idéologie* ou s'ils montrent simplement que ce parti s'exprime plus souvent au Parlement ou dans les médias – et, par conséquent, qu'il produit plus souvent le terme *idéologie* parce qu'il produit plus de discours que les autres partis. En principe, au parlement, les prises de paroles sont réglementées et relativement égales. Néanmoins, sans avoir vérifié le nombre de mots prononcés par chaque parti au cours d'une période donnée, nous ne pouvons pas affirmer si les différences de fréquence d'emploi d'*idéologie* sont significatives ou si elles reflètent simplement la proportion des discours produits par les différents partis.

1.4. Le thème et le contexte

Avant d'examiner les thèmes associés aux occurrences d'*idéologie,* nous avons pris en compte leur contexte d'énonciation. Pour les données parlementaires (belges et françaises), nous considérons que le contexte est le même pour l'ensemble des occurrences – un débat parlementaire. Les données issues de la presse regroupent toutefois des contextes plus variés que nous avons classés selon la nature de l'article. La répartition de ces contextes est présentée dans le tableau suivant :

Contexte	Effectif	Pourcentage
Article d'actualité	20	51,28%
Entretien	6	15,38%
Tribune médiatique	10	25,64%
Autres	3	7,69%
Total	**39**	100,00%

Tableau 14. Répartition des occurrences du corpus de presse selon le contexte type.

Nous notons par ailleurs que, sur les 117 occurrences analysées, 61, soit 52 % des cas, traitent de mesures, de lois ou de réformes. Cela s'explique notamment par le fait que notre corpus général se compose en grande partie de données parlementaires, lieu par excellence où l'on discute des lois et des réformes. Néanmoins, cette hypothèse doit être nuancée. En effet, si 90 % des occurrences issues de l'Assemblée nationale portent bien sur des mesures, des lois ou des réformes, pour la Chambre des représentants ce taux descend à 45 %. Les autres occurrences concernent des faits d'actualité, des questions posées au gouvernement ou encore des échanges de vues sur des sujets divers. Il n'est toutefois pas certain que cet écart soit comparable, dans la mesure où, comme nous l'avons déjà précisé, ces données n'ont pas été récoltées sur le même laps de temps.

La colonne « thème » de la grille Excel nous permet quant à elle d'identifier le sujet ou le thème du texte (article ou document politique) dans lequel apparait le mot *idéologie* en tant que MCSP. Nous avons d'abord identifié les thèmes spécifiques à chaque occurrence, puis nous les avons rassemblés par thématique similaire. Nous notons que certains thèmes apparaissent de manière plus récurrente que les autres : 17 % des occurrences sont produites dans des textes qui traitent de sujets agricoles, 13 % dans des textes qui traitent d'aspects financiers (mesures, budget, fiscalité, etc.) et 8 % dans des textes qui abordent des questions d'énergie, et plus particulièrement le sujet du nucléaire. Les thématiques restantes s'avèrent plus secondaires.

Thème	Effectif	Pourcentage
Actualité internationale	8	6,84%
Agriculture	20	17,09%
Climat / environnement	6	5,13%
Chômage	4	3,42%
Défense / militaire	8	6,84%
Discrimination	2	1,71%
Economie	17	14,53%
Emplois / travail	5	4,27%
Energie	10	8,55%
Enseignement	3	2,56%
Immigration	2	1,71%
Pension	2	1,71%

Thème	Effectif	Pourcentage
Personnalité	7	5,98%
Politique	3	2,56%
Religion	1	0,85%
Santé	7	5,98%
Transports	6	5,13%
Autre	6	5,13%
Total	**117**	100,00%

Tableau 15. Effectifs et pourcentages des occurrences par thèmes généraux.

Nous constatons que toutes les occurrences qui concernent la question agricole proviennent du corpus parlementaire français, à l'exception de deux occurrences qui proviennent du corpus de presse. Le sujet agricole représente ainsi presque 50 % des occurrences françaises. Néanmoins, sans établir de comparaison avec un corpus de référence, nous ne pouvons être certaine que ces résultats témoignent d'une spécificité des thèmes utilisés lorsque l'on parle d'idéologie ou s'ils reflètent simplement la répartition globale des thèmes dans les arènes concernées. Cela pointe par ailleurs l'une des limites de notre démarche : certains résultats devraient faire l'objet d'une étude complémentaire approfondie pour en confirmer la pertinence. Nous notons cependant qu'*idéologie* ne semble pas être utilisé uniquement avec un thème particulier. Nous pouvons donc supposer qu'*idéologie* est un terme plutôt transversal.

2. La forme et le sens du MCSP *idéologie*

La section « occurrence » de notre grille nous permet d'aborder plusieurs aspects du MC. Nous observerons, d'une part, les caractéristiques formelles du mot (forme et catégorie grammaticale), et, d'autre part, le sens qui est associé à *idéologie* au travers de l'étude des termes associés et des termes en contraste, ainsi que par l'analyse de la colonne « propriétés sémantiques du MC ».

2.1. Forme et valeur

En ce qui concerne la forme, le tableau 16 montre que le MCSP est plus souvent utilisé comme adjectif que comme nom et au singulier plutôt qu'au pluriel. Les emplois MCSP d'*idéologie* ne portant jamais sur la forme adverbiale (*idéologiquement*), nous ne l'avons pas reprise dans le tableau ci-dessous :

Forme et catégorie grammaticale	Effectif	Pourcentage
Nom	**36**	**30,77%**
Idéologie	35	**29,91%**
Idéologies	1	**0,85%**
Adjectif	**81**	**69,23%**
Idéologique	60	**51,28%**
Idéologiques	21	**17,95%**
Total	**117**	**100,00%**

Tableau 16. Effectifs des occurrences par catégorie grammaticale et par forme.

Cette prédominance de la forme adjectivale dans notre corpus pourrait, selon nous, s'expliquer par le fonctionnement discursif de ces deux catégories grammaticales. La forme nominale *idéologie* apparait souvent qualifiée par un autre terme (« l'idéologie d'extrême droite » ou encore « des idéologies haineuses »), de sorte que la charge évaluative repose souvent sur l'ensemble du groupe nominal, voire uniquement sur le terme qualifiant l'idéologie, plutôt que sur le substantif *idéologie*. À l'inverse, l'adjectif *idéologique* qualifie souvent un nom qui, en tant que tel, est relativement neutre (« une lecture idéologique », « une posture idéologique », « un texte idéologique », etc.). Dans ce cas, c'est l'adjectif *idéologique* lui-même qui porte une charge évaluative, le plus souvent négative.

Étant donné que le MCSP *idéologie* peut également porter une charge évaluative positive (Capdevila, 2008), il convient de regarder de plus près la manière dont se répartissent les valeurs – positive et négative – au sein de notre corpus. L'on constate dès lors que les occurrences négatives du MC dominent largement les usages (116 occurrences sur 117), ce qui confirme ce que nous apprenait la littérature.

Valeur	Effectif
Positive	1
Négative	116
Total	**117**

Tableau 17. Effectifs des occurrences par valeur

Quant au sens du MCSP, il peut être analysé à partir des termes associés (TA), des termes en contraste (TC) et des propriétés sémantiques du MC.

2.2. Le sens d'*idéologie* à partir des termes associés

L'analyse par grille révèle 154 TA. Le tableau 18 présente l'effectif des TA par type :

Relation du MCSP par rapport au TA	Effectif	Pourcentage
Déterminé	**21**	**13,64%**
Déterminant	**98**	**63,64%**
Déterminant positif	**79**	**51,30%**
Epithète	63	40,91%
Attribut du sujet	8	5,19%
Complément du nom		0,00%
Complément du verbe	8	5,19%
Déterminant négatif	**10**	**6,49%**
Complément prépositionnel (sans)	2	1,30%
Epithète	1	0,65%
Attribut du sujet	7	4,55%
Complément du nom		0,00%
Complément du verbe		0,00%
Déterminant indirect	**9**	**5,84%**
Positif	8	5,19%
Négatif	1	0,65%
Listé par coordination	**35**	**22,73%**
Inclusive	31	20,13%
Exclusive	4	2,60%
Total	**154**	**100,00%**

Tableau 18. Effectif des TA par type.

On constate une forte prédominance de la catégorie « déterminant » (98 occurrences), en particulier des déterminants positifs (79 occurrences, dont 63 épithètes), puis de la catégorie « listé par coordination » (35 occurrences, dont 31 occurrences listées par coordination inclusive). On peut donc noter que, en tant que MCSP, *idéologie* qualifie bien plus souvent qu'il n'est qualifié. Nous revenons brièvement sur chacune des grandes catégories représentées dans le tableau – déterminé, déterminant et listé par coordination.

2.2.1. Déterminé

Dans 13 % des cas, le MCSP est déterminé par le TA. Pour rappel, la catégorie « déterminé » comprend les cas de figure où le MCSP est qualifié par le TA. Notre corpus pour l'analyse ne contient cependant pas d'occurrence où *idéologie* est accompagné d'un complément du nom (« l'idéologie **d'extrême droite** ») ou d'un adjectif (« des idéologies **haineuses** »). Dès lors, les TA repris dans la catégorie « déterminé » présentent la particularité de porter exclusivement sur la forme adjectivale du MCSP, *idéologique*, et de n'être composée que d'adverbes. Nous avons pu répartir ces adverbes en deux catégories, non sur la base de leur nature grammaticale, mais en fonction de leur apport sémantique. Nous distinguons ainsi les adverbes d'intensité, qui

expriment un degré d'idéologie (par exemple, « **très** idéologique »), des adverbes de manière. Les TA se répartissent comme suit :

Type d'adverbe	Effectif
Intensité	**11**
Absolument pas	1
Complètement	2
Hautement	1
Tellement	1
Tout à fait	1
Tout aussi	1
Très	3
Trop	1
Manière	**10**
Pure	1
Purement	9
Total	**21**

Tableau 19. Effectifs des TA déterminant le MCSP par trait sémantique.

L'analyse de cette catégorie doit néanmoins tenir compte d'une particularité syntaxique : ces adverbes n'apparaissent jamais seuls. Ils s'inscrivent presque systématiquement dans une chaine de qualification plus longue, où le MCSP vient à son tour qualifier un objet :

Exemple 29 : La CSC Enseignement ne mâche pas ses mots face à cette révision du statut. « Au lieu de perdre son temps avec des **mesures complètement idéologiques**, la ministre ferait bien de parfaire ce qui existe déjà sous forme de pools de remplacement », martèle Roland Lahaye.

Dans cet exemple, l'adverbe « complètement » ne modifie pas directement le nom « mesures ». Il modifie l'adjectif « idéologique », qui qualifie lui-même le nom « mesures ». Il en résulte que ces adverbes, bien qu'agissant formellement sur le MCSP, n'ont pas un effet limité à ce dernier : en modulant l'intensité ou la manière dont un objet est qualifié d'idéologique, ils participent indirectement à la caractérisation de cet objet lui-même.

Le tableau 19 montre une répartition plus ou moins égale entre les adverbes que nous avons dirons « d'intensité » (11 occurrences) et les adverbes de « manière » (10 occurrences). Concernant la première catégorie, nous notons qu'ils ne répondent pas tous à la même logique : certains expriment une dimension totale (« complètement idéologique », « tout à fait idéologique ») et d'autres, un excès (« trop idéologique »). La seconde catégorie – les adverbes de manière – se compose de deux termes : « pure » (une occurrence) et « purement » (9

occurrences, soit 45 % des TA qui qualifient le MC). Ces deux adverbes ont pour effet de restreindre la qualification de l'objet (lui-même qualifié par l'adjectif « idéologique ») à son seul caractère idéologique. Ainsi, dire, par exemple, d'une mesure qu'elle est « purement idéologique » revient à affirmer non seulement qu'elle relève de l'idéologie, mais qu'elle ne relève que de cela, écartant implicitement d'autres motivations possibles (techniques, économiques, pragmatiques, etc.), qui, en comparaison de l'idéologie, apparaitraient comme plus légitimes. Cela confirme et éclaire par ailleurs la fonction de disqualification du MCSP.

2.2.2. Listé par coordination

Les TA listés par coordination représentent 22 % de l'ensemble des TA identifiés dans notre corpus. Nous comptons 31 TA listés par coordination inclusive et 4 TA listés par coordination exclusive. Nous précisons néanmoins que ces chiffres comptabilisent les TA pris individuellement : dans plusieurs occurrences, le MCSP est en réalité coordonné à deux ou plusieurs termes à la fois dans une même phrase. Il y a donc 23 occurrences qui rassemblent au total 35 TA listés par coordination (inclusive et exclusive). Sur le plan syntaxique, nous notons que, dans la plupart des cas, c'est la forme adjectivale qui se trouve coordonnée à d'autres adjectifs, l'ensemble qualifiant alors un objet extérieur commun. Nous ne repérons que trois occurrences où c'est la forme nominale, *idéologie,* qui est coordonnée à d'autres noms ou groupes nominaux.

Nous avons ensuite tenté de classer ces TA selon la logique sémantique à laquelle ils participent. Nous avons ainsi dégagé quatre grandes tendances, ainsi qu'une catégorie résiduelle rassemblant les termes plus difficiles à rattacher à l'une de ces logiques. La première catégorie rapporte l'idéologie et ses TA au caractère fermé, rigide, problématique ou excessif de l'objet qualifié. La seconde catégorie renvoie à une absence de structure ou de préparation. La troisième se rattache à une logique identitaire, tandis que la quatrième renvoie à une critique de l'utilité ou de l'efficacité de l'objet qualifié. Ces quatre tendances ne sont pas nécessairement exclusives, dans la mesure où plusieurs TA coordonnés à l'idéologie au sein d'une même occurrence peuvent relever de logiques différentes. Le tableau 20 présente la répartition des TA listés par coordination au sein de ces catégories (voir annexe 4 pour le tableau détaillé des TA).

Type de TA listé par coordination	Effectif
Caractère fermé, rigide, problématique ou excessif	13
Manque de structure ou de préparation	12
Logique identitaire	4
Critique de l'utilité	2
Autre	4
Total	**35**

Tableau 20. Effectifs des TA listés par coordination inclusive et exclusive par catégorie.

Nous constatons que les TA listés par coordinations sont le plus souvent associés à un caractère rigide, fermé, problématique ou excessif (13 occurrences) ou à l'absence de structure et de stratégie (12 occurrences). À elles seules, ces deux catégories concentrent une part importante des TA listés par coordination. Au sein de la première de ces catégories, on note par ailleurs le retour fréquent du terme « dogmatique ». Cette récurrence n'est pas anodine : elle rejoint les constats établis dans la littérature, dans la mesure où il n'est pas rare que l'idéologie soit présentée comme associée au dogmatisme (Robert, 2025 ; Sartori, 1969, cité par Gerring, 1997 ; Putnam, 1971 ; Eagleton, 1996). La présence marquée de ce terme dans notre corpus semble ainsi confirmer que cette association, déjà relevée théoriquement, se retrouve concrètement dans les usages contemporains du terme.

2.2.3. Déterminant

La catégorie « déterminant » cumule 98 TA. Il s'agit des cas où *idéologie* qualifie son TA. Dans 79 cas, le MC est un déterminant (direct) positif. Dans les 19 cas restants, *idéologie* qualifie négativement le TA (10) ou le qualifie indirectement (9). La présence conséquente de TA positivement qualifié par le MCSP s'explique en partie par le fait que nous avons opéré une distinction entre les cas où le caractère idéologique est directement nié (cette mesure **n'est pas** idéologique) et les cas où le syntagme contenant le MCSP est nié (**ce n'e**st pas une mesure idéologique). Dans le second cas, bien que le syntagme soit négatif dans sa globalité, nous considérons que le MCSP qualifie positivement son TA.

Dans la grande majorité des cas, *idéologie* (ou *idéologique*) fonctionne comme un adjectif épithète ou comme un attribut du sujet. Néanmoins, l'examen de ces TA présente, semble-t-il, peu de tendances. On peut tout de même noter les observations suivantes : premièrement, lorsque le MCSP est épithète ou attribut du TA (positif comme négatif), le TA coïncide très souvent avec l'Objet ou le Sujet d'*idéologie*. C'est le cas pour 67 des 79 TA rassemblés dans ces catégories. Les Objets, les Sujets et leurs propriétés feront l'objet d'une analyse ultérieure.

Deuxièmement, certains TA apparaissent à plusieurs reprises et peuvent être regroupés par traits sémantiques communs. Nous avons distingué trois ensembles relativement fréquents ; nous notons par ailleurs que ces regroupements recoupent en partie les catégories d'Objet qui seront identifiées par la suite.

- Les termes « raison(s) », « motivation » et « motifs » : 7 TA ;
- Les termes « décision », « choix » (renvoyant généralement à une dimension politique), « réforme(s) » et « mesure(s) » : 20 TA ;
- Les termes « position », « posture(s) » et « vision » : 9 TA.

2.3. Le sens d'*idéologie* à partir des termes en contraste

Les termes en contraste permettent d'identifier les réalités auxquelles les locuteurs opposent l'idéologie. L'analyse par grille révèle 43 TC. À l'étude de ces termes, nous avons constaté que ceux-ci se répartissent en trois catégories que nous avons tenté de distinguer (tableau 21). La première catégorie regroupe les termes qui renvoient au pragmatisme, à la réalité ou à une dimension concrète. L'idéologie apparait alors par contraste comme ce qui s'oppose au pragmatisme, c'est-à-dire comme une posture abstraite, rigide ou déconnectée des réalités. La seconde catégorie oppose l'idéologie à la rationalité et au bon sens. La troisième rassemble des termes qui renvoient à l'intérêt général ou à la nécessité d'une action ou d'une mesure. Nous avons également conservé une catégorie « autre » pour les termes plus difficiles à regrouper ou à classer. Les TC se répartissent dès lors comme suit :

Terme en contraste	Effectif
Pragmatisme et réalité	**24**
Chiffres (reposer sur)	1
Choix éclairé	1
Etat de fait	1
(Raisons) factuelles	1
Faits	1
Fondement	1
Menaces concrètes	1
Politique	5
Pragmatisme, pragmatique	4
Réalité	2
Réalités du terrain, terrain	3
Réalités quotidienne, réalité du quotidien	2
(Raisons) scientifiques	1
Rationalité	**6**
Bon sens	2
Critères objectifs	1
Projections crédibles	1
Réflexion nuancées	1
Raison	1

Terme en contraste	Effectif
Intérêt général et nécessité	**7**
Besoins des usagers	1
Intérêts commun	2
Nécessité, nécessaire(s)	4
Autre	**6**
Démocratie	1
Légale	1
(Réforme de) responsabilité	1
Stratégie, nécessité stratégique	2
Total	**43**

Tableau 21. Effectifs des TC par trait sémantique commun.

Le tableau 21 met en évidence une nette prédominance de la première catégorie (pragmatisme et réalité), qui rassemble plus de la moitié des TC relevés. Les locuteurs opposent ainsi majoritairement l'idéologie à des notions renvoyant au pragmatisme, au réel ou à des faits – ou des actions – concrets. Quatre de ces occurrences formulent par ailleurs cette opposition en évoquant explicitement le terme *pragmatisme*. Nous avons également choisi d'intégrer à cette catégorie les occurrences dans lesquelles l'idéologie est opposée à la politique (ou au caractère politique). Ce choix repose sur l'observation des contextes d'emploi. Il nous semble que, dans ces contextes, le terme *politique* ne désigne pas seulement un domaine d'activité, mais une pratique présentée comme tournée vers l'action et la prise en compte des réalités concrètes. Nous considérons dès lors que l'opposition entre la politique et l'idéologie repose sur deux manières de concevoir l'action publique : l'une associée au pragmatisme et au traitement des problèmes concrets ; l'autre présentée comme guidée par des principes abstraits.

Ces observations rejoignent directement celles que nous avons exposées dans notre revue de littérature. En effet, plusieurs auteurs (Capdevila, 2008 ; Kurunmäki & Marjanen, 2020 ; etc.) notaient déjà cette opposition entre idéologie et pragmatisme dans les usages médiatiques et politiques contemporains du terme.

3. Les Objets de l'idéologie

Pour identifier les réalités associées (ou dissociées) au MC *idéologie,* nous avons étudié la section « Objet » de notre grille ainsi que les propriétés des Objets identifiés. Cette catégorie a été définie de manière suffisamment large pour inclure toute réalité non humaine mise en relation avec l'idéologie dans le discours. L'examen du corpus a toutefois montré que cette relation ne se réalisait pas de manière homogène. L'analyse nous a ainsi conduite à distinguer deux configurations, qui se différencient selon que l'idéologie est attribuée directement à l'Objet ou qu'elle est mise en relation avec celui-ci sans en constituer une propriété.

Dans le premier cas, l'idéologie est un attribut direct de l'Objet (20), même quand elle est niée (19). Dans (20), l'Objet est donc la « lutte contre les pesticides » et dans (19), « la motivation » derrière les mesures de la ministre Glatigny, puisque c'est ce qui est qualifié de *non* idéologique.

Dans le second cas, la relation entre l'idéologie et l'Objet est plus indirecte. L'idéologie n'est pas présentée comme une propriété de l'Objet, mais comme un élément susceptible d'y être appliqué, voire comme une force extérieure dont l'influence sur l'Objet est évaluée, comme dans l'exemple suivant :

Exemple 30 : La souveraineté énergétique exigera des États européens qu'ils assument à nouveau un rôle stratégique pour inscrire les acteurs privés dans une vision industrielle à long terme. Si l'État belge veut préserver son tissu industriel, il doit assumer un plan énergétique ambitieux. Dans **le nucléaire**, l'idéologie n'a plus sa place. La stratégie, oui.

Dans cet exemple, il n'est pas possible de dire que « le nucléaire *est* idéologique ». En effet, l'énoncé ne prête pas une propriété (non) idéologique au nucléaire : il oppose plutôt deux manières de penser ou d'aborder cet Objet. L'idéologie apparait ainsi comme un mode de pensée appliqué – ou plutôt, qui ne doit pas être appliqué – à la question du nucléaire. Nous considérons dès lors que « le nucléaire » peut être entendu comme un Objet associé à l'idéologie. Cette distinction nous conduit à considérer comme Objet non seulement les réalités auxquelles on attribue ou refuse directement un caractère « idéologique », mais également celles qui sont mises en relation avec l'idéologie de manière moins directe. L'analyse qui suit porte donc sur ces deux types d'Objets sans les différencier. Elle nous permet de voir, de manière plus générale, en rapport avec quel(s) type(s) de réalité l'on évoque l'idéologie. Nous reviendrons cependant sur cette distinction lors de l'analyse des effets, car l'emploi du MCSP ne produit pas nécessairement le même effet sur ces deux types d'Objets.

Cette distinction nous amène par ailleurs à inclure dans les Objets indirects (O') – (cf. chap. 2, 2.2.3.3.) – les réalités qui sont opposées à l'idéologie au sein de cette seconde configuration. Dans (30), nous considérons donc « la stratégie » comme Objet indirect (O'), dans la mesure où l'énoncé présente deux conceptions possible de l'Objet « nucléaire », l'une – illégitime – faisant appel à l'idéologie ; l'autre – légitime – faisant appel à la stratégie. Autrement dit, nous pourrions considérer comme Objet direct (O) « la conception *idéologique* du nucléaire », et comme Objet indirect (O') « la conception *stratégique* du nucléaire ». Lors de l'analyse des

effets du MC, cette démarche nous permettra de prendre en compte tous les éléments en présence dans l'énoncé nécessaire à la compréhension de la manière dont se construisent ces effets.

L'idéologie pouvant porter directement sur un Sujet, comme dans l'exemple (24)[66], il n'est pas toujours possible d'identifier un Objet. L'analyse des Objets a dès lors révélé 99 Objets directs (O) et 16 Objets indirects (O'), que nous avons tenté de regrouper par type et par thématique. Cette typologie nous permet de différencier les cas où l'Objet (O et O') désigne un acte (par exemple, « vouloir sauver sa famille », « refuser ces récits », « tuer les loups », etc.), une mesure ou une réforme (« La décision d'interdire les ventes de moteurs thermiques en Europe », « la fermeture des réacteurs nucléaires », « la réforme des pensions », etc.), une motivation (« la motivation derrière ces mesures », faire des économies pour des « raisons idéologiques », etc.), un objet concret (« le mandat de la Fed », « un texte », « le service national », etc.), un objet abstrait (la « ruralité », une « écologie punitive », la « diversité », etc.), une position ou un point de vue (tomber dans des « postures idéologiques », cette « vision idéologique », être loin des « postures idéologiques », etc.), un objet de discours (« des propos », « votre réponse », « ce que nous disons », etc.) ou encore un sujet (le sujet de « la santé mentale des jeunes ») :

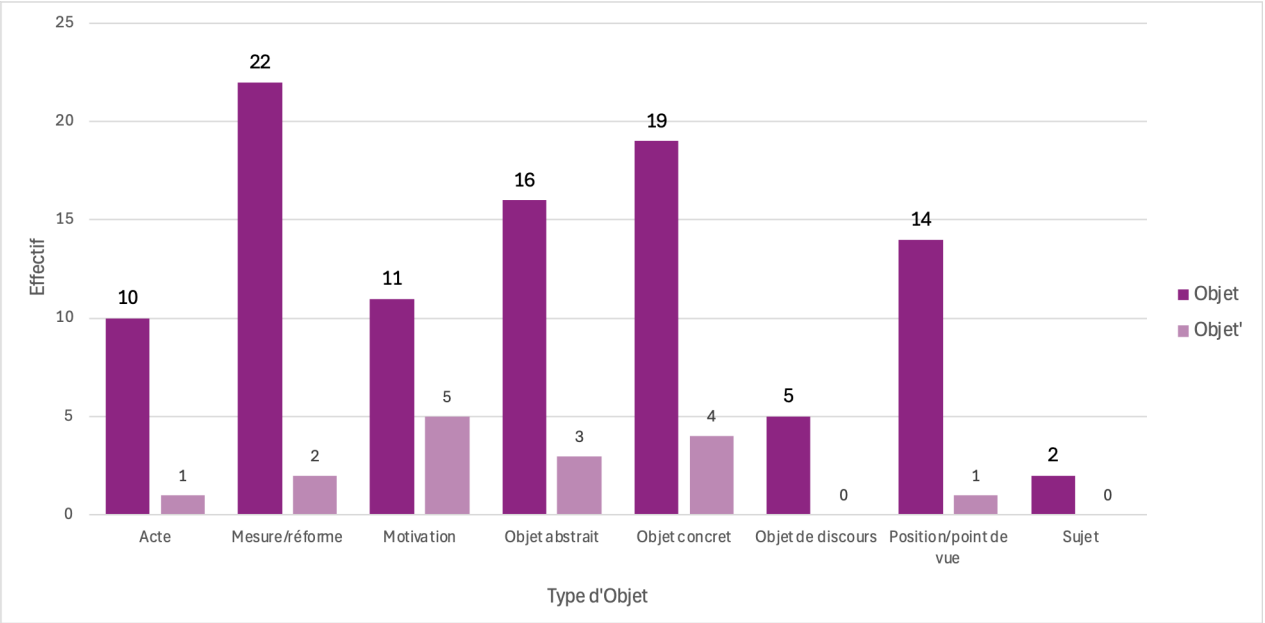

Figure 1. Diagramme des Objets directs et indirects par type d'Objet.

[66] Alors, trop idéologique, Jacqueline Galant ? Oui, et c'est complètement assumé dans son clan

Concernant les Objets directs (O), l'idéologie est le plus souvent associée à une mesure ou à une réforme (22 occurrences), à un Objet concret (19 occurrences), à un Objet abstrait (16 occurrences), à une position ou à un point de vue (14 occurrences), à une motivation ou à une justification (11 occurrences) ou à un acte (10 occurrences). Les Objets indirects (O') sont, pour la plupart (11/16), des réalités opposées soit à l'Objet direct, soit directement à l'idéologie, comme dans l'exemple (30). Il s'agit principalement de motivations/justifications (5 O') ou d'Objets concrets (4 O'). Une deuxième analyse nous permet de saisir les thèmes des Objets directs, c'est-à-dire le sujet sur lequel porte le point de vue, l'acte, la mesure ou la réforme (voir annexe 6 pour le tableau complet). Nous constatons d'une part que l'idéologie concerne d'abord des aspects économiques (21/99), l'agriculture (9/99) ou des questions d'énergie (9/99) ; d'autre part, que ces Objets rejoignent en grande partie les thèmes généraux identifiés lors de l'analyse du contexte (cf.1.4.). La principale différence réside selon nous dans le degré de détail, plus approfondi pour le propos des Objets que pour les thèmes généraux.

4. Le sens par les propriétés sémantiques du MC

Le sens attribué au MCSP *idéologie* peut également être observé à partir de la colonne « propriétés sémantiques du MC ». Il s'agit d'une démarche plus interprétative, étant donné que les sèmes sont identifiés intuitivement, puis regroupés sous des catégories plus larges construites à partir de ceux-ci. Les sèmes identifiés reposent principalement sur ce que les informations textuelles (TA, TC et autres termes du cotexte) nous permettent de comprendre de la signification d'*idéologie* dans ces contextes. Les informations fournies par le cotexte ne permettent d'ailleurs pas toujours de déterminer le sens du MC. Dans certains cas, elles ne fournissent que des indices partiels, voire aucun indice, qu'il est nécessaire de compléter avec nos connaissances du contexte ou de l'Objet/Sujet pour proposer une interprétation. Cela concerne en particulier les cas non prototypiques, ce qui confirme à nouveau que leur charge évaluative est plus implicite et repose sur une part plus importante d'interprétation que celle des cas prototypiques, puisqu'elle ne repose pas sur le terme *idéologie* en lui-même.

Les catégories identifiées ne sont pas nécessairement exclusives, puisque certaines occurrences peuvent appartenir à plusieurs catégories. Elles permettent néanmoins de mieux appréhender ce que constitue une idéologie/une réalité idéologique dans un usage de MCSP. Nous ajoutons que, dans certains cas, il aurait probablement été possible d'identifier davantage de sèmes, mais ils reposaient sur une trop grande part d'interprétation. Nous avons donc préféré

retenir une seule interprétation défendable à partir du cotexte plutôt que de surinterpréter les occurrences et d'attribuer au MCSP des significations trop incertaines.

Nous avons ainsi détecté 182 sèmes. Parmi ceux-ci, l'idéologie n'est présentée positivement qu'une seule fois, dans l'exemple (22)[67] : nous proposons de considérer le syntagme « sans idéologie » comme un équivalent de « dénué de doctrine/de politique » et d'« irrationnel ». En ce sens, le terme *idéologie* renvoie à un caractère rationnel, sensé et réfléchi, ce qui lui confère une valeur positive.

Pour les sèmes restants, l'analyse du cotexte fait apparaitre plusieurs manières récurrentes de caractériser l'idéologie. Dès lors, nous considérons que l'idéologie peut être associée à :

- Un caractère dogmatique (ou au dogmatisme) : 62 occurrences ;
- Un caractère radical, voire extrême : 45 occurrences ;
- Une conception négativement évaluée du politique (lorsque le caractère politique d'une réalité contribue à sa disqualification) : 14 occurrences
- Un caractère non pragmatique : 14 occurrences
- Un caractère subjectif : 3 occurrences
- Une opposition à la raison ou à la rationalité : 25 occurrences
- Une opposition aux faits, au réel ou au concret : 12 occurrences
- Une forme de mensonge : 6 occurrences

Le tableau 22 présente un exemple pour chaque sème relevé ; les indices sémantiques sont en gras dans le texte (l'annexe 5 présente un tableau des sèmes regroupés par catégorie) :

Catégorie de sème	Exemple d'occurrence
Caractère dogmatique	Or les chiffres de la population lupine sont contestés parce qu'ils sont élaborés sans ceux qui connaissent réellement le terrain. On peut comprendre cette défiance, mais on peut aussi y mettre fin. Nous demandons donc une mesure simple et de bon sens : que la méthode de comptage inclue les fédérations de chasseurs et les chambres d'agriculture. La ruralité mérite mieux que les **dogmes**, le terrain doit reprendre le dessus sur l'idéologie.
Caractère radical	Par ailleurs, j'admets que vous avez fait des efforts, mais ces efforts sont insuffisants en l'occurrence. Vous disposez en effet de moyens supérieurs à ceux de la ministre Dedonder. Cette dernière est passée de 1,1 à 1,3 % du PIB, alors que vous êtes passé de 1,3 à 2 % du PIB. En valeur proportionnelle, vous auriez donc pu au moins obtenir plus de 600 millions d'euros pour un accord social. Malheureusement, vous [Théo Francken] avez aussi été victime de la vision **très dogmatique** et **très** idéologique du ministre des Pensions, votre coreligionnaire N-VA, M. Jambon.

[67]Voilà un homme qui se délecte en tirant des missiles sur le gaz et le pétrole iraniens, casse dans la foulée le modèle économique de ces pays du Golfe qui l'ont personnellement tant enrichi. Un homme sans idéologie, sans principe, sans ligne directrice, qui « gouverne » le monde, un joystick dans une main, un index sur son smartphone et Netanyahou dans l'oreillette.

Catégorie de sème	Exemple d'occurrence
Caractère politique	La défense **n'est pas un terrain de communication,** mais un garant de la liberté du peuple. Le service national n'a pas vocation à devenir un outil d'orientation idéologique ni un cheval de Troie pour **vos projets mortifères** qui diluent les responsabilités et qui les affaiblissent.
Caractère non pragmatique	Les marchés ne peuvent absorber de tels bouleversements. Face à cet enjeu de santé publique, **nous devons agir avec pragmatisme** ; une approche idéologique du développement agricole ferait disparaître un grand nombre d'exploitations et des filières agricoles entières, **sans pour autant apporter de réelles garanties** sur la protection des captages.
Caractère subjectif	Les négociations avec les syndicats ont échoué. Je répète que les mesures qui ont été prises ne concerneront que les nouveaux travailleurs qui seront engagés à la SNCB. Nous devons abandonner ce **débat** idéologique et préparer la SNCB à 2032, comme les pays voisins l'ont déjà fait avant nous.
Opposé à la raison	Protéger une société ne consiste pas à la refermer sur elle-même. Les sociétés qui tiennent dans le temps sont celles qui savent organiser la pluralité sans la diaboliser. La sécurité véritable est une sécurité humaine : accès aux droits fondamentaux, à la santé, au logement, à l'éducation. Elle se construit par la justice sociale, non par la désignation d'ennemis intérieurs. Refuser ces récits **n'est ni naïf** ni idéologique. C'est un **choix éclairé**, fondé sur l'expérience, les faits et la mémoire.
Opposé aux faits, au réel ou au concret	Oui, c'est précisément moi qui ose vous poser cette question et je demanderai également tout à l'heure au ministre de l'Énergie comment il réalisera la promesse relative au gigawatt d'énergie nucléaire. Le débat sur l'énergie mérite mieux que ces attaques personnelles. Une stratégie à long terme **doit s'appuyer sur des faits**, non sur une idéologie.
Mensonger	Une population de prédateurs qui est en extension va coloniser de nouveaux milieux. Dès lors, il n'y a pas trente-six solutions : soit exterminer le loup, ce qui, du point de vue de la biodiversité, constituerait une **hérésie**, soit nous adapter à sa présence. Votre réponse est idéologique : **vous faites croire** aux éleveurs qu'en leur donnant le droit de tuer des loups, vous aboutirez à une diminution massive du nombre de ces derniers, de la prédation. **Ce n'est pas vrai !**

Tableau 22. Exemple d'occurrence pour chaque catégorie de sème identifié dans les propriétés sémantiques du MCSP.

Il faut toutefois noter que, même lorsque l'on dispose d'éléments cotextuels relativement nombreux, le sens d'idéologie demeure souvent en partie indéterminé. Il est difficile de comprendre réellement ce que le locuteur entend par *idéologie.* Dans ces cas, une propriété revient de manière récurrente et semble constituer une sorte de sens « par défaut » du MCSP : le caractère dogmatique de la réalité désignée, qui renvoie à une certaine rigidité, à une fermeture à la discussion et au débat, et à la dénonciation de partis pris ou d'un caractère partisan. Cette interprétation ne constitue pas pour autant un synonyme parfait du MCSP. Elle représente plutôt un niveau de signification auquel nous pouvons raisonnablement nous arrêter lorsque le cotexte ne permet pas d'identifier des propriétés plus spécifiques. La fréquence de cette catégorie doit donc être interprétée avec prudence : elle témoigne autant de la récurrence de cette propriété dans les usages étudiés que des difficultés rencontrées pour attribuer au MCSP un contenu sémantique plus précis.

5. L'enjeu sociopolitique et l'effet du MCSP *idéologie*

Que permet de faire la catégorisation par le MCSP et quel est l'enjeu sociopolitique derrière cette action ? Pour répondre à cette dernière question, nous détaillons la section « effet » de notre grille d'analyse. Nous avons déjà indiqué précédemment (cf. chap. 2, 2.2.4.) qu'en raison de la charge évaluative attestée (le plus souvent négative) d'*idéologie,* il résulte de l'emploi du MCSP un effet général de catégorisation – (dé)légitimation – des réalités associées au MC. Nous cherchons dès lors à savoir si le MCSP est utilisé :

- Pour (dé)légitimer des individus précis ou des groupes (définis ou non), ou s'il sert à évaluer des Objets (actions, mesures, etc.) et, indirectement, des Sujets ;
- Pour délégitimer autrui (directement ou par la disqualification d'un Objet) ou pour s'autolégitimer par contraste – nous notons néanmoins que la délégitimation d'un adversaire conduit souvent indirectement à la légitimation de sa propre position ;

Avant de rentrer dans l'exposé des résultats, il convient de revenir brièvement sur la distinction établie précédemment entre les deux configurations d'Objets identifiées dans notre corpus. Nous clarifions également quelques cas du point de vue des Sujets.

5.1. Préalables : Objets et Sujets ambigus

Nous avons noté plus haut (cf. 3) une différence entre deux configurations. Dans la première, on attribue ou on nie à l'Objet un caractère idéologique ; dans la seconde, l'idéologie est mise en relation avec l'Objet sans en constituer une propriété. Cette seconde configuration implique une difficulté supplémentaire pour l'analyse des effets, dans la mesure où l'idéologie peut alors apparaitre comme un élément extérieur à l'Objet, susceptible d'agir sur la manière dont celui-ci est envisagé. Pour ces cas, trois analyses nous semblaient possibles. Nous les illustrons au travers de l'exemple (30)[68].

La première interprétation consiste à considérer que l'idéologie n'est associée à aucun Objet et que son emploi est autoréférentiel – c'est l'idéologie en tant que telle qui est construite comme illégitime. La deuxième consiste à considérer comme Objet une certaine conception du nucléaire que l'énoncé construit implicitement. C'est alors cette conception qui est délégitimée

[68] La souveraineté énergétique exigera des États européens qu'ils assument à nouveau un rôle stratégique pour inscrire les acteurs privés dans une vision industrielle à long terme. Si l'État belge veut préserver son tissu industriel, il doit assumer un plan

en raison de son caractère idéologique. La troisième voie permet de considérer que ces deux effets agissent simultanément : l'idéologie en tant que telle est disqualifiée – elle apparait comme un mode de pensée illégitime –, tandis que le locuteur formule une injonction implicite sur l'Objet (le nucléaire ne doit pas être pensé ou traité sur une base idéologique). Cette troisième option est celle qui nous semble rendre compte le plus fidèlement de la structure de l'énoncé. Pour les besoins de notre analyse, nous avons toutefois choisi de retenir la deuxième interprétation. Afin de pouvoir rapporter les occurrences à deux catégories uniques d'effet (légitimation et délégitimation), nous avons préféré identifier, pour chacune d'elles, une réalité autre que l'idéologie sur laquelle agit l'effet de catégorisation. Dans ces configurations, nous considérons dès lors que l'Objet correspond à la manière de concevoir, d'aborder ou de traiter la réalité mentionnée dans l'énoncé. En ce sens, nous considérons dès à présent que dans l'exemple (30), l'Objet n'est pas simplement « le nucléaire », mais une conception implicite du nucléaire présentée comme idéologique.

Ce choix constitue nécessairement une réduction de la complexité de certaines occurrences. Il tend notamment à laisser au second plan l'extériorité de l'idéologie et sa capacité à agir comme une force. Nous réintégrerons néanmoins cette dimension dans un second temps de l'analyse, lorsque nous tenterons de formaliser les effets sous forme de schémas prototypiques. Lorsque l'idéologie apparaitra comme une conception ou une manière d'aborder l'Objet qui doit être rejetée, nous signalerons aussi la disqualification de l'idéologie elle-même – ce qui donnera lieu à des schémas de type « DO ; DI »[69]. Ainsi, si ces occurrences sont intégrées, pour les besoins du codage, à la catégorie des effets de délégitimation, nous ne réduisons pas pour autant cet effet à l'Objet.

Nous avons procédé de la même manière quand il s'agissait des Sujets. L'exemple (31) nous permet d'en rendre compte :

Exemple 31 : Cette semaine encore, la Belgique battait un record d'importation d'électricité, symptôme de sa dépendance accrue. "Cela a été une erreur stratégique, nous avons pris vingt ans de retard en matière de dépendance énergétique. Si la Belgique n'avait pas arrêté le nucléaire, elle aurait pu continuer le processus d'électrification. Aujourd'hui le pays paye cette erreur", détaille celui qui fit partie des experts consultés par l'ancien Premier ministre Alexander De Croo, au moment de la crise de 2022. Ce dernier en veut aux représentants politiques

[69] « Délégitimation Objet, délégitimation idéologie ».

qu'il estime responsables de cette décision. “Les chocs pétroliers ne datent pas d’hier : cela fait cinquante ans que l’Europe subit ponctuellement de tels chocs. Nous aurions pu réfléchir, mais l’idéologie a dominé le bon sens.”

À l’instar de l’exemple précédent, nous pouvions, dans ce cas, considérer qu’il s’agit d’un usage autoréférentiel d’*idéologie.* Nous pensons cependant qu’il est possible d’identifier un Sujet – « nous », dont le référent est en réalité les « représentants politiques » – qui est indirectement lié à l’idéologie. La phrase peut dès lors être repensée comme suit : « les représentants politiques auraient pu réfléchir, mais *leur* idéologie a dominé le bon sens ». Dans cette perspective, c’est bien le Sujet « représentants politiques » qui est disqualifié par la mention de l’idéologie. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que la formulation de l’énoncé, qui repose sur une autonomisation de l’idéologie, pousse à considérer l’idéologie elle-même comme non légitime. Dès lors, comme pour les Objets, nous considérons que deux effets ont lieu simultanément : la disqualification du Sujet et de l’idéologie en tant que telle. Néanmoins, pour faciliter nos premières analyses plus quantitatives, nous considérons cette configuration comme faisant partie de la catégorie « délégitimation d’un Sujet ».

5.2. Les réalités (dé)légitimées

5.2.1. Les cibles directes du MCSP

Nous constatons d’abord que l’effet de l’emploi du MCSP *idéologie* porte dans 81 % des cas (95/117 occurrences) sur un Objet et dans 19 % des cas (22/117 occurrences) sur un Sujet. La délégitimation concerne 91 occurrences, Objets et Sujets compris ensemble, soit 78 % du corpus analysé ; la légitimation porte sur 26 occurrences, soit 22 % du corpus. La répartition détaillée des occurrences est reprise dans le tableau suivant :

Effet	Objet	Sujet	Total
Délégitimation	72	19	91
Légitimation par contraste	23	3	26
Total	**95**	**22**	**117**

Tableau 23. Répartition des occurrences selon le type de réalité et d’effet.

Le MCSP apparait ainsi avant tout comme une ressource de délégitimation : *idéologie* est nettement plus utilisé pour disqualifier une réalité que pour la légitimer. L*’idéologie* sert toujours à désigner et à discréditer l’autre ou les Objets de l’autre (mesure, acte, posture, etc.). Nous notons par ailleurs que, dans la mesure où *idéologie* prend généralement un sens péjoratif,

la légitimation d'un Objet ou d'un Sujet passe toujours par la négation du caractère idéologique de celui-ci, comme dans l'exemple (19)[70]. Nous parlerons dès lors de « légitimation par contraste ». À l'inverse, si *idéologie* prend un sens positif, sa négation conduit à rendre l'Objet ou le Sujet illégitime, comme dans l'exemple (22)[71]. Même s'il s'agit de l'unique cas positif de notre corpus, nous pensons que cette logique est généralisable.

Compte tenu de la prédominance, dans notre corpus, de la stratégie de délégitimation (81 %), nous nous sommes demandé si cette tendance se reproduisait à l'identique dans les différentes arènes :

Arène	Délégitimation	Légitimation par contraste	Total
Presse belge	33	6	39
Parlement français	32	8	40
Parlement belge	26	12	38
Total	**91**	**26**	**117**

Tableau 24. Répartition des occurrences par type d'effet et par arène.

La prédominance de la délégitimation se retrouve dans les trois arènes, mais avec des intensités différentes. Dans la presse et dans l'arène politique française, la répartition est assez proche de la tendance générale, puisque la disqualification d'un Objet/Sujet représente respectivement 84 % et 80 % des occurrences. En revanche, dans l'arène politique belge, si c'est toujours la stratégie de délégitimation qui l'emporte, on constate une part plus importante de la légitimation par contraste que dans les autres sous-corpus : celle-ci représente 32 % des occurrences, contre 20 % dans l'arène française et 16 % dans la presse. Il semblerait donc que la légitimation par la négation du caractère idéologique soit une stratégie davantage mobilisée dans le discours politique belge. Cette tendance semble également se retrouver dans les occurrences issues de la presse et produites par des politiciens belges. Sur les 8 occurrences concernées, 3 (soit 37 %) relèvent de la légitimation par contraste. Bien que le nombre de ces occurrences soit trop réduit pour permettre une généralisation, cette proportion va dans le sens de l'observation précédente.

[70] La motivation derrière ces mesures n'est pas idéologique, assure la libérale, " sinon, on aurait juste relevé les seuils de réussite sans proposer d'accompagnement ".

[71] Voilà un homme qui se délecte en tirant des missiles sur le gaz et le pétrole iraniens, casse dans la foulée le modèle économique de ces pays du Golfe qui l'ont personnellement tant enrichi. Un homme sans idéologie, sans principe, sans ligne directrice, qui « gouverne » le monde, un joystick dans une main, un index sur son smartphone et Netanyahou dans l'oreillette.

5.2.2. Les cibles indirectes du MCSP : effets principaux, subordonnés et simultanés

Nous venons d'identifier pour chaque occurrence un Objet ou Sujet sur lequel porte l'effet de (dé)légitimation qu'implique l'emploi du MCSP. Nous avons ainsi pu constater que cet effet porte le plus souvent sur des Objets. Il faut cependant noter que l'effet de l'emploi du MC peut toucher plus d'un Objet/Sujet par énoncé, comme dans l'exemple (32) :

Exemple 32 : Votre mesure s'inscrit évidemment dans une large offensive contre la sécurité sociale, dont nous constatons déjà les dégâts très concrets, jour après jour, sur le terrain. Avec **la réforme du chômage**, les témoignages se multiplient chaque jour et des situations de plus en plus absurdes éclatent au grand jour : des aidants proches sans revenu et sans statut, des travailleurs ALE sommés de chercher un emploi alors qu'ils en avaient déjà un, ainsi que des professeurs d'académie contraints de retourner au chômage. **La réforme des pensions** à venir est **tout aussi** idéologique : réduire les dépenses en traitant les retraités comme des variables d'ajustement.

Deux Objets sont ici concernés par l'emploi du MCSP : la réforme du chômage et la réforme des pensions. Si le caractère idéologique ne s'applique syntaxiquement qu'au second, le cotexte établit une relation de comparaison entre les deux réformes au moyen du comparatif « tout aussi ». L'idéologie constitue ainsi un attribut des deux Objets, qui se voient, par conséquent, tous deux délégitimés. Dans cet exemple, l'on peut considérer que l'effet s'applique toujours de manière directe à chacun de ces Objets.

Nous notons cependant que l'emploi du MCSP peut également avoir des effets indirects : le locuteur disqualifie un Objet et, par extension, le Sujet qui y est associé (si un Sujet est identifiable). Le locuteur peut, du même coup, par la dénonciation de l'adversaire, renforcer sa propre position et se présenter comme plus légitime. Dans l'exemple (13)[72], l'effet du MC *idéologie* porte d'abord sur l'Objet « ses réformes », qui est disqualifié. La délégitimation peut toutefois être étendue au Sujet (Bart De Wever) auquel ces réformes sont associées : en délégitimant la politique de De Wever, Magnette contribue également à délégitimer leur auteur.

[72] Paul Magnette pose la question pour y répondre : « Avec ses politiques depuis un an, **De Wever** réussit l'exploit, jamais réalisé rue de la Loi, de générer une croissance atone, de faire fléchir le taux d'emploi, de faire exploser la pauvreté, de creuser les déficits… Tout ça en même temps, c'est du jamais vu ! » **Ses réformes** sont « idéologiques », sa logique économique se perd dans « un cercle vicieux » portant, à suivre le socialiste, de l'austérité à la catastrophe. Bulletin ? « Zéro ».

Et indirectement, puisqu'il est l'adversaire politique de De Wever, Paul Magnette se place nécessairement du côté de la légitimité. Nous considérons ici que l'effet *principal* porte sur l'Objet et que la délégitimation du Sujet (Bart De Wever) est un effet *subordonné* au premier.

Après examen de notre corpus, nous avons ainsi identifié trois configurations dans lesquelles l'emploi du MCSP produit des effets sur plusieurs Objets et/ou Sujets :

- La comparaison : un Objet apparait aussi *idéologique* (donc illégitime) qu'un autre ;
- La simultanéité : deux réalités (Objet et/ou Sujet) sont délégitimées par le MC sans pour autant entretenir de lien entre elles ;
- La subordination : un effet principal sur un Objet entraine un effet secondaire sur un Sujet associé – ou l'inverse.

Nous notons par ailleurs qu'un énoncé peut contenir plusieurs de ces configurations. Ainsi, dans l'exemple (32), nous identifions une comparaison entre deux Objets idéologiques délégitimés (la réforme du chômage et la réforme des pensions) ainsi qu'un effet subordonné : la délégitimation du Sujet (Franck Vandenbroucke), dont la présence est rendue explicite au moyen du syntagme « votre mesure ». Nous avons dès lors tenté de modéliser la manière dont se déploient les effets dans chaque occurrence. Nous les avons formulés sous forme de schémas abrégés que nous avons ensuite regroupés par catégories. Avant de présenter le classement obtenu, il convient de noter quelques précisions : premièrement, nous ne retenons un effet indirect sur un Sujet que lorsque celui-ci est explicitement mentionné dans l'énoncé. Nous écartons donc les Sujets implicites – par exemple, une mesure implique nécessairement un acteur qui en est à l'origine, mais celui-ci n'est pas toujours mentionné. Dans ces cas, nous ne retenons que l'effet principal portant sur l'Objet. Deuxièmement, cette étape nous permet de réintroduire une dimension que nous avions temporairement laissée de côté lors de l'identification des effets principaux : la disqualification de l'idéologie elle-même (comme dans les exemples (30) et (31)). Nous présentons cet effet comme une délégitimation *simultanée* à celle du Sujet.

Le tableau 25 présente le classement des effets relevés et le tableau 26 explicite les abréviations utilisées :

Type d'effet	Effectif
DO	**23**
DO	22
DO → LS	1
DO → DS	44
DO → DS	40
DO → DS → DS'	2
DO // DO' → DS	1
DO' // DO → DS	1
DS	**15**
DS	13
DS → DO	1
DS → DS'	1
DO/DS ; (DI)	**9**
DO ; DI	5
DS ; DI	4
LO	**23**
LO	14
LO → LS	8
LO → LS ; DO' → DS'	1
LS	**3**
LS	3
Total	**117**

Tableau 25. Effectif des occurrences par schéma d'effet.

Abréviation	Traduction
DO	Délégitimation d'un Objet
LO	Légitimation d'un Objet
DS	Délégitimation d'un Sujet
LS	Légitimation d'un Sujet
DI	Délégitimation de l'idéologie
→	Relation subordonnée (donc)
;	Relation simultanée (et)
//	Relation de comparaison (comme)
O'/S'	Caractère indirect

Tableau 26. Traduction des abréviations

On relève comme schémas récurrents la délégitimation d'un Sujet (DS – 13 occurrences), la légitimation par contraste d'un Objet (LO – 14 occurrences) et la délégitimation d'un Objet (DO – 22 occurrences). Nous constatons également une forte prédominance de la catégorie « DO → DS », qui représente presque 40 % de notre corpus.

La légitimation par contraste de Sujets (soit les configurations « LS » et « LO → LS ») représente 17 occurrences. 15 d'entre elles sont des cas d'autolégitimation. Les deux cas restants sont les seuls à ne pas avoir été produits par des personnalités politiques, mais par d'autres acteurs médiatiques (un journaliste et un représentant). Nous avons, en outre, identifié précédemment un effet qui consiste en une autolégitimation indirecte du locuteur : en effet, nous avons brièvement mis en lumière que, quand le locuteur disqualifie un Objet ou un Sujet (schémas de type « DO → DS » y compris), il en résulte souvent un renforcement de la légitimité de sa propre position. Nous constatons néanmoins que cet effet n'apparait pas avec la même intensité – ou avec la même évidence – dans toutes les occurrences. Dans certains cas,

comme dans l'exemple (13), que nous avons déjà analysé, et l'exemple (33), la construction de la légitimité du locuteur est particulièrement explicite :

Exemple 33 : Je remercie Mme Pochon, élue de la 3e circonscription de la Drôme, qui inclut les superbes montagnes du Vercors, pour sa communication et ses belles photos avec les éleveurs. J'invite tous nos collègues à suivre son compte Instagram pour voir les magnifiques images de Mme la députée dans les estives ! Elle n'est pourtant pas l'amie des éleveurs… En 2025, dans la Drôme, plus de 200 attaques de loups ont provoqué la mort de 577 bêtes, soit 23 % de plus qu'en 2024. Quand on défend le pastoralisme, on régule, on agit et on arrête avec l'idéologie !

Dans cette occurrence, le Sujet (« on », sous-entendu Marie Pochon) est accusé d'avoir une idéologie ou d'agir avec idéologie. Or, l'idéologie est explicitement construite comme mauvaise et illégitime, puisque le locuteur (Thibaut Monnier) y oppose d'une part une manière d'agir présentée comme légitime (« réguler » et « agir ») et exprime d'autre part la nécessité de cesser avec. La disqualification de l'adversaire s'accompagne dès lors d'une légitimation du locuteur qui revendique pour lui une position hors idéologie et la capacité d'« agir » et de « réguler ». Autrement dit, on accusant Marie Pochon de faire de l'idéologie, Thibaut Monnier se présente comme celui qui refuse l'idéologie et se construit implicitement comme un individu pragmatique, rationnel et donc, légitime. Dans d'autres occurrences, en revanche, la délégitimation d'un Sujet ne s'accompagne pas d'une construction aussi explicite de la position du locuteur, comme dans l'exemple (16), où il nous semble difficile de pouvoir affirmer que le locuteur, un journaliste, cherche à revendiquer pour lui une position légitime.

De prime abord, cette différence de saillance semble se refléter dans la répartition des occurrences selon le type de locuteur. En effet, si l'on observe les cas de délégitimations (DO : DS ; DO → DS ; etc.), l'on constate que cet effet d'autolégitimation est particulièrement fréquent chez les politiciens (90 % des cas). 60 des occurrences produites par des personnalités politiques (sur 66 occurrences dans cette catégorie) présentent une construction relativement explicite de la position du locuteur comme légitime. À l'inverse, dans le sous-corpus de presse, ce sont les cas où cet effet apparait plus implicite, voire difficilement identifiable, qui sont majoritaires (18 occurrences sur 25). Ces données pourraient suggérer que la construction explicite de la légitimité du locuteur est plus fréquente dans le discours des personnalités politiques. Cette observation doit toutefois être nuancée : un examen approfondi des occurrences du corpus nous conduit plutôt à envisager que la saillance de cet effet dépende

moins du type de locuteur en lui-même que de la configuration conflictuelle dans laquelle s'inscrit l'usage du MCSP. L'autolégitimation apparait plus nettement lorsque l'énoncé met en scène, de manière plus ou moins explicite, un affrontement entre deux positions et que la légitimité respective de ces dernières constitue un enjeu du discours. La présence plus marquée de cet effet dans les discours produits par des personnalités politiques pourrait dès lors s'expliquer par les caractéristiques de l'arène politique en elle-même, naturellement propice au conflit, à l'affrontement et à la polarisation des positions.

5.2.3. Quels effets pour quels Sujets ?

5.2.3.1. Sur quel type de Sujet l'effet du MCSP s'applique-t-il ?

Concernant les cas où l'effet porte directement sur un Sujet (22), nous constatons que 9 cas portent sur des individus (Bolloré, Cyril Hanouna, Trump, etc.), 11 sur des groupes définis (l'extrême droite, les écologistes, le bloc central, etc.) et 2 sur ce que nous qualifions de sujets « génériques ». Nous entendons par « sujet générique » un référent humain non spécifié, introduit par des formulations telles que « on », « ceux qui… » ou encore « certains », et dont le référent n'est pas identifié précisément par le contexte. Concernant les cas où l'effet porte indirectement sur un Sujet (64), il s'agit d'abord de groupes définis (30 occurrences) et d'individus (27 occurrences), puis plus rarement de sujets génériques (5 occurrences) ou d'institutions (2 occurrences). Le tableau 25 présente la répartition des Sujets par type de Sujets et par effet. Nous distinguons les colonnes « D » (délégitimation) et « L » (légitimation) des colonnes « D' » (délégitimation indirecte) et « L' » (légitimation indirecte), ce qui nous permet de tenir compte de la différence entre effet principal et effet subordonné (ou plus rarement simultané). Nous notons que la répartition entre individus et groupes définis est relativement équivalente pour chacune des catégories analysées.

	Effet				
Type de Sujet	D	L	D'	L'	Total
Individu	8	1	20	7	**36**
Groupe défini	10	1	23	7	**41**
Institution			1	1	**2**
Sujet générique	2		5		**7**
Total	**20**	**2**	**49**	**15**	**86**

Tableau 27. Répartition des Sujets par type de Sujets et par effet – légitimation/délégitimation ; direct/indirect.

5.2.3.2. Qui fait l'objet d'une délégitimation au moyen du MCSP ?

Cette partie vise à répondre à la question « quel est le positionnement politique des Sujets visés ? », afin de déterminer si certains groupes ou sensibilités politiques sont plus fréquemment associés à l'idéologie. L'analyse porte sur l'ensemble des cas de délégitimation identifiés sur les Sujets, que l'effet soit principal ou non. Pour que cette analyse soit pertinente, certains Sujets doivent toutefois être écartés[73] :

- Les Sujets génériques (7), dont le référent n'est pas suffisamment spécifié pour permettre d'identifier une orientation politique ;
- Les Sujets englobants (2), tels que « l'Assemblée (nationale) », qui réunissent par définition toutes les sensibilités politiques ;
- Les Syndicats (2), qui sont supposés ne pas afficher de bord politique ;
- Les personnalités médiatiques non politiques (3), à savoir Bolloré (2 occurrences) et Cyril Hanouna (1 occurrence), même s'ils sont réputés pour côtoyer les milieux d'extrême droite.

Nous ajoutons que, du côté belge, nous avons choisi de considérer le Sujet « le gouvernement » (dans 8 occurrences) comme un groupe défini essentiellement situé à droite. Cette catégorisation répond au besoin de pouvoir rattacher ce Sujet à une sensibilité politique particulière, afin de travailler sur un nombre de cas suffisant pour espérer obtenir des résultats concluants. Nous avons cependant conscience que cette catégorisation constitue une simplification, puisque le gouvernement est composé de plusieurs partis et ne correspond donc pas à une orientation politique homogène. Le tableau 28 fait apparaitre le classement général :

Positionnement politique	Effectif	Pourcentage
Gauche	**17**	**31,48%**
Extrême gauche/gauche radicale	4	**7,41%**
Gauche	13	**24,07%**
Centre	**3**	**5,56%**
Droite	**34**	**62,96%**
Extrême droite	6	**11,11%**
Droite	26	**48,15%**
Centre-droit	2	**3,70%**
Total	**54**	**100,00%**

Tableau 28. Répartition des Sujets « délégitimés » par positionnement politique.

[73] Nous préférons parler de "Sujets exclus » plutôt que d'« occurrences exclues », dans la mesure où il peut y avoir plusieurs sujets dans une même occurrence. Par conséquent, exclure un Sujet de l'analyse ne signifie pas pour autant que l'occurrence dans sa globalité est écartée.

Le classement fait apparaitre une nette prédominance de la droite parmi les Sujets associés à l'idéologie dans une opération de délégitimation. En regroupant la droite (48 %), le centre-droit (3 %) et l'extrême droite (11 %), celle-ci représente 62 % des Sujets identifiés. Le MCSP est donc, dans notre corpus, plus fréquemment mobilisé pour disqualifier des acteurs ou des positions (actes, mesures, postures, etc.) situés à droite de l'échiquier politique que pour délégitimer des acteurs ou des positions de gauche. Une seconde analyse permet de mettre ce classement en perspective dans les deux arènes politiques, belge et française. Nous écartons donc les Sujets qui n'appartiennent à aucune de ces deux nationalités (4 occurrences). Contrairement à l'analyse des locuteurs (cf. 1.3), nous ne détaillons pas les Sujets par parti, car les catégories mobilisées dans le discours sont souvent plus larges (« la gauche », « l'extrême droite », etc.). Néanmoins, si certains partis spécifiques se démarquent particulièrement, nous le signalons.

Concernant l'arène politique française, dans la mesure où nous avons mis en évidence que la majorité des emplois du terme *idéologie* de notre corpus sont produits par des personnalités de droite, on pouvait s'attendre à ce que le MCSP soit plus souvent mobilisé à l'encontre de la gauche. Les résultats confirment cette hypothèse : 12 des 20 Sujets identifiés sont situés à gauche de l'échiquier politique, dont 5 occurrences visant spécifiquement Les Écologistes.

Positionnement politique	Effectif	Pourcentage
Gauche	**12**	60,00%
Extrême gauche/gauche radicale	3	15,00%
Gauche	13	65,00%
Centre	**3**	15,00%
Droite	**5**	25,00%
Extrême droite	2	10,00%
Droite	2	10,00%
Centre-droit	1	5,00%
Total	**20**	100,00%

Tableau 29. Répartition des Sujets « délégitimés » par positionnement politique – France.

Ce résultat semble ainsi cohérent avec la distribution des locuteurs observée précédemment. Dans l'arène politique belge, la répartition des locuteurs était relativement équilibrée entre la droite (41 %) et la gauche (47 %), les 10 % restants correspondant au groupe DéFI. Comme pour les données françaises, on pourrait s'attendre à ce que ce classement reproduise, au moins en partie, le classement des locuteurs et donc, à trouver une répartition relativement équilibrée des Sujets entre la gauche et la droite. Or, les résultats sont très différents : 27 des 31 Sujets identifiés sont situés à droite de l'échiquier politique.

Positionnement politique	Effectif	Pourcentage
Gauche	**4**	12,90%
Extrême gauche/gauche radicale	1	3,23%
Gauche	3	9,68%
Droite	**27**	87,10%
Extrême droite	1	3,23%
Droite	24	77,42%
Centre-droit	2	6,45%
Total	**31**	100,00%

Tableau 30. Répartition des Sujets « délégitimés » par positionnement politique – Belgique.

Ce résultat doit toutefois être interprété avec une certaine prudence. Comme nous l'avons indiqué, nous avons classé à droite les occurrences dans lesquelles le MCSP porte sur le gouvernement. Cette catégorisation simplifie nécessairement la réalité politique, puisque le gouvernement est une coalition réunissant plusieurs partis, dont certains plus au centre (Les Engagés ; CD&V) ou à gauche (Vooruit). Ce choix contribue donc à accentuer la part des Sujets classés à droite. Cependant, même en tenant compte de cette réserve, la tendance demeure marquée, puisque, si l'on écarte les 8 mentions du gouvernement, le classement est ramené à 19 Sujets à la droite de l'échiquier contre 4 à la gauche. Deux partis se démarquent particulièrement : le MR, mentionné six fois, et la NV-A, mentionnée 10 fois.

La comparaison des deux arènes fait ainsi apparaitre des configurations contrastées. En France, la délégitimation par le MCSP vise majoritairement la gauche, ce qui semble cohérent avec la forte présente des locuteurs de droite dans notre corpus. En Belgique, en revanche, les Sujets de droite sont les plus massivement discrédités, ce qui ne reproduit pas la répartition des locuteurs. Cet écart peut cependant trouver une explication : nous avons précédemment mis en évidence que la légitimation par contraste est proportionnellement plus fréquente dans l'arène politique belge que dans les autres sous-corpus. Si l'on regarde plus précisément du côté des cas de légitimation par contraste produits par des politiciens belges (y compris dans l'arène médiatique), on constate que la majorité d'entre eux (11 cas sur 15) sont produits par des politiciens de droite. On pourrait dès lors supposer que la forte représentation de la droite parmi les cibles de la délégitimation (principalement proférée par des personnalités politiques de gauche) reflète en réalité une différence dans les modalités d'emploi du MCSP : la gauche emploierait plus souvent *idéologie* pour disqualifier – la droite en particulier –, alors que la droite recourrait davantage à une stratégie de légitimation par la négation. Cette hypothèse mérite que nous examinions la question de plus près.

5.2.3.3. Qui utilise quelle stratégie ?

L'analyse précédente nous a conduite à formuler l'hypothèse d'une différence dans les modalités d'emplois du MCSP *idéologie* selon le positionnement politique des locuteurs dans l'arène politique belge : les locuteurs de gauche semblent principalement recourir au MCSP pour disqualifier un Sujet (ou un Objet et son Sujet), alors que les locuteurs de droite paraissent davantage l'employer dans une stratégie de légitimation par contraste. Afin d'examiner cette hypothèse, nous changeons ici de perspective : il ne s'agit plus de considérer les réalités – humaines ou non – (dé)légitimées, mais les locuteurs qui mobilisent le MC et la stratégie dans laquelle ils l'inscrivent. Nous prenons dès lors en compte toutes les occurrences produites par des politiciens, qu'il s'agisse de légitimation ou de délégitimation, et que l'effet porte sur un Sujet, un Objet ou plusieurs cibles différentes[74]. Nous observons les arènes politiques belge et française séparément. Le tableau 31 expose les résultats pour l'arène politique belge :

Positionnement politique	Légitimation	Délégitimation	Total
Droite	**11**	**9**	**20**
Droite	11	5	16
Centre-droit		4	4
Gauche	**4**	**18**	**22**
Extrême gauche	1	2	3
Gauche	3	16	19
Autre (DéFI)		**5**	**5**
Total	**15**	**32**	**47**

Tableau 31. Répartition des stratégies de (dé)légitimation selon l'orientation politique des locuteurs – Belgique.

Dans ce classement, la répartition observée confirme notre hypothèse. Pour la légitimation par contraste, on compte 4 occurrences pour la gauche contre 11 pour la droite, alors que quand il est question de délégitimation, on constate que 18 occurrences sont produites par des locuteurs de gauche contre 9 par des locuteurs de droite. L'on peut donc affirmer que les locuteurs de gauche mobilisent majoritairement le MCSP dans une logique de disqualification, tandis que les locuteurs de droite le mobilisent davantage dans une logique de légitimation. Il nous semble donc que la surreprésentation de la droite parmi les cibles de délégitimation en Belgique (tableau 30) est aussi liée au fait que la droite produit moins d'occurrences de délégitimations dirigées contre la gauche.

[74] Le sous-corpus de données politiques belge présente un cas qui mêle légitimation et délégitimation (DO → LS), ce qui explique que le nombre d'effets comptabilisés soit supérieur au nombre d'occurrences (46). Il en va de même pour le sous-corpus français, puisqu'on y retrouve le schéma « LO → LS ; DO → DS ». Ces deux occurrences apparaissent à la fois dans la colonne « légitimation » et dans la colonne « délégitimation ».

Mais qu'en est-il de l'arène politique française ? Le tableau 32 en expose les résultats :

Positionnement politique	Légitimation	Délégitimation	Total
Droite	**3**	**18**	**20**
Extrême droite	1	15	16
Droite	2	3	4
Gauche	**1**	**8**	**22**
Extrême gauche		3	3
Gauche	1	5	19
Centre	**3**	**8**	**5**
Total	**7**	**34**	**41**

Tableau 32. Répartition des stratégies de (dé)légitimation selon l'orientation politique des locuteurs – France.

Les cas de légitimation par contraste sont peu nombreux : 2 sont produits par des locuteurs de gauche, 3 par des locuteurs de droite et 3 par des locuteurs du centre. Le nombre limité de ces effectifs ne permet toutefois pas de déterminer si la répartition entre gauche et droite est significative ; elle devrait faire l'objet d'une vérification sur un corpus plus large. En revanche, la distribution des cas de délégitimation apparait beaucoup plus marquée : 7 sont produits pas des locuteurs du centre, 8 par des locuteurs de gauche et 18 par des politiciens de droite. C'est donc la droite, et en particulier l'extrême droite, qui recourt le plus souvent à un emploi du MCSP dans une logique de disqualification. Les arènes belge et française ne présentent donc pas les mêmes configurations, puisque l'emploi du MCSP *idéologie* ne se distribue pas de la même manière dans les deux arènes. Cela pourrait témoigner de certaines spécificités géographiques de l'usage du MCSP.

6. Discussion

La présente section a pour objectif de synthétiser nos résultats en les confrontant à nos hypothèses et en les mettant en lien avec la littérature.

Les informations contextuelles nous ont appris que, dans notre corpus, *idéologie* est principalement employé dans les arènes politiques, en particulier dans l'arène politique française. Cette inscription politique se manifeste à la fois dans les espaces de communication, au travers des types de locuteurs (88 politiciens) et dans les contextes et thèmes abordés. Dans les arènes politiques, l'analyse révèle qu'en France, le MCSP apparait plus souvent à droite (et même à l'extrême droite) qu'à gauche, alors qu'en Belgique, il est légèrement plus employé par la gauche. Il faut cependant garder à l'esprit qu'on ne peut pas savoir si cette répartition témoigne d'une spécificité des usages ou si elle reflète la répartition des prises de paroles de ces sensibilités politiques.

La distinction établie lors du processus de sélection entre cas prototypiques et cas non prototypiques nous a amenée à étudier la manière dont se répartissaient ces cas dans notre corpus. Nous notons ainsi que les cas prototypiques sont plus fréquents dans les arènes politiques - une fois encore, d'autant plus en France - que dans le sous-corpus presse, ce qui témoigne du caractère plus nettement évaluatif de ces cas. On constate en effet que les cas prototypiques sont plus explicitement liés à des enjeux politiques et argumentatifs. Le terme *idéologie* est surtout employé sous sa forme adjectivale (70 % des occurrences) et apparait plus souvent au singulier qu'au pluriel. Dans notre corpus, nous ne notons qu'une seule occurrence de la forme nominale plurielle « idéologies ». Nous pourrions l'expliquer par les propriétés sémantiques associées à cette forme. Il nous semble que l'emploi de la forme « idéologies » tend davantage à renvoyer à des doctrines politiques distinctes et comparables entre elles (Kurunmäki & Marjanen, 2020 : 294), où ce sont ces doctrines désignées qui peuvent faire l'objet d'une évaluation et d'une catégorisation plutôt que le terme *idéologie* en tant que tel. Cette hypothèse semble d'ailleurs confortée par notre corpus, puisque l'unique occurrence de la forme nominale plurielle a été classée parmi les cas non prototypiques, c'est-à-dire les cas pour lesquels la charge évaluative est moins évidente à déterminer.

Idéologie apparait souvent dans un sens vague : les termes en contraste (TC) ont révélé que l'idéologie est souvent opposée au pragmatisme, à la rationalité et à la nécessité. Les termes associés (TA) qui qualifient le MC ont révélé que l'idéologie est sujette à l'excès (très, trop, tellement, etc.), tandis que les TA listés par coordination ont révélé que l'idéologie est régulièrement associée à un caractère rigide, fermé et dogmatique. Les propriétés sémantiques

du MC (étudiées à partir des TA, des TC et des Objets/sujets) ont permis d'approfondir ces premiers sèmes en révélant plusieurs caractéristiques associées au MCSP : l'idéologie peut renvoyer à un caractère dogmatique, à un caractère politique (où « politique » prend un sens négatif dans la mesure où elle intervient dans un domaine où elle n'a pas lieu d'être), à un caractère radical, voire extrême, ou à une forme de mensonge. L'idéologie peut, en outre, être opposée à l'action et au pragmatisme, à la raison ou à la rationalité, et au réel (l'idéologie apparait comme déconnectée de la réalité : des chiffres, des faits, de l'expérience, etc.).

Ces résultats rejoignent en partie la littérature : Capdevila (2008 : 51) et Kurunmäki & Marjanen (2020 : 218) pointaient déjà l'opposition au pragmatisme. L'opposition entre idéologie et réalité rejoint quant à elle l'analyse de de Coorbyter (2014), pour qui renvoyer un adversaire à son idéologie revient notamment à suggérer que sa position ne repose pas sur un ancrage suffisant dans la réalité. Dans notre corpus, cette logique apparaît sous différentes formes : l'idéologie est présentée comme ce qui détourne de l'action, fait obstacle à la prise en compte des contraintes concrètes ou substitue à celles-ci des principes considérés comme abstraits. Le caractère dogmatique, le plus fréquent dans notre corpus, renvoie surtout aux partis pris, à une forme de rigidité, de fermeture à la discussion ou de résistance à la remise en question. Ce résultat fait écho à la caractérisation proposée par Sartori (1969, cité par Gerring, 1997 : 978), qui définit la « mentalité idéologique » comme une approche « dogmatique, rigide et imperméable » de la politique. Les sèmes décrits confirment par ailleurs la connotation négative du terme. Van Dijk (2006) notait que « son emploi ordinaire est essentiellement négatif ». Nos analyses le confirment, puisque notre corpus, composé de 120 occurrences issues de trois espaces de communication différents, ne présente qu'un seul et unique usage positif du MCSP.

Le mot *Idéologie* est employé pour désigner directement des mesures concrètes ou des réformes, des Objets concrets, des positions ou des points de vue et des actes, qui concernent des sujets (ou thèmes) principalement politiques. Il est plus rarement employé pour désigner directement des Sujets. Quant aux effets de l'usage de notre MC, que nous avons articulé autour de la logique de légitimation-délégitimation propre aux MCSP, on constate d'abord qu'il porte bien plus souvent sur des Objets que sur des Sujets. On constate également que l'effet dominant est la délégitimation, d'abord d'un Objet, puis d'un Sujet. La légitimation par contraste (donc par la négation de l'idéologie) est plus rare et concerne également d'abord des Objets, puis des Sujets. L*'idéologie* sert – presque – toujours à désigner et à discréditer l'autre ou les Objets de l'autre, ce qui confirme ce que de nombreux auteurs mettaient déjà en évidence : l'idéologie est

toujours le tort de *l'autre*, personne ne réclame l'idéologie pour soi (de Coorbyter, 2014 ; Châton, 2007 ; Voirol, 2008 ; etc.). La délégitimation est l'effet dominant dans toutes les arènes, mais nous avons pu noter une part plus importante de la légitimation par contraste dans l'arène politique belge que dans les autres arènes.

Le corpus pris dans son intégralité montre que la délégitimation par le MCSP touche principalement des Sujets politiquement orientés à droite. Nous avons toutefois mis en lumière une différence marquée entre l'arène politique française et l'arène politique belge : en France, l'accusation d'idéologie est plutôt proférée contre des personnalités politiques ou des partis de gauche, alors qu'en Belgique, elle est massivement adressée à des individus ou à des groupes politiques de droite. Nous avons dès lors émis l'hypothèse que cette forte représentation de la droite parmi les cibles de la délégitimation en Belgique pouvait s'expliquer, au moins en partie, par une différence dans les modalités d'emploi du MCSP. Nos analyses soutiennent cette hypothèse : en Belgique, la droite mobilise davantage le MCSP dans une logique de légitimation par contraste, tandis que la gauche l'emploie davantage pour disqualifier des Sujets (ou des Objets et, par extension, des Sujets). Autrement dit, la droite apparaît plus souvent comme cible de la délégitimation notamment parce qu'elle recourt elle-même moins fréquemment à cette stratégie : alors que la gauche utilise davantage *idéologie* pour disqualifier la droite, la droite l'emploie plus souvent pour nier le caractère idéologique de sa propre position ou pour légitimer un Objet par contraste. La répartition des cibles de la délégitimation reflète ainsi, au moins en partie, cette asymétrie dans les modalités d'emploi du MCSP. Étant donné le nombre limité des cas de légitimation par contraste dans le sous-corpus français, nous n'avons pas pu tirer de conclusion similaire.

En vertu des résultats que nous venons d'exposer, nous pensons que les analyses menées pour cette étude permettent de soutenir notre hypothèse de départ : le mot *idéologie* peut légitimement prétendre au statut de MCSP. Bien que nos analyses ne nous aient pas apporté d'informations supplémentaires pour tous les critères de définition – la question du figement d'*idéologie* demeure, par exemple, inexplorée –, elles nous permettent d'en renforcer certains : nous avons montré que l'idéologie tend à être associée à une large variété d'Objets, ce qui permet de confirmer ce que notait Wilson (2026 : 1), à savoir que « son omniprésence amène à ce que de nombreux phénomènes, tant dans le discours populaire qu'académique, soient étiquetés "idéologiques" sans pour autant contredire d'autres utilisations du terme »[75] et, par

[75] « […] its ubiquity leads to many phenomena, in both popular discourse and academia, to be labeled "ideological" without necessarily contradicting other uses of the term. »

conséquent, d'appuyer le fait que le terme fait l'objet d'une certaine circulation, indice du caractère de référent social. La variété des sèmes relevés pour les propriétés sémantiques du MCSP témoigne concrètement de la polysémie du terme, de ses « excès sémantiques » (Gerring, 1997 : 959) ou de cette « vacuité » paradoxale dont sont porteurs les MCSP. Enfin, l'analyse de la section « effet » nous permet de soutenir que le terme *idéologie* est bien investi d'un enjeu sociopolitique et d'une charge argumentative dont le pivot principal est la délégitimation. Le terme *idéologie* est bien porteur d'une charge qui associe une valeur – principalement négative – à un objet : une réalité idéologique est une réalité dogmatique et biaisée, non pragmatique, contraire à la raison ou encore rigide et fermée à l'échange et à la discussion. Ceci explique que la simple mention de l'idéologie puisse suffire à catégoriser un objet comme non légitime.

7. Une piste pour de futures études : au-delà de l'effet

Nous avons montré précédemment que l'emploi du MCSP *idéologie* produit un effet de catégorisation évaluative se traduisant par la (dé)légitimation d'un Objet ou d'un Sujet. Cet effet n'est pas propre à *idéologie* : il est inhérent au fonctionnement même des mots-clés sociopolitiques, puisqu'en raison de leur « forte charge évaluative, souvent polarisée », l'emploi d'un MCSP inscrit en effet les réalités qu'il qualifie dans « une catégorie positivement ou négativement évaluée, et peut ainsi leur conférer de la légitimité — ou, au contraire, les en priver »[76] (Hambye *et al.*, 2025 : 9). Nous pensons toutefois que ce constat, s'il permet de rendre compte de *ce que fait* la catégorisation par le MCSP dans le discours, ne permet pas — ou en tout cas pas pour toutes les occurrences — de comprendre et d'expliquer la raison pour laquelle le locuteur recourt au terme *idéologie* dans son discours. Cette intuition découle directement de l'observation de notre corpus. Nous comparons à cet égard les exemples (10)[77] et (34) :

Exemple 34 : Puis, "Cyril Hanouna a bénéficié d'un air du temps", ajoute-t-il. "Sous des dehors de modernité, et c'est par-là qu'on rejoint la galaxie Trump, Cyril Hanouna porte en lui ce virilisme, cette contestation du wokisme. C'est un personnage idéologique adapté à la période à laquelle nous vivons."

Dans l'exemple (34), nous avons identifié un effet de délégitimation du Sujet (Cyril Hanouna). Néanmoins, nous pensons que l'intention du locuteur (Jean-Michel Aphatie) n'est pas, en soi, de discréditer Cyril Hanouna. Il découle de la charge évaluative (négative) inhérente au MC un effet presque inévitable de catégorisation du Sujet, mais l'étude du contexte dans lequel cette occurrence a été produite nous permet de dépasser ce constat : Aphatie délivre un portrait de Cyril Hanouna qui vise à expliquer son succès. Dans ce contexte, le locuteur cite l'idéologie comme une caractéristique parmi d'autres. Aphatie dit d'Hanouna qu'il est « idéologique » comme il pourrait dire de lui qu'il est « comique », parce qu'en réalité, il cherche simplement à *décrire* ce « personnage ». En ce sens, nous considérons que l'usage que fait Aphatie du mot *idéologie*, même s'il donne *de facto* lieu à un effet de disqualification, est

[76] « […] because of their strong and often polarized evaluative meaning, using a given keyword […] can be sociopolitically important, since it includes [certain] realities in a positively or negatively evaluated category and hence can confer them legitimacy – or deprive them of it ».

[77] Le troisième pilier de nos propositions, c'est d'investir massivement dans les énergies renouvelables et de relancer les projets offshore mis au frigo par le ministre de l'Énergie, Mathieu Bihet. Il l'a répété trois fois en changeant plusieurs fois d'avis. On sent bien qu'il n'y a pas de volonté politique. Ça ne peut être qu'une décision idéologique.

un usage descriptif, dans la mesure où *l'acte discursif* qu'il soutient est une description. L'idéologie est, en outre, donnée comme une raison – ou un argument – qui permet au locuteur de défendre sa conclusion – ou sa thèse : Cyril Hanouna attire le public parce que c'est « un personnage idéologique adapté à la période à laquelle nous vivons ».

Dans l'exemple (10), nous notons également un effet de délégitimation du Sujet (Mathieu Bihet). En revanche, contrairement à l'exemple (34), le locuteur (Gilles Vanden Burre) ne décrit pas une personne ou un phénomène. Il cherche à prouver que les décisions de Mathieu Bihet relèvent de l'idéologie. L'idéologie apparait dès lors comme la conclusion que le reste de l'énoncé cherche à démontrer et à faire accepter : les décisions de Mathieu Bihet sont idéologiques parce qu'il ne cesse de changer d'avis et parce qu'il n'y a pas de volonté politique. À la différence de l'exemple (34), on peut donc soulever une intention de disqualification. L'acte discursif consiste, comme pour l'effet, en une délégitimation.

L'on constate donc que ces deux exemples ne relèvent pas de la même logique et que la mention de l'idéologie ne répond pas systématiquement aux mêmes besoins : elle apparait tantôt comme un argument dans le raisonnement, tantôt comme la conclusion de ce dernier. Mais ce qui retient particulièrement notre attention, c'est cette idée que l'usage du MCSP peut correspondre à des actes discursifs différents. Nous pensons dès lors qu'il serait pertinent de faire une distinction entre l'effet – à savoir ce que fait la catégorisation par le MCSP dans le discours – et quelque chose qui serait davantage de l'ordre de la fonction discursive – à savoir ce que l'emploi du MCSP vise à faire accepter. Cette réflexion fait apparaitre une nouvelle dimension des MCSP qui reste, à notre connaissance, encore inexplorée dans ce champ d'étude et qui mériterait, selon nous, de faire l'objet d'une étude plus approfondie. Certaines contraintes, notamment temporelles, ne nous ont pas permis d'étendre cette réflexion à l'intégralité de notre corpus. Nous l'avons toutefois appliquée à quelques autres cas, qui ont retenu notre attention et qui nous ont permis de faire quelques observations. Nous précisons néanmoins que cette démarche est exploratoire et que les premières observations que nous tirons ne constituent pas une analyse aboutie. Elles sont à prendre comme des hypothèses qui pourraient faire l'objet d'une confirmation dans une étude ultérieure. Compte tenu de ce caractère exploratoire, nous avons choisi de systématiquement partir d'un exemple pour montrer en quoi il nous éclaire sur les « fonctions discursives » du MCSP *idéologie.* Nous tenterons ensuite de formuler les premières conclusions générales que ces cas nous auront permis de dégager.

Nous reprenons d'abord l'exemple (27)[78]. Comme pour l'exemple (34), l'idéologie est ici utilisée comme un argument : l'intérêt de Bolloré n'est pas l'avenir de l'édition *parce qu'*il veut asservir un groupe à « ses desseins idéologiques ». Mais à la différence de (34), le locuteur (Pascal Bruckner) cherche à disqualifier Bolloré et ses intentions, pas simplement à décrire ce personnage. *Idéologie* est utilisé comme un argument pour prouver que Bolloré n'agit pas pour l'intérêt général (l'avenir de l'édition et de la littérature), mais pour des raisons égoïstes et par volonté de domination. L'énoncé consiste en une attaque explicite dirigée contre Bolloré, dans laquelle ce dernier est présenté comme un acteur qui instrumentalise l'édition à des fins personnelles et autoritaires. Dans l'exemple (27) comme dans l'exemple (34), le MCSP occupe la place de l'argument, mais l'acte discursif qu'il soutient diffère : dans (34), l'acte discursif consiste en une description, tandis que dans (27), il s'agit d'une délégitimation. On note donc que l'effet et l'acte discursif – ou la fonction discursive – peuvent coïncider. Voyons désormais l'exemple (35), que nous pouvons comparer avec l'exemple (34) :

Exemple 35 : Alors, trop idéologique, Jacqueline Galant ? Oui, et c'est complètement assumé dans son clan.

Comme dans l'exemple (34), nous considérons que l'usage d'*idéologie* relève ici d'un acte discursif descriptif plutôt que délégitimant : le locuteur, Stéphane Vande Velde (un journaliste), ne semble pas chercher à discréditer Jacqueline Galant, mais à constater, de façon presque factuelle, un trait qui la caractérise – et qui, par ailleurs, est assumé, comme le souligne la suite de l'énoncé. La formulation même, sur le mode question-réponse, renforce cette lecture : le locuteur ne construit pas une démonstration, il confirme un constat. L'exemple (35) se distingue toutefois de (34) sur un point précis. Dans (34), l'idéologie était donnée comme un argument au service d'une autre conclusion (le succès de Cyril Hanouna) ; dans (35), elle constitue au contraire la conclusion elle-même, le point d'arrivée de l'énoncé. Nous avons donc affaire à un acte discursif descriptif dont l'idéologie occupe, cette fois, la position de conclusion plutôt que celle d'argument.

Nous considérons ensuite l'exemple (30)[79]. Lors de l'analyse des effets, nous avions identifié pour cet exemple une délégitimation de l'idéologie en tant que telle et de la

[78] « C'est une très bonne question », répond Pascal Bruckner. « Bolloré tue Grasset, mais son intérêt n'est pas l'avenir de l'édition, ni de la littérature : c'est d'avoir un groupe entièrement asservi à ses **desseins** idéologiques, qu'il pourra contrôler et dans lequel personne ne va bouger. ».

[79] La souveraineté énergétique exigera des États européens qu'ils assument à nouveau un rôle stratégique pour inscrire les acteurs privés dans une vision industrielle à long terme. Si l'État belge veut préserver son tissu

« conception idéologique » du nucléaire. L'on pourrait envisager une lecture similaire à celle de l'exemple (10) : l'idéologie serait alors la conclusion d'un raisonnement et le reste de l'énoncé fournirait les arguments nécessaires pour l'établir — notamment à travers le sème de l'inefficacité ou du frein à l'action que porte la première partie de l'extrait (« s'il veut préserver son tissu industriel, il doit assumer un plan énergétique ambitieux »). Nous considérons néanmoins que disqualifier l'idéologie ne constitue pas ici une fin en soi : ce geste vise plutôt à légitimer une alternative, la stratégie, présentée en contrepoint direct (« l'idéologie n'a plus sa place. La stratégie, oui »). Le locuteur ne cherche pas seulement à faire accepter que l'idéologie est illégitime dans le champ du nucléaire ; il cherche, à travers cette disqualification, à faire accepter la stratégie comme la seule solution valide, légitime, efficace et raisonnable. Cet exemple nous permet d'identifier un nouveau cas de figure où l'effet consiste en une délégitimation (de l'idéologie), tandis que l'acte discursif consiste en une légitimation. Nous terminons avec l'exemple (36) :

Exemple 36 : Protéger une société ne consiste pas à la refermer sur elle-même. Les sociétés qui tiennent dans le temps sont celles qui savent organiser la pluralité sans la diaboliser. La sécurité véritable est une sécurité humaine : accès aux droits fondamentaux, à la santé, au logement, à l'éducation. Elle se construit par la justice sociale, non par la désignation d'ennemis intérieurs. Refuser ces récits n'est ni naïf ni idéologique. C'est un choix éclairé, fondé sur l'expérience, les faits et la mémoire.

Il nous semble que, dans cet exemple, la réfutation de l'idéologie peut être considérée comme la conclusion. La phrase « c'est un choix éclairé, fondé sur l'expérience, les faits et la mémoire » apparait dès lors comme l'argument qui permet de la soutenir. L'acte discursif consiste, selon nous, en une légitimation, puisque le locuteur cherche à faire accepter sa décision de « refuser » les récits.

L'analyse de ces quelques exemples nous permet d'abord de faire quelques constats : d'une part, nous notons que la « fonction discursive » relève plutôt de l'intention du locuteur, à laquelle nous n'avons, par définition, pas accès. Par conséquent, ces analyses reposent sur un niveau davantage interprétatif et inférentiel que pour les effets (qui sont explicitement induits

industriel, il doit assumer un plan énergétique ambitieux. Dans le nucléaire, l'idéologie n'a plus sa place. La stratégie, oui

par la charge négative ou positive du MCSP). D'autre part, nous constatons que saisir cette intention peut demander de remonter plus loin dans le contexte d'énonciation de l'occurrence et de tenir compte de l'intégralité des enjeux de ce contexte. Cette première exploration nous a aussi permis de dégager quelques traits récurrents organisés autour de deux axes : la place qu'occupe le MCSP dans le raisonnement (argument ou conclusion) et l'acte discursif qu'il soutient (description, légitimation, délégitimation). Nous proposons de considérer ces traits comme les premières catégories possibles d'une typologie des fonctions discursives du MCSP *idéologie.* Nous avons conscience que certains cas risquent d'échapper à cette typologie. L'analyse du corpus dans son intégralité – et dans cette perspective précise – pourrait faire émerger d'autres configurations. Elle pourrait aussi faire ressortir des ambiguïtés ou des cas d'entre-deux. Nous avons tenté d'appliquer cette typologie aux 40 premières occurrences de notre corpus pour voir de quelle manière elles se répartissaient entre ces différents axes :

	Acte discursif			
Place du MCSP	Description	Délégitimation	Légitimation	**Total**
Argument	1	9	2	**12**
Conclusion	2	13	3	**18**
Total	**3**	**21**	**5**	**29**

Tableau 33. Répartition des occurrences selon leur fonction discursive.

Nous constatons que la catégorie « conclusion » l'emporte sur la catégorie « argument » et que l'acte discursif le plus représenté est la délégitimation. Les 11 cas non répertoriés sont des cas que nous ne sommes pas parvenue à classer. Cela montre bien que cette réflexion doit être approfondie : notre typologie ne permet pas d'inclure tous les usages du MCSP. Il conviendrait donc d'affiner ces catégories, de les enrichir par de nouvelles observations. Il faudrait idéalement l'éprouver au travers d'un corpus plus étendu pour en évaluer la pertinence et la fonctionnalité. Par ailleurs, cette typologie soulève des questions qui demeurent, pour l'instant, sans réponse : est-il possible qu'un acte discursif soit associé à un type de locuteur en particulier ? Nous pourrions par exemple supposer que l'acte descriptif relève plutôt des locuteurs non politiques. Les trois occurrences relevant de cette catégorie ont en effet été produites par un journaliste, un représentant et un locuteur de type « autre », ce qui semble confirmer notre hypothèse. Les données analysées demeurent toutefois trop nombreuses pour pouvoir l'affirmer. On peut aussi se demander si cette typologie, ou tout du moins la distinction entre effet et acte discursif, pourrait servir à l'analyse de tous les MCSP. Nous pensons dès lors que cette réflexion, cette typologie et ces questions pourraient être le point de départ d'études ultérieures sur le mot *idéologie* et, plus largement, sur les MCSP.

Conclusion

1. Le rôle endossé par *idéologie* dans les discours sociopolitiques et médiatiques en Belgique et en France

Ce mémoire visait à répondre à la question « quel(s) rôle(s) endosse le mot *idéologie* dans les discours politiques et médiatiques ? ». Nous nous sommes également donné pour objectif de voir si les usages du terme se déployaient de la même manière dans des arènes politiques distinctes – la Belgique et la France – ou si des différences marquantes se dessinaient entre ces deux contextes.

Pour répondre à ces questions, nous avons d'abord cherché à retracer la trajectoire historique du terme *idéologie*, non pour en dresser une simple genèse, mais pour comprendre comment et pourquoi ce terme, né dans une acception neutre et scientifique, en est venu à acquérir le sens péjoratif qui domine aujourd'hui son usage courant. Cette démarche nous a permis d'identifier les moments clés de cette péjoration et de saisir que la charge critique du mot, loin d'être un phénomène récent ou contingent, s'est construite et confirmée sur près de deux siècles. En parallèle, nous avons essayé d'éclairer le lien entre le mot *idéologie* – et plus largement, le concept d'idéologie – et le champ de la politique. Nous avons ensuite tenté de montrer comment se structure aujourd'hui le champ de l'idéologie. Nous avons ainsi mis en avant la coexistence de deux conceptions : une conception neutre – ou descriptive – d'une part, et une conception péjorative d'autre part. Nous nous sommes ensuite penchée sur les usages concrets du terme dans les discours médiatiques et politiques, afin de voir ce que la littérature existante pouvait déjà nous apprendre sur ces emplois contemporains. Dans la suite de ce premier chapitre, nous avons proposé un rappel théorique de la notion de mot-clé sociopolitique, dans le but de réinscrire notre étude dans le champ auquel elle appartient et de poser les repères nécessaires à sa bonne compréhension. Enfin, en nous appuyant sur la définition proposée par Turneer (2025), nous avons testé l'adéquation du mot *idéologie* au statut de MCSP : la littérature a pu témoigner de sa polysémie, de sa circulation, d'un éventuel figement, ainsi que de son enjeu sociopolitique et de son but argumentatif. Dans un second temps, il a fallu mettre en place une méthode de sélection adaptée au mot idéologie, permettant de distinguer les cas susceptibles de correspondre à des usages de MCSP des cas non pertinents pour notre analyse. L'élaboration de cette méthode nous a conduites pour le cas d'idéologie à distinguer trois types d'occurrences (cas prototypique, non prototypique et limite), correspondant à des degrés de saillances différents de la charge évaluative du terme. Nous nous

sommes efforcée de rendre cette distinction la plus claire et opérationnelle possible. Les réponses à notre question de recherche ont ensuite été obtenues par l'analyse de ces occurrences à l'aide d'une grille méthodologique adaptée à notre objet particulier. Pour la construire, nous avons pu nous inspirer de trois modèles existants : Shchinova (2025), Rondiat (2025) et Turneer (2025). Chaque section de cette grille nous a permis d'aborder un aspect spécifique du MCSP (son contexte ; sa forme et son sens ; ses Objets/Sujets ; ses effets) et de répondre à l'une de nos sous-questions, nous permettant, au final, d'apporter des éléments de réponse quant au sens et au rôle — notamment à travers la question des effets — du mot *idéologie* dans le discours. Cette démarche nous a ainsi permis de combiner approche quantitative et qualitative.

Le troisième chapitre nous a permis d'apporter des éléments de réponse concrets à notre question de recherche. *Idéologie,* dans son usage en tant que MCSP, semble être un terme politique. En effet, l'arène politique recourt plus souvent à ce terme en tant que MCSP que ne le fait l'arène médiatique. Nous notons par ailleurs un premier point de différence entre l'arène politique belge et l'arène politique française, puisque le MCSP est davantage mobilisé par la droite en France, alors qu'en Belgique, son usage se répartit de manière plus équilibrée entre les deux bords (avec un usage légèrement plus élevé à gauche). Nous avons ensuite établi qu'*idéologie* désigne le plus souvent une réalité négativement connotée : elle peut être dogmatique, radicale, non pragmatique, irréaliste, rigide ou encore déconnectée du réel. Le terme permet ainsi d'attribuer à la réalité qu'il qualifie la valeur négative qu'il porte intrinsèquement — être « idéologique » équivaut alors à être illégitime. Les Objets de l'idéologie correspondent le plus souvent à des réformes ou des mesures, à des réalités concrètes ou abstraites, ou encore à des postures et des points de vue. L'effet de cette catégorisation consiste, quant à lui, principalement en une délégitimation, d'Objets, puis de Sujets. La comparaison entre nos deux terrains a par ailleurs fait apparaitre des logiques contrastées. En Belgique, la légitimation par contraste, autrement dit par la réfutation de l'idéologie, est une stratégie davantage mobilisée par la droite que par la gauche, et c'est également la droite qui constitue, le plus souvent, la cible des délégitimations. En France, à l'inverse, c'est principalement la gauche qui fait l'objet de ces délégitimations. Bien que nous n'ayons pas pu le démontrer de manière définitive, nous pouvons supposer que cet écart reflète une différence dans les usages du terme entre les deux zones. Enfin, nous avons proposé une piste d'ouverture visant à enrichir le champ de recherche sur les MCSP, en suggérant de distinguer l'effet de catégorisation et l'acte discursif, ou fonction. Les analyses préliminaires que nous avons

menées sur ce point nous ont permis de formuler quelques observations, de poser de premières hypothèses et de proposer un classement exploratoire de ces fonctions.

2. Apports, limites et perspectives

Un premier apport de ce mémoire réside dans la méthode de sélection que nous avons développée pour distinguer, parmi les occurrences du mot *idéologie*, celles relevant effectivement d'un usage de MCSP. En l'absence de méthodologie applicable à notre cas, il nous a fallu construire une procédure explicite et aussi reproductible que possible, reposant sur une distinction entre cas prototypiques, non prototypiques et limites, selon le degré de saillance de la charge évaluative du terme. Nous avons conscience que cette méthode ne prétend pas éliminer toute part de subjectivité ni d'interprétation — certaines occurrences demeurent délicates à classer, et un autre chercheur pourrait légitimement trancher autrement que nous sur certains cas. Elle constitue néanmoins un premier outil fonctionnel, susceptible d'être discuté, affiné et éprouvé par de futures recherches. Nous pensons par ailleurs que cette méthode pourrait s'avérer utile pour l'étude d'autres MCSP dont la charge évaluative se révélerait, elle aussi, ambiguë ou fluctuante selon les contextes. Plus largement, cette méthode pourrait servir de point de départ à une étude du mot *idéologie* menée dans d'autres espaces de communication que ceux retenus pour cette étude – par exemple, les réseaux sociaux.

Ce travail comporte cependant plusieurs limites. D'une part, si notre grille d'analyse, construite à partir de nos modèles, visait à garantir la démarche la plus objective possible, elle n'a pas permis d'écarter entièrement toute part d'interprétation, en particulier lors de l'analyse des propriétés sémantiques du MCSP. D'autre part, les occurrences que nous avons qualifiées de « cas limites » lors de la phase de sélection ont, par choix méthodologique, été écartées de l'analyse afin de ne pas fausser nos résultats. Il aurait sans doute été souhaitable de trouver un moyen de les y intégrer, dans la mesure où elles sont probablement porteuses de spécificités que notre étude n'a, par conséquent, pas pu prendre en compte. Enfin, la piste de réflexion que nous avons ouverte autour de la distinction entre l'effet du MCSP et l'acte discursif auquel il participe reste, comme nous l'avons souligné, une exploration préliminaire que nous n'avons pas pu mener jusqu'à son terme : faute de moyens, nous n'avons pu ni l'appliquer à l'intégralité de notre corpus, ni la pousser jusqu'à une typologie pleinement stabilisée.

Nous considérons néanmoins que ces limites offrent plusieurs pistes pour des recherches ultérieures. La méthode de sélection que nous proposons gagnerait à être testée sur d'autres MCSP à la charge évaluative ambiguë, ainsi que sur d'autres espaces de communication. Les

cas limites que nous avons dû écarter pourraient faire l'objet d'une analyse spécifique, susceptible de révéler des configurations que notre étude n'a pas envisagées. Surtout, la distinction entre effet et fonction discursive mériterait d'être approfondie sur l'ensemble du corpus, voire testée sur d'autres MCSP, afin de déterminer si elle constitue une dimension propre à *idéologie* ou un phénomène plus général propre au fonctionnement des mots-clés sociopolitiques. En somme, les questionnements que ce mémoire laisse ouverts nous rappellent combien le champ d'étude des MCSP demeure vaste et en construction. Ce constat, loin de clore notre réflexion, alimente davantage notre curiosité sur le fonctionnement du terme à la fois courant et difficile à cerner qu'est *idéologie*.

Bibliographie

Buchanan, A., & Levinson, E. (2024). Theories of Ideology : Origins, Development, and Prospects. *Social Philosophy and Policy*, *41*(1), 13-43. https://doi.org/10.1017/S026505252400030X.

Capdevila, N. (2008). « Idéologie ». Usages ordinaires et usages savants. *Actuel Marx*, *43*(1), 50-61. https://doi.org/10.3917/amx.043.0050.

Châton, G. (2007). « Idéologie (s) », in V. Bourdeau et R. Merrill (dir.), DicoPo, Dictionnaire de théorie politique. https://www.dicopo.org/spip_article48.html.

de Coorbyter, V. (2014, octobre 21). L'argument de l'idéologie. *Centre de droit public et social de l'ULB*. https://cdps.ulb.be/2014/10/21/largument-de-lideologie/.

Dijk, T. V. (2006). Politique, Idéologie et Discours. *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, (21). https://doi.org/10.4000/semen.1970.

Eagleton, T. (1996). *Ideology : An introduction* (5. impr). Verso.

Gerring, J. (1997). Ideology : A Definitional Analysis. *Political Research Quarterly*, *50*(4), 957-994. https://doi.org/10.2307/448995.

Guilhaumou, J. (2008). Le non-dit de l'idéologie : L'invention de la chose et du mot. *Actuel Marx*, *43*(1), 29-41. https://doi.org/10.3917/amx.043.0029.

Hambye, P., De Cock, B., & Rondiat, C. (2025). Studying keywords in discourse : Contrasting different theories and methods. *Journal of Corpora and Discourse Studies*, *8*, 1-20. https://doi.org/10.18573/jcads.149.

Knight, K. (2006). Transformations of the Concept of Ideology in the Twentieth Century. *The American Political Science Review*, *100*(4), 619-626.

Larousse, É. (s. d.). *Définitions : Idéologie - Dictionnaire de français Larousse*. Consulté 3 juillet 2026, à l'adresse https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/id%C3%A9ologie/41426.

Le Robert. (s. d.). idéologie—Définitions, synonymes, prononciation, exemples. In *Dico en ligne Le Robert*. Consulté 8 août 2026, à l'adresse https://dictionnaire.lerobert.com/definition/ideologie.

Macherey, P. (2008). Idéologie : Le mot, l'idée, la chose. *Methodos. Savoirs et textes*, (8). https://doi.org/10.4000/methodos.1843.

Marjanen, J., & Kurunmäki, J. A. (2020). How Ideology Became Isms : A History of a Conceptual Coupling. In H. Haara, K. Stapelbroek, & M. Immanen (Éds.), *Passions, Politics and the Limits of Society* (p. 291-318). de Gruyter. https://doi.org/10.1515/9783110679861-017.

Piccolo. (2026). Assistance à la relecture et à l'amélioration stylistique. UCLouvain.

Putnam, R. D. (1971). Studying Elite Political Culture : The Case of « Ideology ». *The American Political Science Review*, *65*(3), 651-681. https://doi.org/10.2307/1955512.

Renault, E. (2005). L'idéologie comme description. *Rue Descartes*, *49*(3), 84-91. https://doi.org/10.3917/rdes.049.0084.

Roberts, W. C. (2025). Ideology. In E. N. Zalta & U. Nodelman (Éds.), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Spring 2025). Metaphysics Research Lab, Stanford University. https://plato.stanford.edu/archives/spr2025/entries/ideology/.

Thompson, J. (1987). Langage et idéologie. *Langage & société*, *39*(1), 7-30. https://doi.org/10.3406/lsoc.1987.2340.

Trésor de la Langue Française informatisé (TLFi). Définition du mot *idéologie – Trésor de la Langue informatisé.* Consulté 20 juillet 2026, à l'adresse http://stella.atilf.fr/Dendien/scripts/tlfiv5/visusel.exe?17;s=1303530930;b=13;r=1;nat=;i=1;;.

Savary, C. (2005). La pensée devant l'idéologie. *L'idéologie et les stratégies de la raison. Approches théoriques, épistémologiques et anthropologiques*, 9-12. https://classiques.uqam.ca/contemporains/savary_claude/Ideologie_et_strategies_de_la_raison/Ideologie_et_strategies_de_la_raison_presentation.html.

Turneer, E. (2025). *Le mot tabou comme « mot-clé sociopolitique ». Étude comparative des discours médiatiques et sociopolitiques en Belgique francophone et en France.* Faculté de philosophie, arts et lettres, UCLouvain. Prom : Hambye, Philippe.

Voirol, O. (2008). Idéologie : Concept culturaliste et concept critique. *Actuel Marx*, *43*(1), 62-78. https://doi.org/10.3917/amx.043.0062.

Wilson, J. (2026). Ideology. In *IPSA Companion to Political Science* (p. 1-4). Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-032-06918-4_12-1.

Yang, Y. (2023). Ideology in Critical Discourse Study : A Review of Literature. *Journal of the University of Ruhuna*, *11*(2). https://doi.org/10.4038/jur.v11i2.8012.

Annexes

Annexe 1

Type de combinaison	Combinaisons
Verbe + *idéologie*	adopter + *idéologie*
	combattre + *idéologie*
	conforter + *idéologie*
	contester + *idéologie*
	contrer + *idéologie*
	créer + *idéologie*
	critiquer + *idéologie*
	défendre + *idéologie*
	dénoncer + *idéologie*
	diffuser + *idéologie*
	forger + *idéologie*
	promouvoir + *idéologie*
	propager + *idéologie*
	répandre + *idéologie*
	servir + *idéologie*
	véhiculer + *idéologie*
Idéologie + verbe	*idéologie* + guider
	idéologie + imposer
	idéologie + imprégner
	idéologie + justifier
	idéologie + promouvoir
	idéologie + prôner
Idéologie + adjectif	*idéologie* alternative
	idéologie autoritaire
	idéologie conservatrice
	idéologie dangereuse
	idéologie dépassée
	idéologie dogmatique
	idéologie dominante
	idéologie fondatrice
	idéologie hégémonique
	idéologie libérale
	idéologie libertarienne
	idéologie officielle
	idéologie politique
	idéologie racialiste
	idéologie sectaire
	idéologie sécuritaire
	idéologie simpliste
	idéologie totalitaire
	idéologie woke

Tableau 34. Liste des mots qui s'emploient fréquemment avec *idéologie* selon le *Robert.*

Annexe 2

Légende :

- S : Shchinova (2025) ;
- R : Rondiat (2025) ;
- T : Turneer (2025) ;
- En gris : catégories reprises

Modèle	Catégorie
S, R & T	N° occurrence
S, R & T	Occurrence
S, R & T	Texte Occurrence
S, R & T	Thème
S, R & T	Catégorie grammaticale
S, R & T	Terme associé
R & T	Type de terme associé
S	Lien
S	Référence
S & T	Date
S & T	Source
S & T	Source type
S	Source type 2
S	Langue
S	Pays
S	Localisation
S	Nb retweet
S	Nb likes
S	Tweet V
S	Hashtags
S	Réponses
S	@
S	Genre discursif
S, R & T	Loc ID
S, R & T	Loc type 1
S	Nb followers
S & T	Discours rapporté
S	Auteur DR ID
S	Auteur DR type 1
S	Source DR ID
S	Source DR type
S, R & T	Objet ID
S, R & T	Objet type 1
R & T	Catégorie conceptuelle objet
R	Manifestations textuelles catégorie conceptuelle
R	Autres éléments lexicaux
R	Terme en contraste
R	Type de terme en contraste
R	Eléments lexicaux terme en contraste

Modèle	Catégorie
R	Catégorie conceptuelle terme en contraste
R	Marquage catégorie conceptuelle
R	Qualité (attribuée ; ambigüe ; déniée)
S	Valeur
S	Type marquage valeur
S	Formes support valeur
S	Evidence sens
S & T	Champ conceptuel
S	Marquage champ
S, R & T	Fonction
R & T	Effet
S, R & T	Cible
S, R & T	Cible type
S	Renvoi à
S	Destinataire
S	Suscite R

Tableau 35. Liste des catégories du MCSP chez Shchinova, Rondiat et Turneer.

Annexe 3

Section	Colonne	Question/précision	Options
Informations contextuelles	Numéro occurrence	/.	/.
	Source	/.	/.
	Date	/.	/.
	Discours rapporté	L'usage d'*idéologie* est-il rapporté (direct [Verbatim] ; indirect [DR]) ou non ?	Non ; Verbatim ; DR
	Locuteur	Qui est l'auteur de l'utilisation d'*idéologie* ?	/.
	Type de locuteur	Quel type de locuteur est à l'origine de cet usage ?	Politicien ; Journaliste ; Expert ; Représentant ; Autre
	Propriétés locuteur	Quelles sont les caractéristiques du locuteur (ex. Positionnement politique) ?	A définir de manière inductive
	Contexte	Quel est le contexte du message ?	/.
	Thème	Quel est la thématique du message dans son ensemble ?	A définir de manière inductive
Occurrence	Texte Occurrence	Cotexte jugé suffisant pour comprendre l'occurrence	/.
	Type de cas	A quelle catégorie d'usage MCSP appartient l'occurrence ?	Prototypique ; non prototypique ; cas limite
	Forme	/.	/.
	Catégorie gram.	/.	Nom ; adjectif
	Valeur	/.	Positive ; négative
	Terme associé	Y a-t-il un ou plusieurs termes associés au mot *idéologie* dans l'énoncé ?	/.
	Rôle syntaxique du MC	Quel est le rôle syntaxique du MC par rapport au TA ?	Déterminé ; déterminant (positif ou négatif) ; déterminant indirect (positif ou négatif) ; listé par coordination (inclusive ou exclusive)
	Terme en contraste	Y a-t-il un ou plusieurs termes opposés au mot *idéologie* dans l'énoncé ?	/.
	Propriétés sémantiques MC	Quelles sont les propriétés/récurrences/caractéristiques associées au MCSP ? Quel sens revêt le mot *idéologie* dans l'énoncé ?	A définir de manière inductive
Objet (quoi ?) & Sujet (Qui ?)	Objet	Quelle réalité particulière est qualifiée (ou est associée) de MCSP ?	/.
	Propriétés Objet	Quelles sont les propriétés associées à l'Objet ? Quel type de réalité représente l'Objet ? A quel sujet ?	A définir de manière inductive.
	Objet'	Quelle réalité particulière est associée au MCSP ? (association indirecte)	/.
	Propriétés Objet'	Quelles sont les propriétés associées à l'Objet ?	A définir de manière inductive.
	Sujet	Qui a ou n'a pas d'idéologie/est ou n'est pas idéologique ?	/.
	Type de Sujet	/.	Individu ; Groupe défini ; Institution ; Autre.
	Propriétés Sujet	Quelles sont les propriétés, récurrences ou caractéristiques associées au Sujet ?	A définir de manière inductive.
	Sujet'	Qui est associé ou non à l'idéologie ? (association indirecte)	/.
	Type de Sujet'	/.	Individu ; Groupe défini ; Institution ; Autre.
	Propriétés Sujet'	Quelles sont les propriétés, récurrences ou caractéristiques associées au Sujet' ?	A définir de manière inductive.
Effet	/.	/.	A définir de manière inductive

Tableau 36. Grille d'analyse complète du MCSP *idéologie.*

Annexe 4

Trait sémantique commun des TA listés par coordination	Effectif
Caractère fermé, rigide, problématique ou excessif	**13**
Caricaturaux	1
Dépassée	1
D'humeur	1
Dogmatique(s)	5
Partisan	1
Politique	2
Sectaire	1
Manque de structure ou de préparation	**12**
Fourre-tout	1
Improvisée	1
Injuste	1
Irréfléchi	1
Mal préparé	1
Mal ficelées	1
Naïf	1
Non concerté	1
Sans cohérence politique	1
Sans ligne directrice	1
Sans vision d'ensemble	1
Logique identitaire	**4**
Anti-altérité	1
Anti-occidentale	1
Civilisationnelle	1
Identitaire	1
Critique de l'utilité	**2**
Inefficace	1
Sans réelle utilité	1
Autre	**4**
De la politique (faire)	1
Electoraliste	1
Politique budgétaire	1
Spéctaculaire	1
Total	**35**

Tableau 37. Liste des TA « listés par coordination » par trait sémantique commun.

Annexe 5

Catégorie sémantique	Sème	Effectif	Total
Caractère dogmatique	Dogme/doctrine (un/une)	4	62
	Dogmatisme (le/du)	15	
	Sectaire	3	
	Fondée sur des partis pris	35	
	Fermé à la discussion	4	
	Fermé à la nouveauté	1	
Caractère radical	Excessif	16	45
	Exagéré	5	
	Obsessionnel	4	
	Qui franchit une limite	3	
	Qui a une intention néfaste (asservir, soumettre, altérer, etc.)	8	
	Rigide/ fermé/	9	
Caractère politique	Politique (adjectif)	10	14
	Politique (nom)	4	
Caractère non pragmatique	Frein à l'action ou à l'efficacité	10	14
	Idéologie VS pragmatisme	4	
Caractère subjectif	Relatif aux opinions	2	3
	VS objectif	1	
Opposé à la raison	Insensé	3	25
	Irréfléchi	3	
	Irrationnel	5	
	Incohérent	5	
	Idéaliste	1	
	(Idée) irréaliste	3	
	Sans fondement	3	
	Contraire à l'intérêt général	2	
Opposé aux faits, au concret	Idéologie VS factuel	1	12
	Idéologie VS expérience	2	
	Idéologie VS chiffres	2	
	Déni du réel (déconnecté du quotidien, du terrain, de la réalité, etc.)	5	
Mensonger	En décalage avec les promesses	1	6
	Hypocrite	4	
	Contradictoire	1	
Total			**181**

Tableau 38. Effectifs par catégories de sèmes regroupés selon les traits sémantiques communs.

Annexe 6

Thème des Objets	Effectif	Pourcentage
Accords internationaux	2	2,02%
Agriculture	9	9,09%
Automobile	1	1,01%
Autre	2	2,02%
Biodiversité	1	1,01%
Chasse	6	6,06%
Chômage	4	4,04%
Culture	4	4,04%
Energie/électricité/nucléaire	9	9,09%
Emplois/travail	4	4,04%
Enseignement	4	4,04%
Environnement/climat	5	5,05%
Economie/budget/finance	21	21,21%
(Im)migration	2	2,02%
Industrie	1	1,01%
Pensions	2	2,02%
Politique	3	3,03%
Réalité socioculturelle	3	3,03%
Santé	5	5,05%
Sécurité/défense militaire	5	5,05%
Transport	6	6,06%
Total	**99**	**100,00%**

Tableau 39. « Propriétés Objet » : effectifs des Objets directs (O) par thème.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Faculté de philosophie, arts et lettres
Place Cardinal Mercier, 31, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique I **www.uclouvain.be/fial**